

MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES

\*\*\*\*\*

SECRETARIAT GENERAL

\*\*\*\*\*

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



BURKINA FASO

La patrie ou la mort, nous vaincrons

\*\*\*\*\*

**Rapport sur la situation d'exécution  
du budget et de la trésorerie de l'Etat,  
exercice 2024, au 31 décembre**

Mars 2025

## NOTE SYNTHETIQUE SUR L'EXECUTION DU BUDGET ET DE LA TRESORERIE

### DE L'ETAT, EXERCICE 2024, AU 31 DECEMBRE

Le budget de l'Etat, exercice 2024, s'est exécuté dans un environnement économique international marqué par la persistance des tensions géopolitiques et l'assouplissement des politiques monétaires dans un contexte de ralentissement de l'inflation. Dans ce contexte, la croissance de l'activité économique mondiale ralentirait de 3,3% en 2023 à 3,2% en 2024<sup>1</sup>.

Dans la zone UEMOA, l'activité économique demeure vigoureuse, en accélération de 0,7 point de pourcentage en 2024, portant le taux de croissance de 5,3% en 2023 à 6,2% en 2024. Cette performance s'explique par le dynamisme de l'ensemble des secteurs.

Sur le plan national, l'exécution du budget s'est déroulée dans un contexte sociopolitique et sécuritaire fragile, marqué par des efforts continus pour restaurer l'intégrité du territoire. La croissance économique nationale s'accélérerait à 5,1% en 2024 contre 3,0% en 2023<sup>2</sup>. Toutefois, des risques persistent, notamment ceux liés à l'insécurité, aux conditions climatiques et aux tensions internationales.

En matière de finances publiques, la gestion budgétaire est marquée par le déroulement du Plan d'actions pour la stabilisation et le développement (PA-SD). Les priorités budgétaires demeurent axées sur les défis sécuritaires, économiques et sociaux actuels.

A ce titre, le niveau de mobilisation des ressources de l'Etat à fin décembre 2024 s'établit à **2 947,67 milliards FCFA** pour un objectif annuel de **3 155,65 milliards FCFA**<sup>3</sup>, soit un niveau de réalisation de **93,41%**. Comparativement à la même période en 2023 (2 756,84 milliards FCFA recouverts, soit 99,06%), le niveau de réalisation affiche une hausse de 190,83 milliards FCFA en valeur absolue et une baisse de la performance de 5,66 points de pourcentage.

Le montant des dépenses exécutées à 31 décembre 2024 s'élève à **3 666,13 milliards FCFA** pour des prévisions ajustées de crédits de paiement de **3 706,12 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **98,92%**. Comparativement à la même période en 2023 (3 441,20 milliards FCFA exécutés, soit 100,44%), le niveau d'exécution connaît une hausse de 224,94 milliards FCFA en valeur absolue et une baisse de 1,52 point de pourcentage.

Au titre de la gestion de la trésorerie à fin décembre 2024, il a été décaissé **3 814,86 milliards FCFA** contre des encaissements constatés de **3 919,20 milliards FCFA**. Il se dégage un solde créditeur de **104,34 milliards FCFA**. Ce solde traduit une couverture suffisante des décaissements par les encaissements de période.

Au 31 décembre 2024, il se dégage une épargne budgétaire de **472,96 milliards FCFA** et un solde budgétaire global déficitaire de **718,46 milliards FCFA** contre des soldes prévisionnels respectifs (LFR ajustée après clôture) de 560,52 milliards FCFA et de -675,48 milliards FCFA. Ce niveau de déficit s'explique par le fait que les ressources propres du budget de l'Etat ont permis à cette date de faire face aux charges de fonctionnement de l'administration publique.

La principale recommandation porte sur la prise en charge en priorité des dépenses engagées non mandatées des budgets 2024 et antérieurs sur le budget 2025 avant tout engagement de nouvelles dépenses par les ordonnateurs

<sup>1</sup> FMI, Perspectives de l'économie mondiale, janvier 2025

<sup>2</sup> DGEP/IAP, CPC, décembre 2024

<sup>3</sup> En prenant en compte les prévisions du CAST, « Remboursement des crédits TVA » d'un montant de 125 milliards FCFA.

**TABLE DES MATIERES**

<b>NOTE SYNTHETIQUE SUR L'EXECUTION DU BUDGET ET DE LA TRESORERIE.....</b>	<b>A</b>
<b>DE L'ETAT, EXERCICE 2024, AU 31 DECEMBRE.....</b>	<b>A</b>
<b>TABLE DES MATIERES.....</b>	<b>B</b>
<b>TABLEAUX.....</b>	<b>D</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUES.....</b>	<b>D</b>
<b>LISTE DES ANNEXES.....</b>	<b>E</b>
<b>SIGLES ET ABBREVIATIONS.....</b>	<b>F</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>I. CONTEXTE D'EXECUTION ET CONFIGURATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2024, AU 31 DECEMBRE.....</b>	<b>2</b>
I.1. CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL, REGIONAL ET SOUS REGIONAL.....	2
I.2. CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE.....	4
I.3. PRIORITES ET MESURES POUR L'EXECUTION DU BUDGET 2024.....	5
I.3.1. Rappel des priorités du budget 2024.....	5
I.3.2. Mesures pour l'exécution du budget 2024.....	5
I.4. CONFIGURATION DU BUDGET GENERAL AU 31 DECEMBRE 2024.....	6
<b>II. SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES.....</b>	<b>8</b>
II.1. REALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES AU TITRE DU 4 <sup>EME</sup> TRIMESTRE 2024.....	8
II.1.1. Analyse des réalisations des recettes ordinaires du 4 <sup>eme</sup> trimestre 2024.....	9
II.1.2. Analyse des réalisations des recettes extraordinaires du 4 <sup>eme</sup> trimestre 2024.....	12
II.2. REALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES A FIN DECEMBRE 2024.....	12
II.2.1. Analyse des réalisations des recettes ordinaires à fin décembre 2024.....	13
II.2.2. Analyse des réalisations des recettes extraordinaires à fin décembre 2024.....	21
<b>III. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES.....</b>	<b>22</b>
III.1. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT PAR NATURE... ..	23
III.1.1. Dépenses ordinaires.....	25
A. Charges financières de la dette.....	25
B. Dépenses de personnel.....	26
C. Dépenses d'acquisition de biens et services.....	26
D. Dépenses de transferts courants.....	26
E. Dépenses en atténuations des recettes.....	26
III.1.2. Dépenses en capital.....	27
A. Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat.....	27
B. Transferts en capital.....	28
III.2. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PAR PROGRAMME ET DOTATION BUDGETAIRE.....	28
III.2.1. Situation d'exécution des crédits de paiement par programme et dotation budgétaire.....	28
III.2.2. Situation d'exécution des autorisations d'engagement par programme et dotation budgétaire.....	28
III.3. SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DELEGUES.....	29
III.4. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES SPECIFIQUES.....	29
III.4.1. Situation d'exécution des dépenses sociales de réduction de la pauvreté.....	29
III.4.2. Situation d'exécution des dépenses spécifiques pour prendre en charge les effets de la COVID-19.....	29

III.4.3. Situation d'exécution du fonds de soutien patriotique (FSP).....	29
A. Au titre de la mobilisation des ressources financières.....	30
B. Au titre de l'exécution des dépenses.....	30
C. Situation des disponibilités du FSP .....	30
III.5. SITUATION DES DEPENSES DE CONSOMMATIONS D'EAU, D'ELECTRICITE ET DE TELEPHONE (EET) .....	30
III.5.1. Analyse des dépenses de consommation d'eau .....	31
III.5.2. Analyse des dépenses de consommation d'électricité.....	31
III.5.3. Analyse des dépenses de consommation de téléphone.....	32
III.5.4. Actions de rationalisation des dépenses en eau, électricité et de téléphone.....	32
III.5.5. Au titre des difficultés rencontrées et des perspectives .....	33
<b>IV. ANALYSE DES INDICATEURS DE BONNE GOUVERNANCE DES MARCHES PUBLICS.....</b>	<b>34</b>
IV.1. DU RESPECT DE L'INDICATEUR « IP18 » .....	34
IV.2. DU RESPECT DE L'INDICATEUR « IP19 » .....	34
<b>V. SITUATION DES REMISES DE PENALITES DE RETARD ET DE PAIEMENT D'INTERETS MORATOIRES. ....</b>	<b>35</b>
<b>VI. SITUATION D'EXECUTION DU PLAN DE DEBLOCAGE DE FONDS.....</b>	<b>35</b>
<b>VII. EVOLUTION DU DELAI DE PAIEMENT DE LA DEPENSE PUBLIQUE.....</b>	<b>37</b>
VII.1. DELAI DE PAIEMENT AU NIVEAU CENTRAL .....	37
VII.2. DELAI DE PAIEMENT AU NIVEAU DECONCENTRE .....	37
<b>VIII. GESTION DE LA TRESORERIE DE L'ETAT.....</b>	<b>38</b>
VIII.1. SITUATION DES ENCAISSEMENTS.....	38
VIII.2. SITUATION DES DECAISSEMENTS.....	38
VIII.3. SOLDE DES OPERATIONS D'ENCAISSEMENTS ET DE DECAISSEMENTS.....	38
VIII.4. EVOLUTION DES INSTANCES DE PAIEMENT.....	38
VIII.5. SITUATION DES DISPONIBILITES DE TRESORERIE .....	38
VIII.6. PRINCIPALES DIFFICULTES .....	38
<b>IX. ANALYSE DES PRINCIPAUX SOLDES ET INDICATEURS DE PERFORMANCES DE LA GESTION BUDGETAIRE .....</b>	<b>39</b>
IX.1. SOLDES BUDGETAIRES.....	39
IX.2. AGREGATS DU TOFE.....	40
<b>X. RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>40</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>41</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>I</b>

## TABLEAUX

Tableau 1: Croissance du PIB et des valeurs ajoutées sectorielles sur la période 2021-2024 .....	4
Tableau 2 : Etat de recouvrement par nature des recettes ordinaires du 4 <sup>ème</sup> trimestre 2023, des 3 <sup>ème</sup> et 4 <sup>ème</sup> trimestres 2024 (en milliards FCFA) .....	10
Tableau 3 : Etat de recouvrement des recettes ordinaires par régie des 4 <sup>ème</sup> trimestre 2023, des 3 <sup>ème</sup> et 4 <sup>ème</sup> trimestres 2024 (en milliards FCFA).....	11
Tableau 4 : Etat de recouvrement cumulé des recettes au 31 décembre 2023 et 2024 (en milliards FCFA).....	12
Tableau 5 : Situation des recouvrements des recettes ordinaires par régie de recettes à fin décembre 2023 et 2024 (en milliards FCFA)	21
Tableau 6: Situation des décaissements des dons projets par groupe de donateurs au 31 décembre 2023 et 2024 (en milliards FCFA).	22
Tableau 7: Situation d'exécution des dépenses par nature au 31 décembre 2023 et 2024 (en milliards FCFA) .....	23
Tableau 8 : Situation des dépenses exécutées par nature aux 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>ème</sup> , 3 <sup>ème</sup> et 4 <sup>ème</sup> trimestres 2024 (en milliards FCFA)	24
Tableau 9 : : Situation des disponibilités du FSP au 31 décembre 2024 (en FCFA).....	30
Tableau 10 : Situation d'exécution du PDF, par grandes natures de dépenses, à fin décembre 2024 (en milliers FCFA) ....	36
Tableau 11 : Situation des soldes au 30 septembre 2024 (en milliards FCFA).....	39

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Evolution de la croissance économique dans les grandes zones (en %) .....	3
Graphique 2 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles .....	4
Graphique 3 : Recouvrements des recettes des 4 <sup>ème</sup> trimestres 2023 et 2024 par catégorie .....	9
Graphique 4 : Evolution du niveau de recouvrement des recettes ordinaires en 2024 par trimestre et par régie (en milliards de FCFA) .....	11
Graphique 5 : Recouvrements des recettes ordinaires à fin décembre 2023 et 2024 (en milliards FCFA) .....	13
Graphique 6 : recouvrements de quelques impôts et taxes fiscaux leaders fin décembre 2023 et 2024.....	14
Graphique 7 : recouvrements de quelques taxes non fiscales leaders à fin décembre 2023 et 2024 (en milliards FCFA) .....	17
Graphique 8 : Situation d'exécution des dépenses par nature au 31 décembre 2024 ( en milliards FCFA et en %) .....	24
Graphique 9 : Evolution des dépenses exécutées par nature au 31 décembre 2023 et 2024 (en milliards FCFA) .....	25

## LISTE DES ANNEXES

Annexe 1: Situation d'exécution des Crédits de paiement par ministère et institution hors financements extérieurs au 31 décembre 2024 (en FCFA).....	I
Annexe 2: Situation d'exécution des dépenses de personnel par ministère et institution au 31 décembre 2024 .....	II
Annexe 3: Situation d'exécution des dépenses d'acquisition des biens et services par ministère et institution au 31 décembre 2024 (En FCFA).....	III
Annexe 4: Situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution au 31 décembre 2024 (En FCFA).....	IV
Annexe 5: Situation d'exécution des dépenses d'investissement exécuté par l'Etat, par ministère et institution au 31 décembre 2024 (En FCFA) .....	V
Annexe 6 : Situation d'exécution des Crédits de paiement par ministère et institution et par programme budgétaire, hors charges dette, dépenses de personnel, et financements extérieurs au 31 décembre 2024 (en FCFA) .....	VI
Annexe 7: Situation d'exécution des autorisations d'engagement par ministères et institutions et par programmes budgétaires, hors financements extérieurs au 31 décembre 2024 (en FCFA) .....	X
Annexe 8: Situation d'exécution des CP des crédits délégués au 31 décembre 2024 (en FCFA).....	XII
Annexe 9 : Situation d'exécution des Crédits de paiement des dépenses sociales au 31 décembre 2024 (en FCFA). .....	XII
Annexe 10 : Situation des consommations d'eau de 2023 et 2024 à fin décembre (en FCFA).....	XIII
Annexe 11 : Situation des consommations d'électricité de 2023 et 2024 à fin décembre (en FCFA) .....	XIV
Annexe 12 : Situation des consommations de téléphone de 2023 et 2024 à fin décembre (en FCFA) .....	XV
Annexe 13 : Situation des lignes téléphoniques fixes résiliées par ministère au 31 décembre 2024 (en nombre) .....	XVI
Annexe 14 : Situation de mobilisation des ressources du Fonds de Soutien Patriotique au 31 décembre 2024 (en FCFA).....	XVII
Annexe 15 : Situation de la mise en œuvre des plans de déblocage de fonds par ministères et institutions au 31 décembre 2024 (en FCFA).....	XVIII
Annexe 16 : Situation de la mise en œuvre des plans de déblocage de fonds par programme budgétaire au 31 décembre 2024 (en FCFA).....	XIX

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

<b>ACCT</b>	: Agence comptable centrale du trésor
<b>ADE</b>	: Autres droits d'enregistrement
<b>AE</b>	: Autorisation d'engagement
<b>ALT</b>	: Assemblée législative de transition
<b>ARCEP</b>	: Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
<b>BAD/FAD</b>	: Banque africaine de développement/Fonds africain de développement
<b>BCEAO</b>	: Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest
<b>BDT</b>	: Banque des dépôts du trésor
<b>BM/IDA</b>	: Banque mondiale/Association internationale de développement
<b>CAS</b>	: Compte d'affectation spéciale
<b>CNT</b>	: Conseil national de transition
<b>CODEP-MP</b>	: Comité de suivi des délais d'exécution de la dépense publique et de passation des marchés publics et des délégations de service public
<b>CP</b>	: Crédit de paiement
<b>CPVI</b>	: Contribution au programme de vérification des importations
<b>DC-BR</b>	: Dépositaire central/Banque de règlement
<b>DCIM</b>	: Dépenses communes interministérielles
<b>DD</b>	: Droits de douanes
<b>DGB</b>	: Direction générale du budget
<b>DG-CMEF</b>	: Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
<b>DGD</b>	: Direction générale des douanes
<b>DGF</b>	: Direction de la gestion des finances
<b>DGI</b>	: Direction générale des impôts
<b>DGTCP</b>	: Direction générale du trésor et de la comptabilité publique
<b>DOC</b>	: Direction de l'ordonnancement et de la comptabilité
<b>DT</b>	: Droits de timbre
<b>FEC</b>	: Facilité élargie de crédits
<b>FED/UE</b>	: Fonds européen de développement/Union européenne
<b>FIDA</b>	: Fonds international de développement agricole
<b>FMI</b>	: Fonds monétaire international
<b>IAP</b>	: Instrument automatisé de prévisions
<b>IBICA</b>	: Impôt sur les bénéfices industriels, commerciaux et agricoles
<b>IBNC</b>	: Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales
<b>IFU</b>	: Identifiant financier unique
<b>IP</b>	: Indicateur de performance
<b>IPC</b>	: Indice prix consommation
<b>IRCM</b>	: Impôts sur le revenu des capitaux mobiliers
<b>IS</b>	: Impôt sur les sociétés
<b>IUTS</b>	: Impôt unique sur les traitements et salaires
<b>LFI</b>	: Loi de finances initiale
<b>LFR</b>	: Loi de finances rectificative
<b>LOLF</b>	: Loi organique relative aux lois de finances
<b>MEF</b>	: Ministère de l'économie et des finances
<b>MOD</b>	: Maîtrise d'ouvrage déléguée

<b>OCDE</b>	: Organisation de coopération et de développement économiques
<b>ONATEL</b>	: Office national des télécommunications
<b>ONEA</b>	: Office national de l'eau et de l'assainissement
<b>PA-SD</b>	: Plan d'actions pour la stabilisation et le développement
<b>PCS</b>	: Prélèvement communautaire de solidarité
<b>PDF</b>	: Plan de déblocage des fonds
<b>PIB</b>	: Produit intérieur brut
<b>PPM</b>	: Plan de passation des marchés
<b>PRES</b>	: Présidence
<b>PRM/DMP</b>	: Personne responsable des marchés/Directeur des marchés publics
<b>PSUT</b>	: Programme socio-économique d'urgence de la transition
<b>RS</b>	: Redevance statistique
<b>SIGASPE</b>	: Système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'Etat
<b>SIMP</b>	: Système d'information intégré des marchés publics
<b>SI-N@folo</b>	: Système intégré de gestion des finances publiques
<b>SONABEL</b>	: Société nationale d'électricité du Burkina
<b>SYDONIA</b>	: Système douanier automatisé
<b>SYLVIE</b>	: Système de liaison virtuelle des opérations d'importation et d'exportation
<b>TAF</b>	: Taxe sur les activités financières
<b>TOFE</b>	: Tableau des opérations financières de l'Etat
<b>TPA</b>	: Taxe patronal d'apprentissage
<b>TPP</b>	: Taxe sur les produits pétroliers
<b>TRANS</b>	: Transition
<b>TR</b>	: Trésorerie régionale
<b>TSB</b>	: Taxe sur les boissons
<b>TST</b>	: Taxe sur les tabacs
<b>TVA</b>	: Taxe sur la valeur ajoutée
<b>UEMOA</b>	: Union économique et monétaire ouest-africaine
<b>UR</b>	: Unités de recouvrement
<b>US</b>	: United States

## INTRODUCTION

Le budget de l'Etat, exercice 2024 a été adopté par la Loi n°042-2023/ALT du 15 décembre 2023 portant Loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024 et promulguée par le décret n°2023-1803/PRES-TRANS du 28 décembre 2023.

Son exécution a été affectée par la Loi de finances rectificative n°028-2024/ALT du 15 octobre 2024 portant Loi de finances rectificative de la Loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024 qui a permis les ajustements de crédits budgétaires induits par les changements institutionnels intervenus à la faveur du décret N°2024-0908/PRES/PM du 1<sup>er</sup> août 2024 portant composition du Gouvernement. Cette Loi de finances rectificative a été promulguée par le décret n°2024-1290/PRES du 30 octobre 2024. Aussi, l'adoption de l'arrêté d'annulation et du décret d'avances pour la prise en compte des opérations de clôture budgétaire a impacté l'exécution, de même que les différents ajustements opérés par les ministères et institutions (fongibilité asymétrique, transferts et virements de crédits).

Dans le cadre du suivi de l'exécution de ladite loi, le Ministère de l'économie et des finances (MEF) a produit le présent rapport qui fait la synthèse de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024 au 31 décembre tant en recettes qu'en dépenses.

Il répond aux exigences édictées dans la Loi organique n°073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances (LOLF) qui dispose en son article 94 que : « le gouvernement transmet trimestriellement au Parlement, à titre d'information, des rapports sur l'exécution du budget et l'application du texte de la loi de finances. Ces rapports sont mis à la disposition du public ».

Le présent rapport comprend :

- le contexte d'exécution et la configuration du budget de l'Etat, exercice 2024, au 31 décembre ;
- la situation de la mobilisation des recettes budgétaires ;
- la situation de l'exécution des dépenses budgétaires ;
- l'analyse des indicateurs de bonne gouvernance des marchés publics ;
- la situation des remises de pénalités et de paiement d'intérêts moratoires ;
- la situation d'exécution du plan de déblocage de fonds ;
- l'évolution du délai de paiement de la dépense publique ;
- la gestion de la trésorerie de l'Etat ;
- les principaux soldes et indicateurs de performance de la gestion budgétaire ;
- les principales recommandations.

## I. CONTEXTE D'EXECUTION ET CONFIGURATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2024, AU 31 DECEMBRE

Le budget de l'Etat, exercice 2024 s'est exécuté dans un environnement économique international caractérisé par la persistance des tensions géopolitiques et un assouplissement progressif des politiques monétaires dans un contexte de ralentissement de l'inflation. L'environnement national reste marqué par une situation sociopolitique et sécuritaire fragile ainsi que la poursuite des efforts de reconquête de l'intégralité du territoire national.

### I.1. CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL, REGIONAL ET SOUS REGIONAL

**La croissance économique mondiale** s'établit à 3,2% en 2024, en léger repli par rapport aux 3,3% de 2023. Cette décélération s'explique par les perturbations persistantes dans les chaînes d'approvisionnement et les effets retardés des politiques monétaires restrictives adoptées en réponse à l'inflation. En sus, les tensions géopolitiques, notamment en Europe de l'Est et en Asie, ainsi que les difficultés structurelles dans le secteur immobilier chinois ont continué de peser sur la croissance. Pour 2025, la croissance mondiale est attendue à 3,3%.

L'inflation mondiale décélère, passant de 6,7% en 2023 à 5,7% en 2024, principalement sous l'effet cumulé des politiques monétaires restrictives, de la stabilisation des prix de l'énergie et de la baisse des cours des matières premières, notamment celui du pétrole. En perspective, l'inflation mondiale continuerait de ralentir pour se situer à 4,2% en 2025.

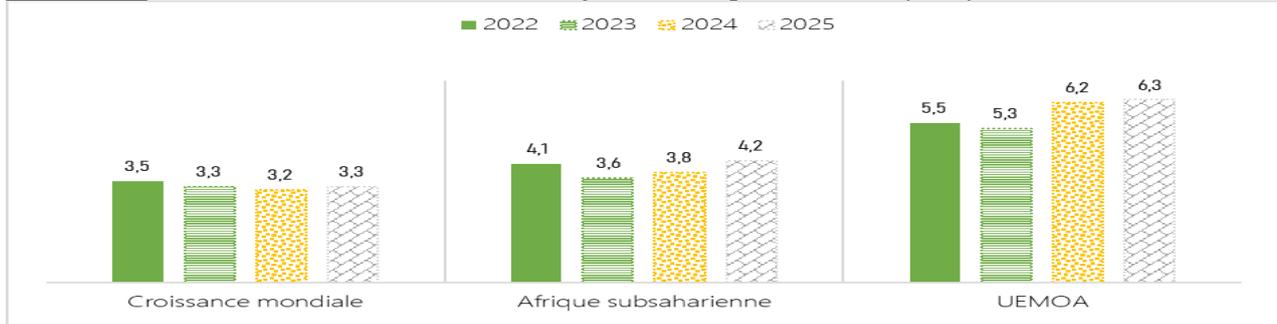
**En Afrique subsaharienne**, la croissance économique s'établit à 3,8% en 2024 après 3,6% en 2023. Bien qu'en légère amélioration, cette progression reste modérée en raison des impacts négatifs de plusieurs facteurs, tels que les conflits, l'insécurité et les périodes de sécheresse. De plus, les conditions de financement, tant internes qu'externes, ont également pesé sur la région. Pour 2025, la croissance de la région est projetée à 4,2%.

Les pressions inflationnistes dans la zone subsaharienne restent élevées. L'inflation s'accroît pour ressortir à 18,1% en 2024 après 17,6% en 2023. En 2025, l'inflation ralentirait à 12,3% pour la région.

**Dans l'UEMOA**, la croissance économique ressort vigoureuse à 6,2% en 2024 après 5,3% en 2023. Cette croissance est portée principalement par la hausse de la production agricole, le démarrage de la production pétrolière au Sénégal et son accroissement au Niger. De plus, elle reste soutenue par le maintien du dynamisme des activités commerciales et de services. En perspective, la croissance économique ressortirait à 6,3% en 2025, portée par une dynamique favorable dans l'ensemble des secteurs.

L'inflation dans l'Union s'affiche à 3,6% en 2024 après 3,7% en 2023, légèrement au-dessus de la norme communautaire ( $\leq 3\%$ ). Cette tendance reflète une pression inflationniste persistante, bien que modérée, dans la région. En perspective, le taux d'inflation s'établirait à 3,0% en 2025, une stabilisation principalement portée par l'absence de tensions significatives sur les cours mondiaux des produits alimentaires et pétroliers.

**Graphique 1: Evolution de la croissance économique dans les grandes zones (en %)**



**Source :** DGEP, à partir des données du FMI, octobre 2024 et janvier 2025 et de la BCEAO, mars 2025

**Sur le marché des changes**, le taux de change du dollar US par rapport au FCFA s'est établi à 626,0 FCFA en décembre 2024 contre 601,7 FCFA un an plus tôt, soit une appréciation de 4,0%. En moyenne annuelle, le cours moyen du dollar s'établit à 606,4 FCFA en 2024, en quasi-stabilité par rapport à son niveau en 2023 (606,6 FCFA).

Au cours du quatrième trimestre 2024, le cours moyen du dollar US s'est situé à 614,9 FCFA, en appréciation de 3,0% par rapport au trimestre précédent et de 0,8% comparativement au quatrième trimestre 2023.

**Sur le marché des matières premières**, le cours de l'once d'or s'établit à 2 643,8 dollars US en décembre 2024, marquant une envolée de 30,3% comparativement à son niveau de décembre 2023 (2 031,7 dollars US). En 2024, le cours de l'once d'or ressort en moyenne à 2 387,4 dollars US contre 1 942,9 dollars US en 2023), indiquant un bond de 22,9% sur un an.

En moyenne trimestrielle, le cours de l'once d'or atteint 2 663,3 dollars US, correspondant à une augmentation de 7,6% comparativement au troisième trimestre 2024 et plus significativement de 34,8% par rapport à son niveau du quatrième trimestre 2023.

Quant au **cours du coton**, il s'affiche à 1 762,4 dollars US la tonne en décembre 2024 contre 1 995,4 dollars US en décembre 2023, soit un repli de 11,7%. Le cours moyen de la tonne de coton se situe à 1 910,3 dollars US en 2024, en baisse de 8,8% par rapport à celui observé en 2023 (2 095,0 dollars US).

Au quatrième trimestre 2024, le cours moyen de la tonne de coton s'établit à 1 801,1 dollars US, traduisant une faible augmentation de 0,6% par rapport au trimestre précédent et un recul de 11,4% par rapport au quatrième trimestre de 2023.

Pour ce qui est du **cours du baril de pétrole**, principal produit importé, il s'échangeait à 73,8 dollars US le baril en décembre 2024, marquant ainsi une décrie de 5,3% comparativement à son niveau de décembre 2023 (77,9 dollars US). En moyenne annuelle, le baril de pétrole s'est échangé à 80,7 dollars US en 2024 contre 82,6 dollars US en 2023, soit une baisse de 2,3%.

Au quatrième trimestre 2024, le cours moyen du baril de pétrole s'établit à 74,6 dollars US, indiquant une diminution de 6,9% par rapport au trimestre précédent. Rapporté au quatrième trimestre 2023, il enregistre une chute de 11,2%.

## I.2. CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE

Sur le plan national, l'activité économique en 2024 se déroule dans un environnement marqué par la situation sécuritaire toujours difficile. Par ailleurs, on note la poursuite des actions de reconquête du territoire et une campagne agricole favorable, en lien notamment avec l'Offensive agropastorale et halieutique 2023-2025.

La croissance économique s'accélère pour atteindre 5,1% en 2024 après 3,0% en 2023. Cette dynamique est essentiellement soutenue par les secteurs primaire et tertiaire.

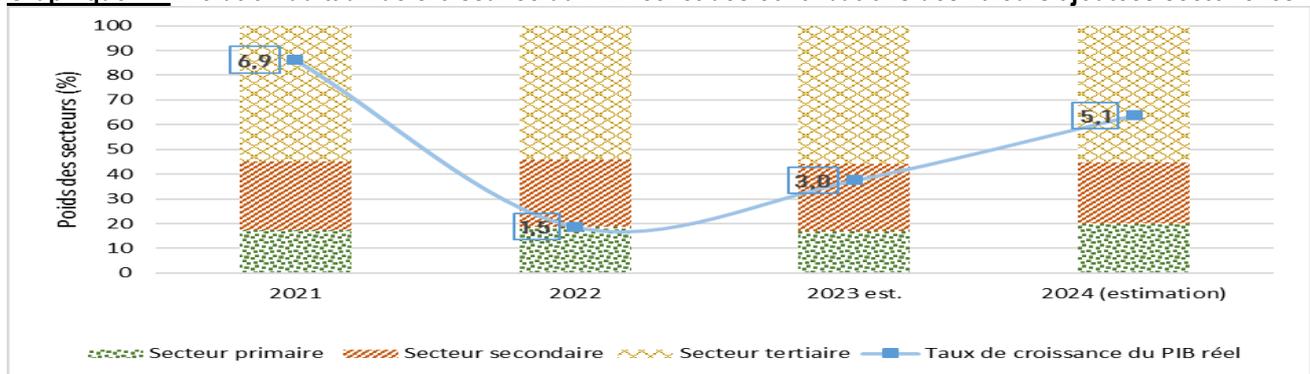
Concernant le **secteur primaire**, sa valeur ajoutée est en hausse de 13,0% en 2024 après 1,4% en 2023. Cette performance est portée par les branches « agriculture de rente » (+15,8%), « agriculture vivrière » (+15,1%), « sylviculture-chasse-pêche » (+3,2%), « élevage et activités annexes à l'élevage » (+2,0%) et « égrenage coton » (+0,7%).

S'agissant du **secteur tertiaire**, sa valeur ajoutée augmente de 6,4% en 2024 après une croissance de 3,7% en 2023. Cette performance est imputable aux activités des branches « services financiers et assurances » (+18,6%), « transport » (+15,3%), « services d'administrations publiques » (+9,0%), « autres services marchands » (+4,3%), « commerce » (+4,1%) et « activités immobilières » (+1,9%).

Quant au **secteur secondaire**, sa valeur ajoutée ressort à -1,7% en 2024 après une hausse de 1,3% observée en 2023. Cette contreperformance est principalement due à la contraction dans la branche « extraction d'or » (-5,1%), atténuée par les branches « construction » (+7,8%) et « autres extractives » (+5,0%).

Pour l'année 2024, l'inflation ressortirait à 4,2% après 0,7% en 2023, en accélération de 3,5 points de pourcentage. Elle est attendue à 2,7% en 2025.

**Graphique 2 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles**



Source : DGEP, données IAP, décembre 2024

**Tableau 1: Croissance du PIB et des valeurs ajoutées sectorielles sur la période 2021-2024**

Rubrique	2021	2022	2023	2024
Taux de croissance du PIB réel (%)	6,9	1,5	3	5,1
Secteur primaire (%)	-7,7	6	1,4	13
Secteur secondaire (%)	6,6	-6,9	1,3	-1,7
Secteur tertiaire (%)	12,5	4,8	3,7	6,4
Impôts et taxes nets sur les produits (%)	9,6	2,6	7,8	4,4
PIB Nominal en milliards de FCFA	10 922,9	11 876,3	12 490,2	13 689,90

Source : DGEP, données IAP, décembre 2024

### I.3. PRIORITES ET MESURES POUR L'EXECUTION DU BUDGET 2024

#### I.3.1. Rappel des priorités du budget 2024

Les orientations et choix stratégiques budgétaires pour l'élaboration du budget de l'Etat, exercice 2024 ont été définis sur la base des piliers, axes et actions prioritaires du Plan d'actions pour la stabilisation et le développement (PA-SD) et des défis liés au contexte économique et social actuel.

Ces piliers se déclinent comme suit :

- Pilier 1 : lutter contre le terrorisme et restaurer l'intégrité du territoire ;
- Pilier 2 : répondre à la crise humanitaire ;
- Pilier 3 : refonder l'Etat et améliorer la gouvernance ;
- Pilier 4 : œuvrer à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale.

Pour faire face à ces priorités, les choix stratégiques budgétaires s'inscrivent dans la dynamique d'une amélioration significative de la mobilisation des ressources propres et d'une optimisation de leur allocation pour une plus grande efficacité de la politique budgétaire dans le cadre de la mise en œuvre des actions prioritaires du Gouvernement.

#### I.3.2. Mesures pour l'exécution du budget 2024

Des orientations pour une meilleure exécution du budget de l'Etat, exercice 2024, ont été adoptées en Conseil des Ministres et diffusées par une circulaire de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre sous le numéro 2024-015 du 25 mars 2024. Ces orientations visent à améliorer la mobilisation des ressources d'une part, et à assurer une plus grande efficacité dans l'exécution des dépenses, d'autre part. Ainsi :

**En matière de mobilisation de ressources propres**, le gouvernement poursuivra les efforts de modernisation des procédures entamées au niveau des régies de recettes afin d'optimiser le rendement de l'impôt. Ainsi, les téléprocédures seront progressivement élargies aux autres catégories de contribuables. Par ailleurs, la mise en place effective du cadastre fiscal et d'autres réformes structurelles visant à élargir substantiellement l'assiette fiscale seront poursuivies. Aussi, les ministères et institutions sont invités à accompagner et soutenir convenablement les percepteurs spécialisés dans leurs efforts de mobilisation des recettes et à poursuivre les activités de prospection de nouvelles niches de recettes de service.

**En matière d'exécution des dépenses**, la gestion budgétaire marquée par la poursuite des actions de réforme du budget programme, notamment :

- ✓ L'implication effective des Responsables de programme dans l'exécution des activités des différents programmes budgétaires ;
- ✓ La mise en place effective des Directions de la Solde et de l'Ordonnancement au sein des différents ministères et institutions.

Aussi, des mesures de rationalisation des charges de fonctionnement seront poursuivies afin de dégager davantage d'espace budgétaire pour financer les dépenses d'investissement.

Par ailleurs, tous les acteurs concernés devront veiller à une stricte application des règles en matière d'exécution de la dépense publique, notamment la programmation de l'exécution budgétaire à travers les outils habituels que sont le Plan de passation des marchés (PPM), le Plan de déblocage des fonds (PDF) et le Plan d'engagement des dépenses sectoriel (PES).

#### I.4. CONFIGURATION DU BUDGET GENERAL AU 31 DECEMBRE 2024

Le budget de l'Etat, exercice 2024 a été adopté en recettes et en dépenses (crédits de paiement) respectivement à **3 019,12 milliards FCFA** et à **3 694,59 milliards FCFA** avec une épargne budgétaire de 509,69 milliards FCFA et un besoin de financement de 675,48 milliards FCFA représentant 4,6% du PIB nominal.

Par nature de recettes, la situation se présente comme suit :

- **Recettes ordinaires : 2 791,79 milliards FCFA** dont 2 528,52 milliards FCFA pour les recettes fiscales et 263,27 milliards FCFA pour les recettes non fiscales ;
- **Ressources extraordinaires : 227,32 milliards FCFA** dont 179,59 milliards FCFA de dons projets et 47,73 milliards FCFA de dons programmes.

Par nature de dépenses, la situation se présente comme suit :

- **Dépenses ordinaires : 2 282,11 milliards FCFA** dont :
  - charges financières de la dette : 292,77 milliards FCFA ;
  - dépenses de personnel : 1 202,22 milliards FCFA ;
  - dépenses d'acquisition de biens et services : 235,98 milliards FCFA ;
  - dépenses de transferts courants : 550,15 milliards FCFA ;
  - dépenses en atténuation des recettes : 1 milliard FCFA.
- **Dépenses en capital : 1 412, 49 milliards FCFA** dont :
  - investissements exécutés par l'Etat : 1 402,49 milliards FCFA répartis comme suit :
    - ✓ Etat : 1 017,60 milliards FCFA ;
    - ✓ Subventions : 179,59 milliards FCFA ;
    - ✓ Prêts : 205,29 milliards FCFA.
  - Transfert en capital : 10 milliards FCFA.

Suite à des ajustements opérés via la Loi n°028-2024/ALT du 15 octobre 2024 portant Loi de finances rectificative de la Loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024, de l'arrêté d'annulation et du décret d'avances, la configuration budgétaire a évolué, portant les prévisions définitives à **3 030,65 milliards FCFA** de recettes et **3 706,12 milliards FCFA** de dépenses.

#### Évolution des recettes

- **Recettes ordinaires** : +59,26 milliards FCFA, atteignant **2 851,05 milliards FCFA**, avec une baisse des recettes fiscales (-100 milliards FCFA) compensée par une hausse des recettes non fiscales (+159,26 milliards FCFA).
- **Recettes extraordinaires** : -47,73 milliards FCFA, se chiffrant à **179,59 milliards FCFA**, uniquement constituées de dons projets.

### **Évolution des dépenses**

- **Dépenses ordinaires** : +8,42 milliards FCFA, atteignant **2 290,54 milliards FCFA**, avec une baisse des dépenses de personnel (-24,84 milliards FCFA), une réduction des dépenses d'acquisition de biens et services (-11,63 milliards FCFA) et une hausse des transferts courants (+44,17 milliards FCFA).
- **Dépenses en capital** : +3,10 milliards FCFA, atteignant **1 415,59 milliards FCFA**, avec une baisse des investissements exécutés par l'État (-45,88 milliards FCFA), compensée par une hausse des prêts accordés (+87,88 milliards FCFA) et une hausse des transferts en capital (+48,98 milliards FCFA).

## II. SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

En prenant en compte les prévisions du Compte d'affectation spéciale (CAS) « Remboursement crédits TVA » d'un montant de 125 milliards FCFA, les prévisions des recettes du budget de l'Etat, exercice 2024 se chiffrent à **3 155,65 milliards FCFA** dont **2 976,05 milliards FCFA** de recettes ordinaires et **179,59 milliards FCFA** au titre des recettes extraordinaires.

En matière de remboursement de crédits TVA, la Loi n°039-2018/AN du 13 novembre 2018 portant Loi de finances rectificative de la Loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2018 a institué un compte d'affectation spécial intitulé « remboursement crédits TVA ». L'arrêté N°2019-128/MINEFID/SG/DGI du 05 avril 2019 fixe les modalités d'alimentation dudit compte comme suit :

- **20%** de la TVA recouvrée par les recettes de la DGI ;
- **100%** de la TVA perçue par la DGD lors de la mise à la consommation des marchandises importées par les sociétés minières, leurs sous-traitants ainsi que les entreprises exportatrices.

### II.1. REALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES AU TITRE DU 4<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2024

Au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2024, les recettes totales recouvrées s'élèvent à **821,98 milliards FCFA** sur une prévision de **851,78 milliards FCFA**, soit un taux de recouvrement de **96,50 %**.

Comparé au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024, où 726,47 milliards FCFA avaient été recouverts avec un taux de 89,87 %, cela représente une hausse de 95,51 milliards FCFA et une amélioration de 6,63 points de pourcentage du taux de recouvrement.

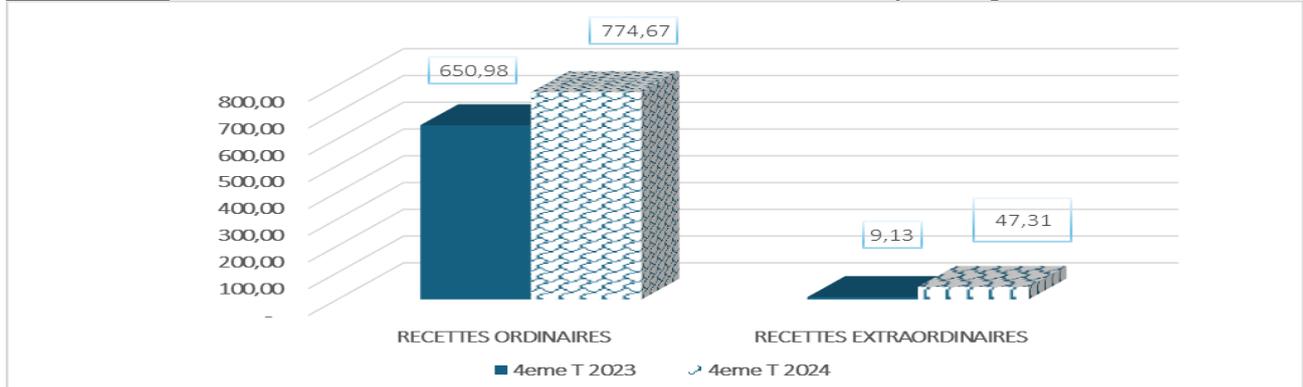
En comparaison avec le 4<sup>ème</sup> trimestre 2023, qui affichait 660,61 milliards FCFA de recouvrements pour un taux de 88,89 %, on observe une progression de 160,87 milliards FCFA en valeur absolue et une amélioration de la performance trimestrielle de 7,61 points de pourcentage.

Les recettes ordinaires, qui atteignent 774,67 milliards FCFA, représentent 94,24 % des recettes du trimestre, contre 92,95 % au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 (689,81 milliards FCFA) et 98,62 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 (650,98 milliards FCFA).

Les encaissements au titre des recettes extraordinaires (47,31 milliards FCFA) enregistrent une hausse de 10,65 milliards FCFA par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 (36,66 milliards FCFA) et une hausse de 38,17 milliards FCFA au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 (9,13 milliards FCFA).

Le graphique ci-dessous illustre les recouvrements des recettes des 4<sup>èmes</sup> trimestres 2023 et 2024 par catégorie.

**Graphique 3 : Recouvrements des recettes des 4<sup>ème</sup> trimestres 2023 et 2024 par catégorie**



**Source :** DGB

### II.1.1. Analyse des réalisations des recettes ordinaires du 4<sup>ème</sup> trimestre 2024

Les recouvrements des recettes ordinaires au titre du 4<sup>ème</sup> trimestre se sont chiffrés à **774,67 milliards FCFA** pour un montant attendu de **804,48 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de l'objectif de **96,30%**.

Comparé au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024, où 689,81 milliards FCFA avaient été recouverts avec un taux de recouvrement de 89,39 %, on note une hausse en volume de 84,86 milliards FCFA et une amélioration de la performance de 6,91 points de pourcentage.

Par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023, qui enregistrait 650,98 milliards FCFA avec un taux de recouvrement de 88,76 %, les réalisations du 4<sup>ème</sup> trimestre 2024 affichent une progression de 123,70 milliards FCFA et une hausse de la performance de 7,54 points de pourcentage.

#### A. Analyse par nature de recettes ordinaires

L'analyse par nature des recettes ordinaires fait ressortir la répartition suivante :

- ✓ **recettes fiscales :** au 4<sup>ème</sup> trimestre 2024, les recettes fiscales ont atteint **611,90 milliards FCFA** pour une prévision de **634,85 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **96,39 %**. Elles enregistrent une hausse de 16,26 milliards FCFA (7,98 points de pourcentage) par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 et de 13,37 milliards FCFA (1,47 point de pourcentage) par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 ;
- ✓ **recettes non fiscales :** elles s'élèvent à **161,94 milliards FCFA** sur une prévision de **169,06 milliards FCFA** (taux de réalisation : **95,79 %**), en hausse de 67,78 milliards FCFA par rapport au trimestre précédent et de 109,49 milliards FCFA par rapport à la même période en 2023.
- ✓ **produits financiers :** pour une prévision trimestrielle de **0,57 milliard FCFA**, les produits financiers ont été réalisés à hauteur de **0,83 milliard FCFA** (taux de réalisation : **144,60 %**). Aucun recouvrement n'avait été enregistré pour cette catégorie les trimestres précédents l'année dernière.

En termes de répartition, les recettes fiscales dominent avec 78,99 %, suivies des recettes non fiscales (20,90 %) et des produits financiers (0,11 %).

Le tableau ci-dessous présente, par nature de recettes, l'état de recouvrement des recettes ordinaires entre les 4<sup>ème</sup> trimestre 2023, 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 et 4<sup>ème</sup> trimestre 2024.

**Tableau 2 : Etat de recouvrement par nature des recettes ordinaires du 4<sup>ème</sup> trimestre 2023, des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres 2024 (en milliards FCFA)**

Nature de recette	4 <sup>ème</sup> trimestre 2023			3 <sup>ème</sup> trimestre 2024			4 <sup>ème</sup> trimestre 2024			Ecart en %	
	Prév	Rec	Tx	Prév	Rec	Tx	Prév	Rec	Tx	h-b/b	h-e/e
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g		
Recettes fiscales	630,57	598,53	94,92%	673,74	595,65	88,41%	634,85	611,90	96,39%	2,23%	2,73%
Recettes non fiscales	102,88	52,45	50,98%	97,98	94,16	96,11%	169,06	161,94	95,79%	208,77%	71,98%
Produits financiers	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,57	0,83	144,60%	0,00%	0,00%
<b>Total</b>	<b>733,45</b>	<b>650,98</b>	<b>88,76%</b>	<b>771,72</b>	<b>689,81</b>	<b>89,39%</b>	<b>804,48</b>	<b>774,67</b>	<b>96,30%</b>	<b>19,00%</b>	<b>12,30%</b>

**Source : DGB**

## B. Analyse des recouvrements par régie de recettes

L'analyse des recouvrements du 4<sup>ème</sup> trimestre 2024 par régie de recettes se présente comme suit :

- **Direction générale des impôts (DGI)** : Sur un objectif de **317,66 milliards FCFA**, les recouvrements ont atteint **328,63 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **103,52 %**. La performance de la DGI s'est améliorée de 22,50 points par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 (81,02 %) et de 11,87 points par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023.
- **Direction générale des douanes (DGD)** : Sur un objectif de **321,63 milliards FCFA**, les réalisations s'élèvent à **289,04 milliards FCFA**, soit un taux de **89,87 %**. La performance de la DGD diminue de 10,69 points par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 (100,56 %) et de 8,37 points par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023.
- **Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP)** : Sur un objectif de **165,20 milliards FCFA**, les recouvrements atteignent **156,81 milliards FCFA**, soit un taux de **94,92 %**. La performance de la DGTCP s'améliore de 1 point par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 et de 45,53 points par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023.

En conclusion, un manque à gagner global de 29,81 milliards FCFA est observé par rapport aux prévisions du 4<sup>ème</sup> trimestre 2024.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des recouvrements des recettes ordinaires par régie entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2023, le 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 et le 4<sup>ème</sup> trimestre 2024.

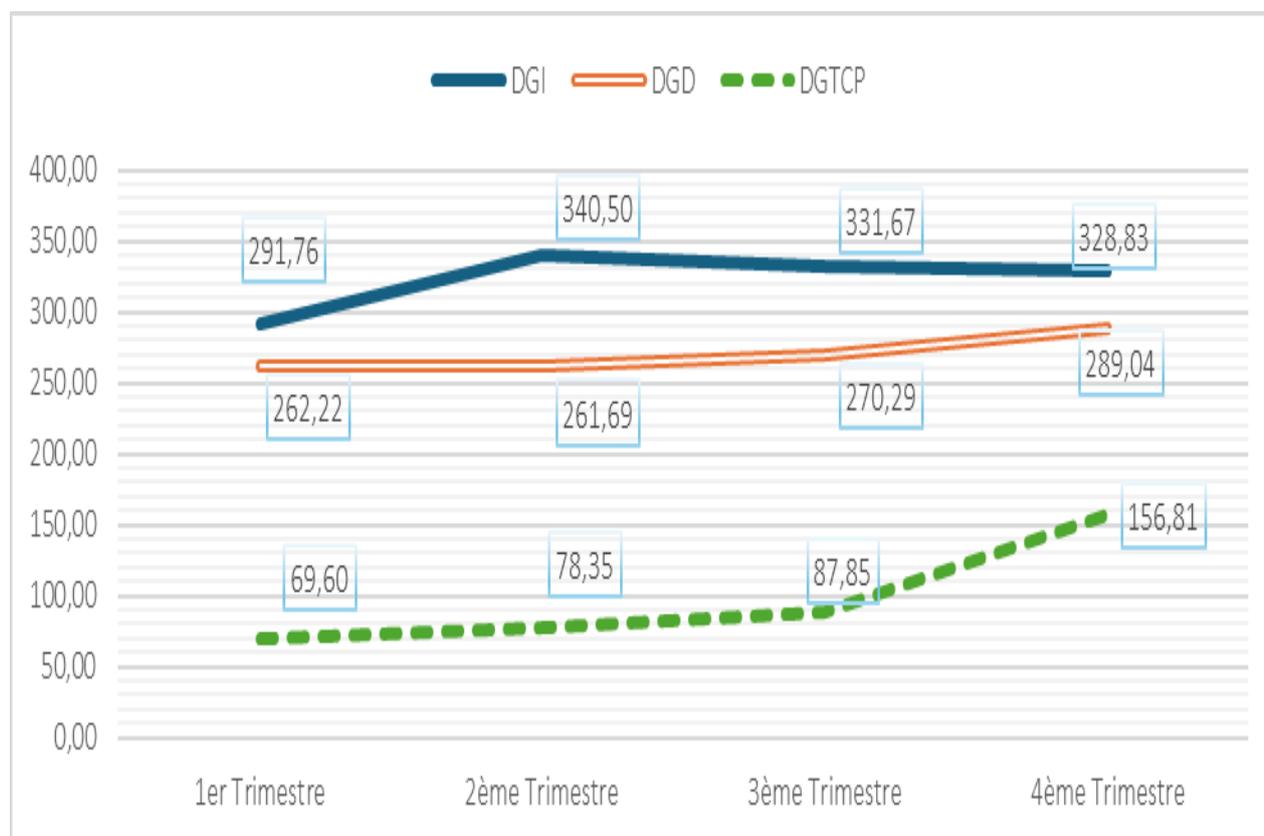
**Tableau 3 : Etat de recouvrement des recettes ordinaires par régie des 4<sup>ème</sup> trimestre 2023, des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres 2024 (en milliards FCFA)**

Régie de recettes	4 <sup>ème</sup> trimestre 2023			3 <sup>ème</sup> trimestre 2024			4 <sup>ème</sup> trimestre 2024			Ecart en %	
	Prév	Rec	Tx	Prév	Rec	Tx	Prév	Rec	Tx	h-b/b	h-e/e
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g		
DGI	338,66	310,36	91,64%	409,39	331,67	81,02%	317,66	328,83	103,52%	5,95%	-0,86%
DGD	298,12	292,86	98,24%	268,79	270,29	100,56%	321,63	289,04	89,87%	-1,31%	6,94%
DGTCP	96,68	47,76	49,40%	93,53	87,85	93,92%	165,20	156,81	94,92%	228,35%	78,50%
<b>Total</b>	<b>733,45</b>	<b>650,98</b>	<b>88,76%</b>	<b>771,72</b>	<b>689,81</b>	<b>89,39%</b>	<b>804,48</b>	<b>774,67</b>	<b>96,30%</b>	<b>19,00%</b>	<b>12,30%</b>

**Source :** DGB

Le graphique ci-après fait ressortir l'évolution du niveau de recouvrement des recettes ordinaires par trimestre et par régie au cours de l'année 2024.

**Graphique 4 : Evolution du niveau de recouvrement des recettes ordinaires en 2024 par trimestre et par régie (en milliards de FCFA)**



**Source :** DGB

### II.1.2. Analyse des réalisations des recettes extraordinaires du 4<sup>ème</sup> trimestre 2024

L'examen de la situation de mobilisation des recettes budgétaires extraordinaires du 4<sup>ème</sup> trimestre 2024 révèle les constats suivants :

- **Dons programmes** : Conformément à la Loi de finances rectificative 2024, aucun décaissement n'était prévu pour cette catégorie de recettes. En conséquence, aucun décaissement n'a été effectué au cours du trimestre.
- **Dons projets** : Les décaissements effectifs s'élèvent à **47,31 milliards FCFA**. Comparativement aux 36,66 milliards FCFA du 3<sup>ème</sup> trimestre 2024, on note une hausse de 10,65 milliards FCFA. Par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023, où les décaissements s'élevaient à 9,13 milliards FCFA, l'augmentation est de 38,17 milliards FCFA.

### II.2. REALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES A FIN DECEMBRE 2024

La mobilisation des recettes budgétaires se chiffre à **2 947,67 milliards FCFA** au 31 décembre 2024 pour un objectif annuel de **3 155,65 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **93,41%**.

Comparé au niveau des recouvrements au 31 décembre 2023 qui était de 2 756,84 milliards FCFA avec une performance de 99,06%, il ressort une progression de 190,83 milliards FCFA en valeur absolue et une baisse de la performance de recouvrement de 5,66 points de pourcentage.

Le tableau ci-après fait ressortir l'état de réalisation des recettes à fin décembre 2023 et 2024.

**Tableau 4 : Etat de recouvrement cumulé des recettes au 31 décembre 2023 et 2024 (en milliards FCFA)**

Nature de recettes	2023			2024			Variations 2023-2024	
	Prévisions annuelles LFR	Recouvrements au 31 décembre		Prévisions annuelles LFR	Recouvrements au 31 décembre		Absolue	Relative
		Montant	Taux (%)		Montant	Taux LFR (%)	Montant	Taux(%)
	a	b	c=b/a	g	h	i=h/g	p=h-b	q=p/b
<b>RECETTES ORDINAIRES</b>	<b>2 579,30</b>	<b>2 553,33</b>	<b>98,99</b>	<b>2976,05</b>	<b>2 769,18</b>	<b>93,05</b>	<b>215,85</b>	<b>8,45</b>
Recettes fiscales	2 296,82	2 268,04	98,75	2553,58	2 353,88	92,18	85,84	3,78
Recettes non fiscales	282,48	285,29	100,99	420,67	414,48	98,53	129,19	45,28
Produits financiers	-	-	0,00	1,80	0,83	45,84	0,83	0,00
<b>RECETTES EXTRAORDINAIRES</b>	<b>203,56</b>	<b>203,50</b>	<b>99,97</b>	<b>179,59</b>	<b>178,49</b>	<b>99,38</b>	<b>-25,01</b>	<b>-12,29</b>
Dons programmes	-	0,00	0,00	-	0,00	0,00	0,00	0,00
Dons projets	203,56	203,50	99,97	179,59	178,49	99,38	-25,01	-12,29
<b>TOTAL</b>	<b>2 782,86</b>	<b>2 756,84</b>	<b>99,06</b>	<b>3 155,65</b>	<b>2 947,67</b>	<b>93,41</b>	<b>190,83</b>	<b>6,92</b>

**Source** : DGB

### II.2.1. Analyse des réalisations des recettes ordinaires à fin décembre 2024

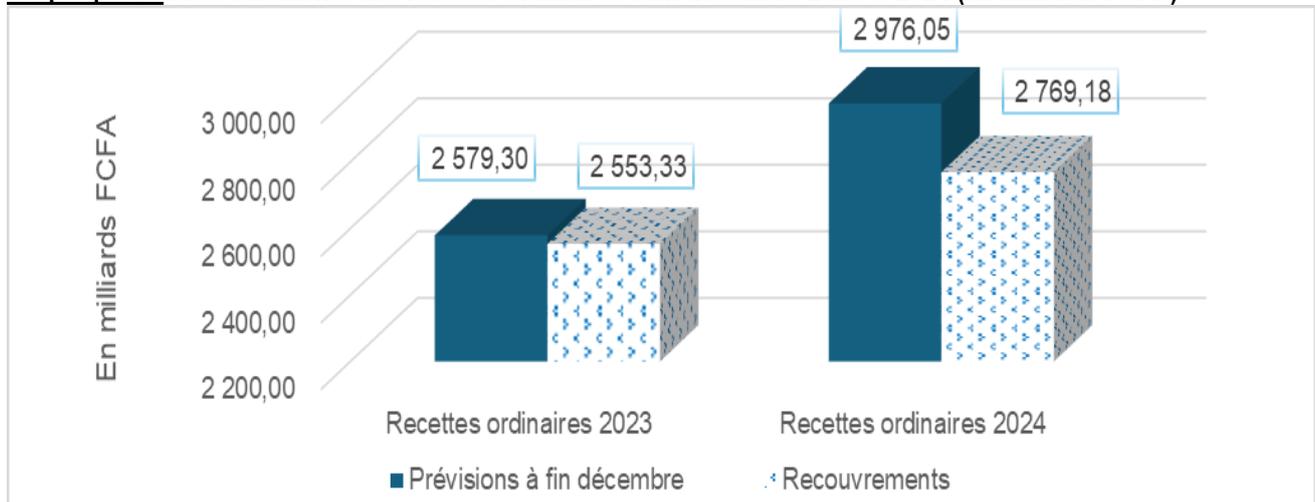
Les prévisions annuelles de recettes ordinaires se chiffrent à **2 976,05 milliards FCFA** dont 2 553,58 milliards FCFA au titre des recettes fiscales, 420,67 milliards FCFA au titre des recettes non fiscales et 1,80 milliard FCFA au titre des Produits financiers.

Au 31 décembre 2024, le recouvrement des recettes ordinaires se chiffre à **2 769,18 milliards FCFA**, soit un taux annuel de **93,05%**.

Comparativement aux recouvrements réalisés à la même période en 2023, qui étaient de 2 553,33 milliards FCFA avec un taux de réalisation de 98,99%, les recettes ordinaires ont progressé de 215,85 milliards FCFA.

Le graphique ci-après fait ressortir le niveau de recouvrement des recettes ordinaires à fin décembre 2023 et 2024.

**Graphique 5 : Recouvrements des recettes ordinaires à fin décembre 2023 et 2024 (en milliards FCFA)**



**Source :** DGB

L'analyse de la situation des recettes ordinaires à fin décembre 2024 est faite par nature de recettes et par structure de recouvrement.

#### A. Analyse par nature des recettes ordinaires fin décembre 2024

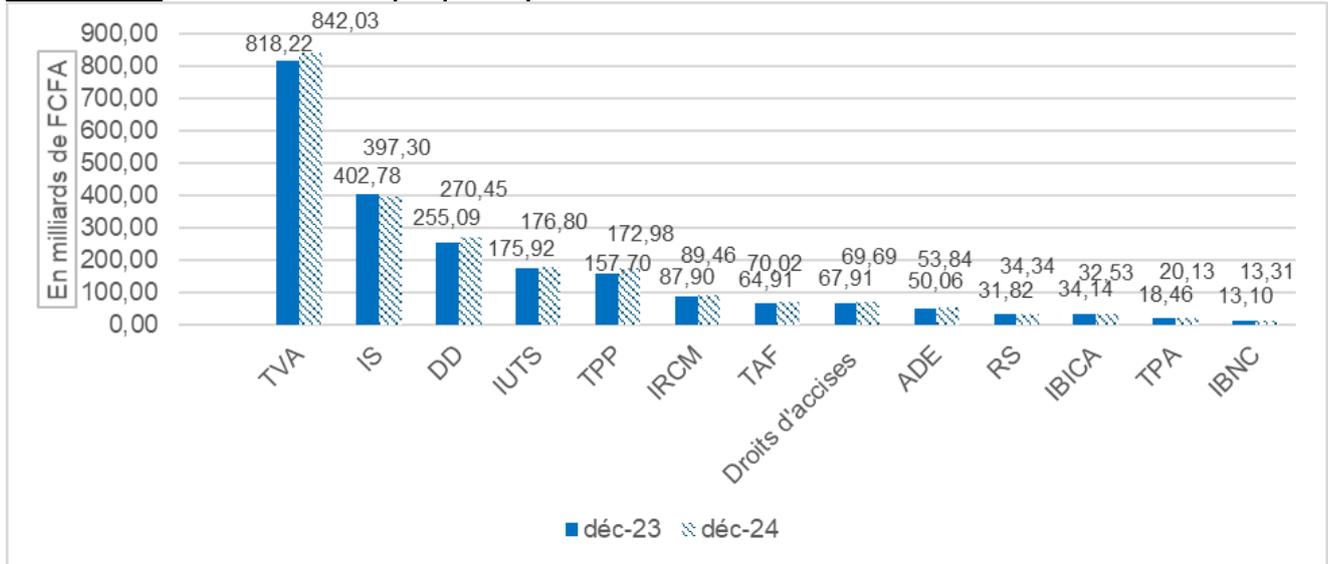
##### ➤ Recettes fiscales

Au 31 décembre 2024, il a été recouvré un montant de **2 353,88 milliards FCFA** sur des prévisions annuelles de **2 553,58 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **92,18%**.

Comparé à la même période en 2023, avec un niveau de réalisation cumulé de 2 268,04 milliards FCFA et une performance de 98,75%, il ressort une progression de 85,84 milliards FCFA en valeur absolue.

Le graphique ci-dessous fait ressortir le niveau de recouvrements de quelques impôts et taxes fiscaux leaders à fin décembre 2023 et 2024.

**Graphique 6 : recouvrements de quelques impôts et taxes fiscaux leaders fin décembre 2023 et 2024**



Source : DGB

#### ❖ Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services

Cette catégorie de recettes fiscales est essentiellement composée de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la Taxe sur les produits pétroliers (TPP).

##### • ***Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)***

La prévision annuelle de la Taxe sur la valeur ajoutée au titre du budget 2024 est de **890,88 milliards FCFA** dont 563,51 milliards FCFA à l'importation et 327,37 milliards FCFA à l'intérieur. Au 31 décembre 2024, le montant total recouvré par l'ensemble des régies s'élève à **842,03 milliards FCFA**, représentant un taux de réalisation de **94,52%**. La TVA contribue à hauteur de 35,77% des recettes fiscales totales mobilisées en 2024.

En comparaison, au 31 décembre 2023, le montant recouvré était de 818,22 milliards FCFA sur des prévisions ajustées de 810,53 milliards FCFA, soit un taux de recouvrement de 100,95%.

L'analyse comparative entre les niveaux de recouvrement cumulés à fin décembre 2023 et 2024 montre une hausse de 23,82 milliards FCFA en valeur absolue.

##### • ***Taxe sur les produits pétroliers (TPP)***

Sur une prévision annuelle ajustée de **167,68 milliards FCFA**, la TPP a été recouvrée à hauteur de **172,98 milliards FCFA** au 31 décembre 2024, représentant un taux de réalisation de **103,16%**. Cette recette représente 7,35% du total des recettes fiscales mobilisées.

Par rapport à 2023, où le recouvrement était de 157,70 milliards FCFA avec un taux de 99,08%, il y a eu une hausse de 15,27 milliards FCFA, accompagnée d'une amélioration de la performance de 4,07 points.

### ❖ Impôts sur les revenus et bénéfices

L'analyse porte sur quelques impôts leaders tels que l'Impôt sur les sociétés (IS), l'Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS) et sur les Autres droits d'enregistrement (IRCM ou ADE).

- **Impôt sur les sociétés (IS)**

Sur une prévision annuelle de **475,74 milliards FCFA**, le montant cumulé recouvré de l'IS se chiffre à **397,30 milliards FCFA** au 31 décembre 2024, soit un taux d'exécution annuel de **83,51%**.

Comparé à 2023, où le recouvrement s'élevait à 402,78 milliards FCFA avec un taux de 96,88%, on observe une baisse de 5,48 milliards FCFA correspondant à une réduction de 13,37 points dans la performance de recouvrement.

- **Impôt unique sur traitements et salaires (IUTS)**

Sur des prévisions annuelles de **195,88 milliards FCFA**, le recouvrement de l'IUTS à fin décembre 2024 s'élève à **176,80 milliards FCFA**, soit un taux de **90,26%**, représentant 7,51% des recettes fiscales mobilisées en 2024. En 2023, à la même période, le recouvrement était de 175,92 milliards FCFA avec un taux de recouvrement de 108,39%, ce qui indique une augmentation de 0,88 milliard FCFA en valeur absolue, mais une baisse de 18,14 points de la performance de recouvrement.

- **Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers (IRCM)**

Pour l'exercice budgétaire 2024, il est prévu un montant de **108,21 milliards FCFA** au titre des IRCM. Au 31 décembre 2024, il a été recouvré un montant de **89,46 milliards FCFA** qui représente **82,68%** de l'objectif annuel. L'IRCM représente 3,80% des réalisations des recettes fiscales.

Comparativement à la même période en 2023 où le recouvrement était de 87,90 milliards FCFA avec un taux de réalisation de 98,19%, il ressort une hausse de 1,56 milliard FCFA et une baisse de la performance de recouvrement de 15,52 points de pourcentage.

### ❖ Droits et taxes à l'importation et à l'exportation

Cette rubrique est composée pour l'essentiel des Droits de douane, des Droits d'accises et de la Redevance statistique.

- **Droits de douanes**

Le recouvrement cumulé des Droits de douanes (DD) s'est établi à **270,45 milliards FCFA** à fin décembre 2024 et à 255,09 milliards FCFA à la même période en 2023 avec des taux de réalisations respectifs de **98,48%** et 105,26%.

Entre 2023 et 2024 à fin décembre, il ressort une hausse du niveau de recouvrement de 15,36 milliards FCFA et une baisse de la performance de recouvrement de 6,78 points de pourcentage.

Les DD représentent 11,49% des réalisations de recettes fiscales à fin décembre 2024.

- **Droits d'accises**

Les Droits d'accises regroupent la Taxe sur les boissons (TSB), la Taxe sur les tabacs (TST), la Taxe sur les produits de parfumerie et de cosmétique, la Taxe sur le cola et la Taxe sur les café et thé perçues en régime intérieur et de porte.

Le recouvrement cumulé desdits droits s'est établi à **69,69 milliards FCFA** au 31 décembre 2024 contre 67,91 milliards FCFA à la même période en 2023, soit une hausse en volume de 1,79 milliard FCFA. Cette catégorie de recette représente 2,96% de la réalisation des recettes fiscales à fin décembre 2024.

Rapportés les niveaux de recouvrements aux prévisions annuelles de 2023 (75,86 milliards FCFA) et de 2024 (**54,13 milliards FCFA**), il ressort des taux respectifs de 89,52% et **128,76%**. On note ainsi une hausse de la performance de recouvrement de 39,24 points de pourcentage.

- **Redevance statistique**

Au 31 décembre 2024, la Redevance statistique a généré **34,34 milliards FCFA**, en hausse de 2,51 milliards FCFA par rapport à 2023 où le montant recouvré était de 31,82 milliards FCFA. Les taux de réalisation par rapport aux prévisions sont de 98,04% en 2023 et de **100,40%** en 2024, indiquant une amélioration de 2,36 points dans la performance de recouvrement. Cette taxe représente 1,46% des recettes fiscales de 2024.

- ❖ **Taxe sur les activités financières (TAF)**

La TAF, prévue pour **75,95 milliards FCFA** en 2024, a généré **70,02 milliards FCFA** à fin décembre, soit un taux de réalisation de **92,23%**. Comparativement à 2023 à la même période, le recouvrement a augmenté de 5,12 milliards FCFA, mais la performance a baissé de 10,40 points. En 2023, 64,91 milliards FCFA avaient été recouverts avec un taux de 102,63%. La TAF représente 2,97% du total des recettes fiscales en 2024.

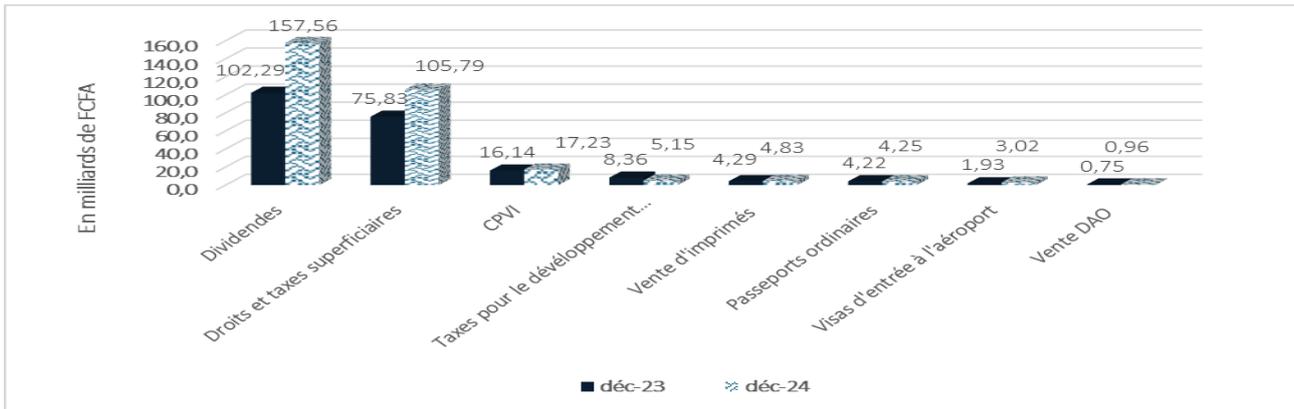
- **Recettes non fiscales**

Au 31 décembre 2024, il a été recouvré un montant de **414,48 milliards FCFA** sur des prévisions annuelles de **420,67 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **98,53%**.

Comparé au niveau de réalisation de 285,29 milliards FCFA avec une performance de 100,99% à la même période en 2023, il ressort une progression de 129,19 milliards FCFA et une baisse de la performance de recouvrement de 2,47 points de pourcentage.

Le graphique ci-dessous fait ressortir les niveaux de recouvrements de quelques taxes non fiscales leaders à fin décembre 2023 et 2024.

**Graphique 7 : recouvrements de quelques taxes non fiscales leaders à fin décembre 2023 et 2024 (en milliards FCFA)**



Source : DGB

• **Dividendes**

Sur une prévision de **164,00 milliards FCFA**, les dividendes recouverts à fin décembre 2024 s'élèvent à **157,56 milliards FCFA**, ce qui correspond à un taux de réalisation de **96,07%**. Ces dividendes constituent 38,01% des recettes non fiscales recouvrées.

Par rapport à 2023, il y a une hausse de 55,27 milliards FCFA du montant recouvert. Cependant, la performance de recouvrement a chuté de 49,04 points de pourcentage. En 2023, le montant des dividendes recouverts était de 102,29 milliards FCFA pour des prévisions de 70,49 milliards FCFA, soit un taux de recouvrement de 145,11%.

• **Droits proportionnels ou redevance proportionnelle et taxe superficielle**

Le niveau de recouvrement de cette recette est en hausse de 29,96 milliards FCFA par rapport à 2023 à la même période. En effet, le recouvrement est passé de 75,82 milliards FCFA au 31 décembre 2023 à **105,79 milliards FCFA** au 31 décembre 2024. Le taux de recouvrement au 31 décembre 2024 est de **99,35%**.

Le niveau de réalisation de cette recette représente 25,52% du recouvrement des recettes non fiscales.

• **Contribution au programme de vérification des importations (CPVI)**

Prévu à hauteur de **17,46 milliards FCFA** pour l'exercice budgétaire 2024, le recouvrement de la CPVI s'élève à **17,23 milliards FCFA** à fin décembre, soit un taux de réalisation de **98,65%**. Les réalisations de cette recette représentent 4,16% du recouvrement des recettes non fiscales.

Comparativement à la même période en 2023, le niveau de réalisation de la CPVI tout comme la performance dans son recouvrement sont en hausse respectivement de 1,09 milliard FCFA et de 20,23 points de pourcentage.

En effet, au 31 décembre 2023, il avait été recouvert 16,14 milliards FCFA au titre de la CPVI sur des prévisions annuelles de 20,58 milliards, soit un taux de recouvrement de 78,42%.

### ➤ Les produits financiers

Pour une prévision annuelle de **1,80 milliard FCFA**, les produits financiers ont été réalisés à hauteur de **0,83 milliard FCFA**, soit un taux de réalisation de **45,84%**.

Cette nature de recette n'a pas connu de prévisions au cours des trimestres précédents et de l'année antérieure.

## B. Analyse des réalisations des recettes ordinaires par structure de recouvrement

L'analyse est faite sur la base des prévisions de la loi de finances rectificative. Les objectifs annuels assignés aux régies se chiffrent à 2 976,05 milliards FCFA.

### ➤ Direction générale des impôts (DGI)

Dans le cadre de sa mission de mobilisation des ressources fiscales intérieures, la Direction générale des impôts (DGI) s'est vue assigner un objectif de recouvrement de **1 465,23 milliards FCFA** pour l'exercice budgétaire 2024, conformément à la Loi de finances rectificative (LFR).

À la fin décembre 2024, les recouvrements de la DGI ont atteint **1 293,32 milliards FCFA**, représentant un taux de réalisation de **88,27%**, soit un manque à gagner de 171,91 milliards FCFA.

Cette performance est largement influencée par les impacts de la situation sécuritaire, qui ont entraîné une hausse des charges d'exploitation des entreprises, réduisant ainsi leurs bénéfices et, par conséquent, l'impôt sur les bénéfices.

Les recouvrements de la DGI représentent 46,70% du total des recettes ordinaires collectées.

Cependant, la DGI fait face à plusieurs difficultés majeures dans le processus de recouvrement, principalement :

- des incidents informatiques affectant les applications métiers, associés à des perturbations du réseau internet ;
- la situation sécuritaire qui restreint les activités de recouvrement.

Pour l'année 2025, un objectif de recettes de 1 574,92 milliards FCFA a été fixé pour la DGI, ce qui marque une augmentation de 109,692 milliards par rapport aux prévisions de la LFR 2024.

Pour atteindre cet objectif, la DGI continuera la mise en œuvre de son plan stratégique 2024-2027, en s'appuyant sur son plan d'actions opérationnel (PAO) 2023-2025, afin d'assurer une mobilisation optimale des ressources souveraines, de renforcer la sécurité foncière et de promouvoir le civisme fiscal.

Concrètement, la DGI mettra en œuvre un plan d'actions axé sur des gains rapides pour améliorer le recouvrement, en s'appuyant sur les actions suivantes :

- la poursuite du renforcement du Datacenter pour stabiliser le fonctionnement des applications métiers ;

- le contrôle de l'enregistrement des contrats de bail et du paiement de l'impôt sur les revenus fonciers ;
- l'opération de compensation des créances et dettes ;
- la poursuite de l'opération spéciale de délivrance des Permis urbains d'habiter (PUH) et des Attestations d'attribution de parcelles (AAP) pour les acquéreurs de parcelles auprès des promoteurs immobiliers ;
- l'organisation d'opérations spéciales de recouvrement forcé.

➤ **Direction générale des douanes (DGD)**

L'objectif annuel de recouvrement assigné à la Direction générale des douanes (DGD) dans le cadre de la Loi de finances rectificative (LFR) 2024 est fixé à **1 106,20 milliards FCFA**. Au 31 décembre 2024, les recettes collectées par la DGD s'élèvent à **1 083,26 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **97,93%**. Ces réalisations représentent 39,12% du total des recouvrements cumulés des recettes ordinaires à cette date, avec 1 060,54 milliards FCFA provenant des recettes fiscales et 22,72 milliards FCFA des recettes non fiscales.

À la même période en 2023, les recettes de la DGD s'élevaient à 1 023,27 milliards FCFA. L'analyse comparative entre décembre 2023 et décembre 2024 montre une augmentation de 59,99 milliards FCFA en valeur absolue, soit une progression de 5,86%.

L'objectif de recouvrement pour l'année 2025, selon la Loi de finances initiale, est de 1 253,60 milliards FCFA. Pour atteindre cet objectif, la DGD prévoit, dans le cadre de l'opérationnalisation de son plan stratégique 2022-2026, de poursuivre plusieurs actions clés, notamment :

- la poursuite des réformes institutionnelles, incluant la création de nouveaux offices de douane et la spécialisation de certains offices avec des contrats de performance renouvelés ;
- la poursuite de l'assainissement du milieu des commissionnaires en douane agréés, à travers l'application de l'Arrêté conjoint n°2009-468/MEF/MCPEA, régissant les conditions d'agrément et d'exercice de la profession ;
- le renforcement des capacités des vérificateurs en matière de contrôle en entreprise ;
- la mise en place d'un système d'évaluation des marchandises en douane ;
- la poursuite des actions de modernisation, avec les initiatives suivantes :
  - l'informatisation intégrale des bureaux de douane ;
  - l'opérationnalisation de la plateforme e-Douanes ;
  - l'informatisation de la gestion des recettes pour les offices non connectés au SYDONIA;
  - l'interconnexion des systèmes informatiques douaniers avec ceux des pays voisins (Bénin et Ghana) ;
  - l'interfaçage des systèmes informatiques de la DGD avec ceux de la Direction générale du transport terrestre et maritime, de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina

Faso, du Conseil burkinabè des chargeurs, et de la Poste BF (Custom Déclaration System - CDS) ;

- la poursuite de la dématérialisation et de la digitalisation des procédures douanières.

### ➤ Direction générale du trésor et de la comptabilité publique

L'objectif annuel de recouvrement des recettes assigné à la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP) s'élève à **404,63 milliards FCFA** dont la majorité provient des recettes non fiscales, qui représentent 99,33% de l'objectif total avec un montant de 401,93 milliards FCFA.

Au 31 décembre 2024, les recettes recouvrées par la DGTCP se chiffrent à **392,60 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **97,03%** par rapport à l'objectif annuel. Ces recettes représentent 14,18% du recouvrement cumulé des recettes ordinaires.

À titre de comparaison, au 31 décembre 2023, les recettes recouvrées étaient de 268 milliards FCFA. Par rapport à l'objectif annuel de 281,95 milliards FCFA, cela correspondait à un taux de réalisation de 95,05%.

Entre 2023 et 2024, les recettes mobilisées par la DGTCP ont augmenté de 124,60 milliards FCFA, enregistrant ainsi une amélioration de la performance de recouvrement de 1,97 point de pourcentage.

L'objectif de recouvrement annuel assigné à la DGTCP pour 2025, selon la Loi de finances initiale, est de 258,48 milliards FCFA pour le budget de l'État. Afin d'atteindre cet objectif, plusieurs mesures seront mises en œuvre, à savoir :

- la mise en œuvre des travaux du Comité de suivi des recommandations issues des débats budgétaires concernant la gestion des recettes de service (CSMR) ;
- la tenue effective des cadres de concertation internes et des concertations permanentes interrégies ;
- la poursuite des activités de prospection de nouvelles recettes pour élargir l'assiette des recettes de service ;
- l'opérationnalisation de la perception des nouvelles recettes autorisées ;
- la poursuite des campagnes d'information et de sensibilisation sur les prestations payantes de l'administration publique ;
- le renforcement des capacités du personnel chargé du recouvrement ;
- le suivi rigoureux des acteurs du recouvrement, incluant le contrôle et le reversement régulier des ressources collectées ;
- l'exécution des missions de conciliation des données concernant les quantités d'or déclarées et celles effectivement vendues par les sociétés minières ;
- la poursuite de l'application du décret modificatif sur les tranches de liquidation des royalties ;
- la poursuite de l'informatisation du système de recouvrement des recettes de service.

Le tableau ci-dessous présente la situation de recouvrement des recettes ordinaires par régie de recette à fin décembre 2023 et 2024.

**Tableau 5 : Situation des recouvrements des recettes ordinaires par régie de recettes à fin décembre 2023 et 2024 (en milliards FCFA)**

Nature de recettes	2023			2024			Variations 2023-2024	
	Prévisions annuelles LFR	Recouvrements au 31 décembre		Prévisions annuelles LFR corrigées	Recouvrements au 31 décembre		Absolue	Relative
		Montant	Taux (%)		Montant	Taux LFR (%)	Montant	Taux(%)
	a	b	c=b/a	g	h	i=h/g	p=h-b	q=p/b
<b>I. DGTCP</b>	<b>281,95</b>	<b>268,00</b>	<b>95,05</b>	<b>404,63</b>	<b>392,60</b>	<b>97,03</b>	<b>124,60</b>	<b>46,49</b>
Recettes fiscales	0,97	0,81	83,30	0,897	1,09	121,18	0,28	34,52
Recettes non fiscales	280,98	267,19	95,09	401,93	390,69	97,20	123,50	46,22
Produit financier	0,00	0,00	0,00	1,80	0,83	45,84	0,83	0,00
<b>II. DGI</b>	<b>1 296,87</b>	<b>1 262,06</b>	<b>97,32</b>	<b>1 465,23</b>	<b>1 293,32</b>	<b>88,27</b>	<b>31,26</b>	<b>2,48</b>
Recettes fiscales	1 296,34	1 261,17	97,29	1 464,60	1 292,25	88,23	31,09	2,47
Recettes non fiscales	0,53	0,90	169,82	0,62	1,06	170,43	0,17	18,83
<b>III. DGD</b>	<b>1 000,49</b>	<b>1 023,27</b>	<b>102,28</b>	<b>1 106,20</b>	<b>1 083,26</b>	<b>97,93</b>	<b>59,99</b>	<b>5,86</b>
Recettes fiscales	979,11	1 006,07	102,75	1 088,09	1 060,538	97,47	54,47	5,41
Recettes non fiscales	21,38	17,20	80,45	18,11	22,72	125,44	5,52	32,10
<b>IV. Total Recettes Ordinaires (IV=I+II+III)</b>	<b>2 579,30</b>	<b>2 553,33</b>	<b>98,99</b>	<b>2 976,05</b>	<b>2 769,18</b>	<b>93,05</b>	<b>215,85</b>	<b>8,45</b>

Source : DGB

### II.2.2. Analyse des réalisations des recettes extraordinaires à fin décembre 2024

Les montants attendus au titre des recettes extraordinaires se chiffrent à **179,59 milliards FCFA** et sont constitués uniquement des dons projets.

Au 31 décembre 2024, le taux de réalisation des dons projets est de **99,38%** correspondant à un décaissement total de **178,49 milliards FCFA** sur des prévisions de **179,59 milliards FCFA**.

A la même période en 2023, ce taux était de **99,97%** correspondant à des décaissements de **203,50 milliards FCFA** sur des prévisions LFR de **203,56 milliards FCFA**. Il ressort une baisse en volume de **25,01 milliards FCFA**.

Les dons projets sont constitués des dons des partenaires bilatéraux et multilatéraux. A fin décembre 2024, les partenaires bilatéraux ont décaissé un montant de **23,84 milliards FCFA** sur une prévision de **64,12 milliards FCFA**, soit un taux de décaissement de **37,17%**. La contribution des partenaires bilatéraux représente **13,36%** du décaissement total des dons projets.

Quant à la contribution des partenaires multilatéraux, elle représente **86,64%** des réalisations totales des dons projets. En effet, sur des prévisions annuelles de **115,47 milliards FCFA**, les décaissements effectifs desdits partenaires s'élèvent à **154,65 milliards FCFA**, soit un taux de décaissement de **133,93%**.

Le tableau ci-dessous fait ressortir la synthèse du niveau de décaissement des recettes extraordinaires.

**Tableau 6: Situation des décaissements des dons projets par groupe de donateurs au 31 décembre 2023 et 2024 (en milliards FCFA)**

BAILLEURS	2023			2024			ECART 2023-2024	
	Prévision annuelle CP LFR ajustée	Décaissement au 31 décembre	Taux annuel (%)	Prévision annuelle CP LFR ajustée	Décaissement au 31 décembre	Taux annuel (%)	ABSOLUE	RELATIF
<b>DONS PROJETS</b>	203,56	203,50	99,97	179,59	178,49	99,38	-25,01	-12,29
MULTILATERAL	161,99	182,66	112,76	115,47	154,65	133,93	-28,01	-15,34
BILATERAL	41,56	20,84	50,14	64,12	23,84	37,17	3,00	14,39
<b>RECETTE EXTRAORDINNAIRE</b>	<b>203,56</b>	<b>203,50</b>	<b>99,97</b>	<b>179,59</b>	<b>178,49</b>	<b>99,38</b>	<b>-25,01</b>	<b>-12,29</b>

**Source :** DGB

Dans la perspective d'améliorer la mobilisation des ressources extraordinaires pour l'année 2025, la poursuite du dialogue avec les partenaires actuels et la prospection de nouveaux partenaires susceptibles de soutenir le Burkina Faso s'avèrent nécessaire.

### III. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

Cette section présente l'exécution des dépenses du budget de l'État pour l'exercice 2024, arrêtée au 31 décembre. Les données proviennent du Système intégré de gestion des finances publiques (SI-N@folo), du Système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'État (SIGASPE) et du Circuit intégré des financements extérieurs (CIFE).

L'objectif fixé pour l'exécution des dépenses budgétaires à fin décembre 2024 est d'au moins 90% en liquidations, conformément au plan de travail annuel 2024 du ministère en charge des finances. Après la Loi de finances rectificative (LFR) et les ajustements liés à la clôture des opérations budgétaires, les prévisions révisées s'établissent à **826,95 milliards FCFA** en Autorisations d'engagement (AE) et **3 706,12 milliards FCFA** en Crédits de paiement (CP).

Au 31 décembre 2024, le montant cumulé des dépenses exécutées atteint **3 666,13 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **98,92 %** par rapport aux CP corrigés. Ce taux dépasse l'objectif minimal de 90% fixé pour la période, confirmant ainsi une exécution budgétaire conforme aux attentes.

À titre de comparaison, à la même date en 2023, les dépenses exécutées s'élevaient à 3 441,20 milliards FCFA, représentant un taux d'exécution de 100,44 % sur des crédits de paiement révisés à 3 426,14 milliards FCFA. D'une année sur l'autre, les dépenses exécutées enregistrent une hausse de 224,94 milliards FCFA, soit une progression de 6,54 %. Cette augmentation résulte de la croissance simultanée des dépenses ordinaires (+165,11 milliards FCFA) et des dépenses en capital (+59,83 milliards FCFA).

D'un point de vue trimestriel, les dépenses exécutées sont passées de 752,44 milliards FCFA au 3<sup>ème</sup> trimestre à 1 182,69 milliards FCFA au 4<sup>ème</sup> trimestre, soit une augmentation de 430,25 milliards FCFA (+57,18 %).

La synthèse de l'exécution budgétaire par nature est consignée dans le tableau n°8 ci-après :

**Tableau 7: Situation d'exécution des dépenses par nature au 31 décembre 2023 et 2024 (en milliards FCFA)**

NATURE	2023			2024							VARIATION	
	CP AJUSTE*	MT EXECUTE	TAUX (EN %)	CP_INIT	CP AJUSTE*	ANNULATION	OUVERTURE	CP CORRIGE	MT EXECUTE	TAUX (EN %)	MONTANT	EN %
DEPENSES ORDINAIRES	2 090,12	2 131,11	101,96	2 282,11	2 306,60	321,30	305,24	2 290,54	2 296,22	100,25	165,11	7,75
CHARGES FINANCIÈRES DE LA DETTE	234,16	290,41	124,02	292,77	292,77	0,00	0,00	292,77	310,48	106,05	20,07	6,91
DÉPENSES DE PERSONNEL	1 097,18	1 096,95	99,98	1 202,22	1 202,22	278,58	253,74	1 177,38	1 170,85	99,45	73,90	6,74
DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES	218,17	207,84	95,26	235,98	237,29	14,45	1,50	224,34	220,81	98,43	12,97	6,24
DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS	538,82	534,16	99,14	550,15	572,42	28,11	50,00	594,32	592,35	99,67	58,19	10,89
DÉPENSES EN ATTÉNUATION DES RECETTES	1,79	1,76	98,56	1,00	1,90	0,16	0,00	1,74	1,74	100,00	-0,02	-1,37
DEPENSES EN CAPITAL	1 336,02	1 310,08	98,06	1 412,49	1 399,53	271,66	287,72	1 415,59	1 369,91	96,77	59,83	4,57
INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT	1 329,20	1 303,26	98,05	1 402,49	1 389,53	271,66	238,73	1 356,61	1 310,93	96,63	7,67	0,59
ETAT	830,56	804,68	96,88	1 017,60	1 004,64	150,53	29,72	883,84	840,24	95,07	35,56	4,42
SUBVENTION	203,56	203,50	99,97	179,59	179,59	59,81	59,81	179,59	178,49	99,38	-25,01	-12,29
PRÊT	295,08	295,08	100,00	205,29	205,29	61,32	149,20	293,17	292,20	99,67	-2,88	-0,97
TRANSFERTS EN CAPITAL	6,82	6,82	100,00	10,00	10,00	0,00	48,98	58,98	58,98	100,00	52,16	764,34
TOTAL GENERAL	3 426,14	3 441,20	100,44	3 694,59	3 706,12	592,96	592,96	3 706,12	3 666,13	98,92	224,94	6,54

**Source** : DGB, DGCOOP et DGTCP

L'analyse détaillée de la situation d'exécution des dépenses s'articule autour des points suivants :

- la situation d'exécution des dépenses par nature ;
- la situation d'exécution des dépenses par programme et dotation budgétaire ;
- la situation d'exécution des crédits délégués ;
- la situation d'exécution des dépenses spécifiques (les dépenses sociales de réduction de la pauvreté, les dépenses liées à la COVID-19, le Fonds de soutien patriotique) ;
- la situation des consommations d'eau, d'électricité et de téléphone.

### III.1. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT PAR NATURE

Au 31 décembre 2024, les dépenses ordinaires affichent un niveau d'exécution de **2 296,22 milliards FCFA** sur des prévisions de crédits de paiement corrigés de **2 290,54 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **100,25%**.

Quant aux dépenses en capital, elles s'élèvent à **1 369,91 milliards FCFA**, correspondant à un taux d'exécution de **96,77 %** sur des crédits de paiement corrigés de **1 415,59 milliards FCFA**.

D'un point de vue trimestriel, les dépenses ordinaires exécutées s'établissent à 553,57 milliards FCFA au 4<sup>ème</sup> trimestre, contre 538,25 milliards FCFA au trimestre précédent, enregistrant ainsi une hausse de 15,32 milliards FCFA. Les dépenses en capital ont connu une progression encore plus marquée, passant de 214,19 milliards FCFA au 3<sup>ème</sup> trimestre à 629,12 milliards FCFA au 4<sup>ème</sup> trimestre, soit une augmentation de 414,94 milliards FCFA.

Le tableau suivant récapitule les niveaux d'exécution des dépenses par nature pour chacun des quatre trimestres de l'année 2024.

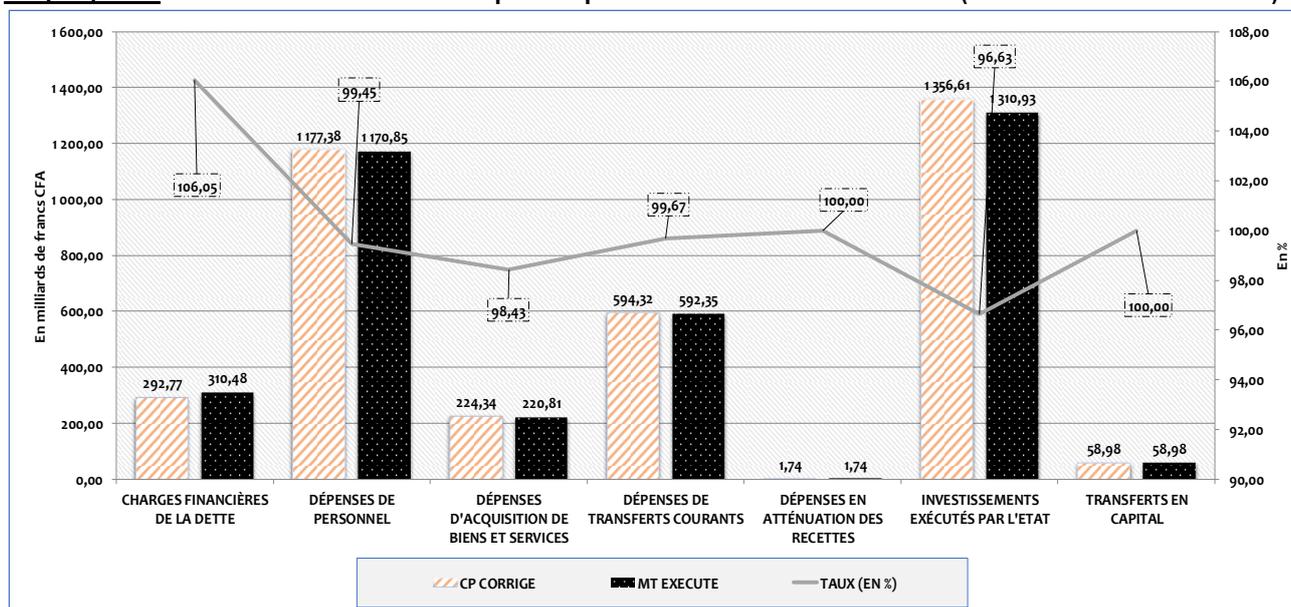
**Tableau 8 : Situation des dépenses exécutées par nature aux 1<sup>er</sup> , 2<sup>ème</sup> , 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres 2024 (en milliards FCFA)**

CATEGORIE	Cumul des dépenses exécutées				Volume trimestriel				Variation					
	A fin 1er trim.	A fin 2e trim.	A fin 3e trim.	A fin 4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er et 2ème		2ème et 3ème		3ème et 4ème	
									Montant	en %	Montant	en %	Montant	en %
DEPENSE ORDINAIRES	646,84	1 204,40	1 742,65	2 296,22	646,84	557,56	538,25	553,57	-89,28	-13,80	-19,31	-3,46	15,32	2,85
CHARGES FINANCIÈRES DE LA DETTE	64,18	165,35	239,98	310,48	64,18	101,17	74,63	70,50	36,99	57,64	-26,54	-26,23	-4,13	-5,54
DÉPENSES DE PERSONNELS	309,79	604,73	883,92	1 170,85	309,79	294,94	279,19	286,93	-14,85	-4,79	-15,75	-5,34	7,74	2,77
DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES	32,91	107,28	177,60	220,81	32,91	74,38	70,32	43,21	41,47	126,01	-4,06	-5,46	-27,11	-38,55
DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS	239,67	326,62	439,53	592,35	239,67	86,94	112,92	152,82	-152,73	-63,72	25,97	29,87	39,90	35,34
DÉPENSES EN ATTÉNUATION DES RECETTES	0,30	0,42	1,62	1,74	0,30	0,13	1,20	0,11	-0,17	-56,90	1,07	843,02	-1,09	-90,53
DEPENSES EN CAPITAL	234,97	526,60	740,79	1 369,91	234,97	291,63	214,19	629,12	56,67	24,12	-77,45	-26,56	414,94	193,73
INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT	234,50	525,33	737,01	1 310,93	234,50	290,83	211,68	573,92	56,32	24,02	-79,14	-27,21	362,24	171,12
ETAT	162,50	367,26	524,63	840,24	162,50	204,76	157,37	315,61	42,25	26,00	-47,39	-23,14	158,24	100,55
SUBVENTION	23,16	50,21	63,26	178,49	23,16	27,05	13,05	115,23	3,90	16,82	-14,01	-51,78	102,18	783,26
PRÊT	48,84	107,85	149,12	292,20	48,84	59,02	41,27	143,08	10,18	20,83	-17,75	-30,08	101,81	246,73
TRANSFERTS EN CAPITAL	0,47	1,27	3,78	58,98	0,47	0,81	2,50	55,20	0,34	73,50	1,70	209,74	52,70	2 103,94
Total général	881,81	1 731,00	2 483,44	3 666,13	881,81	849,19	752,44	1 182,69	-32,61	-3,70	-96,75	-11,39	430,25	57,18

Source : DGB

Le graphique suivant illustre le niveau d'exécution des dépenses par nature au 31 décembre 2024.

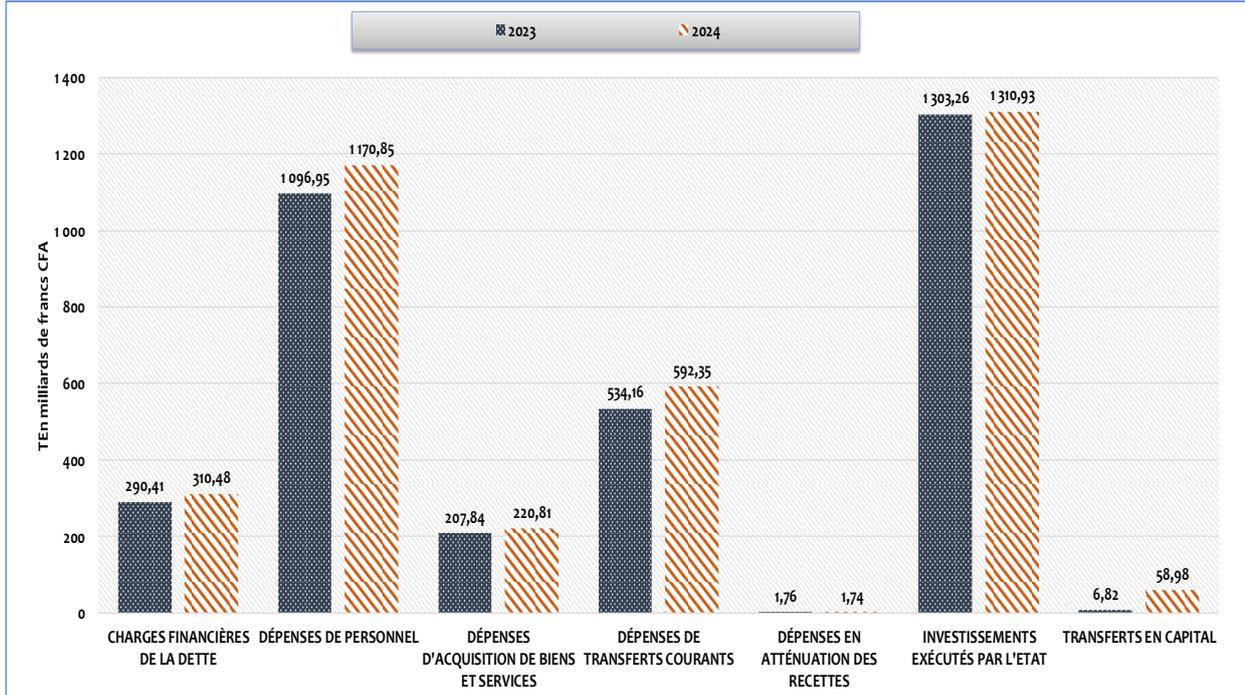
**Graphique 8 : Situation d'exécution des dépenses par nature au 31 décembre 2024 ( en milliards FCFA et en % )**



Source : DGB

Quant au graphique ci-dessous, il illustre la situation d'exécution des dépenses par nature entre 2023 et 2024 au 31 décembre.

**Graphique 9 : Evolution des dépenses exécutées par nature au 31 décembre 2023 et 2024 (en milliards FCFA)**



Source : DGB

### III.1.1. Dépenses ordinaires

Au 31 décembre 2024, les dépenses ordinaires exécutées s'élèvent à **2 296,22 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 100,25 % sur des crédits de paiement corrigés de **2 290,54 milliards FCFA**, contre 101,96 % à la même période en 2023.

Entre les exercices budgétaires 2023 et 2024, ces dépenses enregistrent une hausse de 165,11 milliards FCFA, portée principalement par l'augmentation des dépenses de personnel (+73,90 milliards FCFA), des transferts courants (+58,19 milliards FCFA), des charges financières de la dette (+20,07 milliards FCFA) et des acquisitions de biens et services (+12,97 milliards FCFA).

Par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024, où 538,25 milliards FCFA avaient été exécutés, les dépenses ordinaires du 4<sup>ème</sup> trimestre atteignent 553,57 milliards FCFA, soit une hausse de 15,32 milliards FCFA (+2,85 %). Cette augmentation est principalement due aux dépenses de personnel (+7,74 milliards FCFA) et aux transferts courants (+39,90 milliards FCFA).

Par composante, la situation des dépenses ordinaires se présente comme suit :

#### A. Charges financières de la dette

Les paiements au titre des charges financières de la dette s'élèvent à **310,48 milliards FCFA** pour des CP corrigés de **292,77 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **106,05%**, contre 124,02 % en 2023. En valeur absolue, ces charges ont augmenté de 20,07 milliards FCFA, principalement en raison de la variation des taux de change et des nouvelles obligations liées aux prêts contractés.

## B. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel à fin décembre 2024 s'affiche à **1 170,85 milliards FCFA** sur une prévision ajustée de **1 177,38 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **99,45%**. Elles comprennent la solde mensuelle (776,65 milliards FCFA) et les paiements hors solde (394,20 milliards FCFA).

Comparé à 2023, elles ont augmenté de 73,90 milliards FCFA (+6,74 %), en raison du renforcement des effectifs des forces armées nationales (+61,57 milliards FCFA) et des rappels liés aux promotions statutaires (+12,00 milliards FCFA).

Trimestriellement, le volume des dépenses de personnel au 4<sup>ème</sup> trimestre 2024 atteint 286,93 milliards FCFA, contre 279,19 milliards FCFA au 3<sup>ème</sup> trimestre, soit une hausse de 7,74 milliards FCFA (+2,77 %).

Le détail des dépenses de personnel est joint en **annexe 2**.

## C. Dépenses d'acquisition de biens et services

Les dépenses d'acquisition de biens et services s'élèvent à **220,81 milliards FCFA** pour des CP corrigés de **224,34 milliards FCFA**, affichant un taux d'exécution de **98,43 %**, contre 95,26 % en 2023.

Entre les deux exercices, elles augmentent de 12,97 milliards FCFA. Cependant, sur le plan trimestriel, ces dépenses diminuent de 27,11 milliards FCFA (-38,55 %), passant de 70,32 milliards FCFA au 3<sup>ème</sup> trimestre à 43,1 milliards FCFA au 4<sup>ème</sup> trimestre.

Le détail est illustré dans **l'annexe 3**.

## D. Dépenses de transferts courants

Au 31 décembre 2024, les dépenses de transferts courants atteignent **592,35 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **99,67 %** sur des CP corrigés de **594,32 milliards FCFA**, contre 99,14 % en 2023.

D'une année sur l'autre, ces dépenses enregistrent une augmentation de 58,19 milliards FCFA. Sur le plan trimestriel, elles progressent de 39,90 milliards FCFA entre le 3<sup>ème</sup> trimestre (112,92 milliards FCFA) et le 4<sup>ème</sup> trimestre (152,82 milliards FCFA). Cette hausse est principalement due à l'importance des débloques programmés au 4<sup>ème</sup> trimestre, notamment 50,00 milliards FCFA destinés aux subventions des hydrocarbures.

Le détail est consigné dans **l'annexe 4**.

## E. Dépenses en atténuations des recettes

Au 31 décembre 2024, les dépenses en atténuation des recettes, inscrites pour **1,74 milliard FCFA** en CP corrigés, ont été entièrement exécutées (**100 %**), contre 98,56 % en 2023 (1,76 milliard FCFA exécutés sur une prévision de 1,79 milliard FCFA).

D'une année sur l'autre, ces dépenses enregistrent une légère baisse de 0,02 milliard FCFA.

En volume trimestriel, le montant exécuté au 4<sup>ème</sup> trimestre (0,11 milliard FCFA) a fortement diminué par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre (1,20 milliard FCFA), soit une baisse de 1,09 milliard FCFA.

### III.1.2. Dépenses en capital

Les prévisions corrigées des dépenses en capital s'élèvent à **826,95 milliards FCFA** en autorisations d'engagement et **1 415,59 milliards FCFA** en CP.

Au 31 décembre 2024, les dépenses exécutées atteignent **1 369,91 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **96,77 %** (contre 98,06 % en 2023).

Par rapport à l'année précédente, ces dépenses ont augmenté de 59,83 milliards FCFA, principalement en raison de la hausse des investissements de l'État (+7,67 milliards FCFA) et des transferts en capital (+52,16 milliards FCFA).

Sur le plan trimestriel, les dépenses exécutées passent de 214,19 milliards FCFA au 3<sup>ème</sup> trimestre à 629,12 milliards FCFA au 4<sup>ème</sup> trimestre, soit une hausse de 414,94 milliards FCFA

La situation détaillée se présente comme suit :

#### A. Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat

Au 31 décembre 2024, les dépenses d'investissement atteignent **1 310,93 milliards FCFA** sur des CP corrigés de **1 356,61 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **96,63 %** (contre 98,05 % en 2023).

Comparé à l'année précédente, ces dépenses enregistrent une hausse de 7,67 milliards FCFA, due à l'augmentation des investissements financés sur ressources propres (+35,56 milliards FCFA), malgré une baisse des subventions (-25,01 milliards FCFA) et des prêts (-2,88 milliards FCFA).

En volume trimestriel, ces dépenses progressent de 362,24 milliards FCFA, passant de 211,68 milliards FCFA au 3<sup>ème</sup> trimestre à 573,92 milliards FCFA au 4<sup>ème</sup> trimestre.

- **Dépenses d'investissements sur ressources propres**

Au 31 décembre 2024, les investissements financés sur ressources propres affichent un niveau d'exécution de **840,24 milliards FCFA** sur des CP corrigés de **883,84 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **95,07%** (contre 96,88 % en 2023).

Entre 2023 et 2024, à la même période, ces dépenses ont augmenté de 35,56 milliards FCFA (+4,42 %).

En volume trimestriel, elles ont progressé de 158,24 milliards FCFA, passant de 157,37 milliards FCFA au 3<sup>ème</sup> trimestre à 315,61 milliards FCFA au 4<sup>ème</sup> trimestre.

**L'annexe n°5** fait ressortir le détail de l'exécution des investissements exécutés sur ressources propres.

- **Dépenses d'investissements financés sur ressources extérieures**

Les décaissements totaux au 31 décembre 2024 s'élèvent à **470,69 milliards FCFA**, répartis en 178,49 milliards FCFA de subventions et 292,20 milliards FCFA de prêts, soit un taux d'exécution global de **99,56%** (99,38 % pour les subventions et 99,67 % pour les prêts) sur des CP corrigés de **472,77 milliards FCFA**.

Comparé à 2023, ces dépenses enregistrent une baisse de 27,89 milliards FCFA, due au recul des subventions (-25,01 milliards FCFA) et des prêts (-2,88 milliards FCFA).

### **B. Transferts en capital**

A la date du 31 décembre 2024, les dépenses de transferts en capital corrigées inscrites en CP pour un montant de **58,98 milliards FCFA**, enregistrent un taux d'exécution de **100%**.

En 2023 à la même période, le taux d'exécution de ces dépenses était de 100%, correspondant à des dépenses exécutées de 6,82 milliards FCFA. Il se dégage donc une hausse des dépenses exécutées de 52,16 milliards FCFA.

En termes de volume trimestriel, les dépenses de transferts en capital exécutées ont augmenté de 52,70 milliards FCFA, passant de 2,50 milliards FCFA au 3<sup>ème</sup> trimestre à 55,20 milliards FCFA au 4<sup>ème</sup> trimestre. Cette hausse s'explique principalement par le rachat des mines WAHGNION GOLD OPERATION et BOUNGOU GOLD OPERATION SA pour un montant de 36,00 milliards FCFA, l'avance accordée à AIR BURKINA pour 7,28 milliards FCFA ainsi que la libération du capital de Faso Réassurance pour 5,10 milliards FCFA.

### **III.2. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PAR PROGRAMME ET DOTATION BUDGETAIRE**

Cette partie présente l'analyse (hors financements extérieurs, dépenses de personnel et charges financières de la dette) des crédits de paiement (CP) et des autorisations d'engagement (AE) par programme et dotation. Le nombre de programmes et de dotations concernés est de 125 au titre de l'analyse des CP et de 87 pour ce qui est de l'analyse des AE.

#### **III.2.1. Situation d'exécution des crédits de paiement par programme et dotation budgétaire**

L'état de consommation des CP corrigés à la date du 31 décembre 2024 se présente comme suit :

- 01 programme enregistre un taux d'exécution inférieur à 25% ;
- 05 programmes et dotations enregistrent des taux d'exécution compris entre 50% et 75% ;
- 119 programmes et dotations enregistrent des taux d'exécution supérieurs à 75%.

**L'annexe 6** donne la situation d'exécution des programmes et dotations budgétaires.

#### **III.2.2. Situation d'exécution des autorisations d'engagement par programme et dotation budgétaire**

L'examen de la situation de consommation des AE ajustées indique que 87 programmes et dotations budgétaires, soit 73,56% de l'effectif, enregistrent un taux d'exécution en deçà du taux repère de 100,00%.

La situation détaillée se présente comme suit :

- 17 programmes enregistrent des taux d'exécution inférieurs à 25% ;
- 06 programmes enregistrent des taux d'exécution compris entre 25% et 50% ;
- 11 programmes enregistrent des taux d'exécution compris entre 50% et 75% ;
- 53 programmes enregistrent des taux d'exécution supérieurs ou égaux à 75%.

En somme, il ressort que les prévisions d'AE corrigées de **558,39 milliards FCFA**, ont été engagés comptabilisées (hors financements extérieurs) à hauteur de **356,13 milliards FCFA** d'où un taux d'exécution de **63,78%**.

**L'annexe 7** donne le niveau d'exécution des AE par programme.

### III.3. SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DELEGUES

Les prévisions de dépenses au titre des crédits délégués à fin décembre 2024 s'élèvent à **62,45 milliards FCFA** (hors financements extérieurs) dont 51,03 milliards FCFA de dépenses ordinaires et 11,42 milliards FCFA de dépenses en capital. Les montants exécutés au 31 décembre 2024 s'établissent à **61,06 milliards FCFA** soit un taux d'exécution de **97,79%**.

À titre comparatif, en 2023, le taux d'exécution était de 98,00 %, avec 53,86 milliards FCFA exécutés, dont 44,11 milliards FCFA pour les dépenses ordinaires.

**L'annexe 8** donne le niveau d'exécution des CP des crédits délégués.

### III.4. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES SPECIFIQUES

#### III.4.1. Situation d'exécution des dépenses sociales de réduction de la pauvreté

Les dépenses sociales de réduction de la pauvreté sont définies comme celles identifiées dans le budget de l'Etat afin de contribuer aux objectifs de réduction de la pauvreté. A fin décembre 2024, le niveau d'exécution desdites dépenses se chiffre à **414,07 milliards FCFA** sur des CP ajustés de **457,59 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **90,49%**. Comparé au taux repère d'au moins 90% à fin décembre, le taux d'exécution global est conforme à la cible.

Les dépenses exécutées comprennent des dépenses ordinaires à hauteur de 273,69 milliards FCFA et des dépenses en capital de 140,39 milliards FCFA avec des taux d'exécution respectifs de 97,72% et 79,08%.

A la même date en 2023, le taux d'exécution des dépenses sociales était de 90,17%, pour des dépenses exécutées de 376,03 milliards FCFA.

**L'annexe 9** fournit le détail de l'exécution de ces dépenses par ministère et institution.

#### III.4.2. Situation d'exécution des dépenses spécifiques pour prendre en charge les effets de la COVID-19

Le montant des crédits prévus pour prendre en charge les effets de la COVID-19 s'élève à **7,23 milliards FCFA** et concerne le Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille. Ce montant est destiné à la prise en charge de la distribution gratuite des vivres, des kits d'hygiène et de dignité. A fin décembre 2024, ces dépenses ont totalement été exécutées.

#### III.4.3. Situation d'exécution du fonds de soutien patriotique (FSP)

La présente situation d'exécution financière fait l'état des ressources collectées, l'exécution des dépenses et fait ressortir la situation des disponibilités.

#### A. Au titre de la mobilisation des ressources financières

A la date du 31 décembre 2024, il a été encaissé un montant total de **175,69 milliards FCFA** pour une prévision budgétaire annuelle révisée de **150,00 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **117,12%**.

Pour le quatrième trimestre, les ressources collectées s'élèvent à **45,36 milliards FCFA**.

La situation de mobilisation des ressources est illustrée dans **l'annexe 14**.

Les composantes des ressources mobilisées se présentent comme suit :

- impôts et taxes sur les produits de consommations : 46,66% ;
- cessions volontaires de salaires : 0,78% ;
- retenues obligatoires de salaire : 16,68% ;
- contributions volontaires : 2,03% dont 1,26% en provenance des personnes morales ;
- affectations de ressources spécifiques :13,80% ;
- prélèvements sur les produits importés (Douanes) :7,26% ;
- prélèvements sur les téléphonies /TV :12,80%.

#### B. Au titre de l'exécution des dépenses

A la date du 31 décembre 2024, les dépenses effectuées à partir du CAS- FSP s'élèvent à **150 milliards FCFA**.

#### C. Situation des disponibilités du FSP

A la date du 31 décembre 2024, le compte CAS-FSP présente un solde de 39,34 milliards FCFA et les soldes des comptes Orange et Moov sont respectivement de 07,01 millions FCFA et 19,38 millions FCFA. Il en résulte une disponibilité totale de 39, 37 milliards FCFA.

La situation des disponibilités est consignée dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 9 : : situation des disponibilités du FSP au 31 décembre 2024 (en FCFA)**

NATURE/INTITULE	BALANCE D'ENTREE 2024	ENCAISSEMENTS 2024	DEPENSES CAS-FSP 2024	SOLDE DU JOUR
COMPTE TRESOR 443590001597	13 676 229 860	175 672 345 366	150 000 000 000	39 348 575 226
ORANGE MONEY	-	7 015 149	-	7 015 149
MOOV MONEY	13 664 922	5 723 797	-	19 388 719
<b>TOTAL</b>	<b>13 689 894 782</b>	<b>175 685 084 312</b>	<b>150 000 000 000</b>	<b>39 374 979 094</b>

Source : DGTCP

### III.5. SITUATION DES DEPENSES DE CONSOMMATIONS D'EAU, D'ELECTRICITE ET DE TELEPHONE (EET)

Les facturations globales des consommations d'eau, d'électricité et de téléphone des ministères et institutions au quatrième trimestre 2024 se sont établies à **36,38 milliards FCFA** contre 36,21 milliards FCFA en 2023, soit une augmentation globale des consommations d'eau, d'électricité et de téléphone de 0,48%.

Par ailleurs, la situation comparative des consommations d'eau, d'électricité et de téléphone au 31 décembre 2024 par rapport à celles de 2023 des ministères en charge de l'administration territoriale et des transports qui ont fait objet de changement institutionnel (respectivement scission et suppression) n'a pu être effectuée en raison de l'absence de données selon les nouveaux ministères (cf. tableaux.....).

L'analyse des dépenses de consommations d'Eau, d'Electricité et de Téléphone (EET) au 31 décembre 2024 est faite en tenant compte des niveaux de consommation d'EET et d'exécution des crédits y relatifs sur la période. Aussi, un bref aperçu sur les actions entreprises dans le cadre de la rationalisation desdites dépenses est présenté.

### III.5.1. Analyse des dépenses de consommation d'eau

En 2024, la consommation globale d'eau de l'administration s'élève à **8,20 milliards FCFA**, contre 8,43 milliards FCFA en 2023, soit une baisse de 2,85 %. Cette diminution s'explique par une réduction de la consommation dans plusieurs structures, notamment :

- ✓ la Grande chancellerie (-91,89 %) ;
- ✓ le Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Électroniques (-55,60 %) ;
- ✓ le Ministère des affaires étrangères de la coopération régionale et des Burkinabè de l'extérieur (-34,70 %) ;
- ✓ le Ministère de la défense et des anciens combattants (-19,65 %).

À l'inverse, certains ministères et institutions ont enregistré une hausse significative de leur consommation :

- ✓ Ministère de l'énergie, des mines et des carrières (+220,58 %) ;
- ✓ Commission de l'informatique et des libertés (+123,68 %) ;
- ✓ Ex-Conseil économique et social dont les locaux sont occupés par des services des ministères en charge des affaires étrangères et de l'administration territoriale (75,43%).

L'exécution des crédits alloués aux factures d'eau s'établit à 82,22% (**7,75 milliards FCFA** sur une dotation de **9,42 milliards FCFA**), contre 86,73 % en 2023.

### III.5.2. Analyse des dépenses de consommation d'électricité

Les dépenses d'électricité des ministères et institutions s'élèvent à **22,78 milliards FCFA** en 2024, contre 21,84 milliards FCFA en 2023, soit une hausse de 4,32 %. Cette augmentation est portée par :

- ✓ L'Assemblée législative de transition (ALT) (+23,15 %),
- ✓ Le Ministère de la défense et des anciens combattants (+17,21 %),
- ✓ Le Ministère de la transition digitale, des postes et des communications électroniques (+15,52 %).

En revanche, certaines institutions ont réduit leur consommation :

- ✓ Autorité supérieure de contrôle d'État et de lutte contre la corruption (-37,94 %),
- ✓ Ex-Conseil économique et social (-34,47 %),
- ✓ Conseil supérieur de la communication (-30,17 %).

Le taux d'exécution des crédits alloués atteint **93,95%** (**21 milliards FCFA** sur 22,35 milliards FCFA), en progression par rapport à 2023 (91,16 %).

### III.5.3. Analyse des dépenses de consommation de téléphone

Les factures de téléphone de l'administration en 2024 s'élèvent à **5,41 milliards FCFA**, contre 5,94 milliards FCFA en 2023, marquant une baisse de 8,92 % . Cette baisse sur la période est la résultante de la baisse des consommations dans la majorité des structures et particulièrement au niveau du Conseil d'Etat avec une diminution de 56,58%. Il est suivi du Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation (-49,90%) et de la Cour des comptes (-24,59%). Toutefois, il faut noter l'augmentation considérable des consommations dans certaines structures telles que le Ministère de la fonction publique, du travail et de la protection sociale (69,48% dû au recours à une liaison spécialisée haut débit au niveau du Datacenter faisant passer la bande passante de 5Mbps à 50Mbps en novembre 2023 dans le cadre de l'organisation des concours), le Conseil constitutionnel (42,12%) et le Ministère de l'énergie, des mines et des carrières (26,67%).

En termes de consommation de crédits, le montant exécuté pour la prise en charge des factures de téléphone de l'administration au 31 décembre 2024 est de **5,56 milliards FCFA** sur un budget prévisionnel ajusté de **7,48 milliards FCFA**, soit un taux de **74,32%**. Au 31 décembre 2023, un taux de 87,81% avait été enregistré.

**Les annexes 10, 11 et 12** donnent les situations des consommations d'eau, d'électricité et de téléphone.

### III.5.4. Actions de rationalisation des dépenses en eau, électricité et de téléphone

En 2024, des missions de contrôle inopinées ont été organisées dans 11 régions<sup>4</sup>, couvrant 767 services administratifs. Ces enquêtes ont révélé **41** cas de fraude (utilisation abusive des ressources publiques par des commerces privés). Les résultats de ce contrôle se présentent comme suit :

- Eau : 346 compteurs vérifiés, dont 20 non fonctionnels à résilier, 6 à réparer et 15 présentant des fuites à réparer.
- Électricité : 607 compteurs vérifiés, dont 16 résiliés compteurs non fonctionnels à résilier, 2 en panne à réparer, et 3 inaccessibles.
- Téléphone : 4 888 lignes fixes ont été résiliées dans 31 structures.

Une économie potentielle annuelle de **0,95 milliard FCFA** pourrait être réalisée grâce aux propositions d'ajustements des puissances électriques souscrites.

<sup>4</sup> Régions du Centre-sud, du Centre-ouest, du Nord, du Centre-nord, du Centre-est, des Hauts-bassins, des Cascades, de la Boucle du Mouhoun, du Centre et du Plateau central et du Sud-Ouest

Le détail des lignes téléphoniques suspendues par ministère et institution est joint à ***l'annexe N°13***

Aussi, le décret N°2016-876/PRES/PM/MINEFID/MATDSI du 14 septembre 2016 portant réglementation générale des abonnements publics d'eau, d'électricité, de téléphone et services connexes et de boîtes postales a été relu. Les principales innovations du projet de décret sont la responsabilisation des premiers responsables des services publics dans la gestion de l'EET, l'introduction des sanctions claires à l'endroit des acteurs qui se rendraient coupables ou complices de l'utilisation frauduleuse de l'eau, de l'électricité ou des sources de communication de l'administration publique.

### **III.5.5. Au titre des difficultés rencontrées et des perspectives**

Les difficultés rencontrées dans l'analyse des dépenses de consommation d'eau, d'électricité et de téléphone demeurent essentiellement la transmission tardive des factures par les opérateurs.

En perspectives, au titre de l'année 2025, il est envisagé la mise en œuvre des orientations, de son Excellence Monsieur le Premier Ministre, relatives à la rationalisation des dépenses EET, notamment :

- l'organisation des sorties conjointes (CPM-DGAIE) pour l'identification et la localisation des compteurs d'eau et d'électricité de l'Administration publique ;
- le recensement exhaustif de tous les numéros de téléphone de leur structure et vérifier leurs fonctionnalités et leurs nécessités ;
- le pointage ou la confrontation des compteurs physiques et des compteurs sur pièces afin de ne retenir que les compteurs fonctionnels ;
- l'actualisation des dénominations sur les factures en conformité avec les fusions/scissions des ministères et revoir les destinations de certaines factures ;
- la poursuite de la construction des forages positifs à grands débit dans les centres à forte concentration humaine ;
- la poursuite de la rationalisation des consommations d'électricité, d'eau et de téléphone à travers la résiliation des compteurs et des lignes téléphoniques non utilisés ou non utiles.

#### IV. ANALYSE DES INDICATEURS DE BONNE GOUVERNANCE DES MARCHES PUBLICS

La bonne gouvernance en matière de marchés publics est appréciée à travers deux indicateurs (**IP18 et IP19**). L'indicateur IP18 apprécie le pourcentage des marchés publics conclus dans le délai de validité des offres et l'indicateur IP19 apprécie le pourcentage des marchés publics conclus suivant le type de procédure.

La situation des indicateurs se présente comme suit :

##### IV.1. DU RESPECT DE L'INDICATEUR « IP18 »

Pour l'indicateur **IP18**, il peut être noté qu'à fin décembre 2024, sur un total de **700** marchés approuvés concernés par le délai de traitement, tous ont été conclus dans le délai de validité des offres, soit un taux de **100%** pour une cible supérieure à **90%** selon la matrice du cadre de résultats 2024-2026 du PTA du MEF.

Lesdits marchés approuvés et concernés par le délai de validité des offres se décomposent comme suit par source de financement :

- **666** marchés financés sur ressources propres ont été conclus dans le délai de validité des offres, soit un taux de **100%** ;
- **34** marchés financés sur fonds extérieurs ont été conclus dans le délai de validité des offres, soit un taux de **100%**.

*Il ressort donc un respect de l'indicateur IP18 à fin décembre 2024.*

##### IV.2. DU RESPECT DE L'INDICATEUR « IP19 »

Le détail des marchés approuvés à fin décembre 2024 suivant le type de procédure se présente comme suit :

###### - **Appel à concurrence ouverte**

**408** marchés passés par appel à concurrence ouverte ont été approuvés à fin décembre 2024 pour un montant de **21,83** milliards FCFA.

Le taux des appels à concurrence ouverte à fin décembre 2024 est de **8,29%** selon la valeur et **58,29%** selon le nombre pour une norme d'au moins **85%** dans les deux cas.

###### - **Procédures exceptionnelles** (Entente Directe et Appel à concurrence restreinte) :

**292** marchés passés par les procédures exceptionnelles ont été approuvés à fin décembre 2024 pour un montant total de **241,45** milliards FCFA. Ces marchés représentent des taux de **91,71%** selon la valeur et **41,71%** selon le nombre pour une cible prévisionnelle inférieure à **15%** dans les deux cas.

En conclusion, on peut noter qu'à fin décembre 2024, l'indicateur IP18 est respecté mais l'indicateur IP19 n'est pas respecté.

## V. SITUATION DES REMISES DE PENALITES DE RETARD ET DE PAIEMENT D'INTERETS MORATOIRES.

A la date du 31 décembre 2024, il a été accordé des remises de pénalités de retard à hauteur de **1,20 milliard FCFA** pour **37 requêtes**. A la même date en 2023, on avait enregistré 82 requêtes ayant bénéficié de remise pour un montant de 1,90 milliard FCFA.

Ces remises de pénalités de retard s'expliquent essentiellement par des manquements des autorités contractantes dans le suivi de l'exécution des contrats, par des pénalités de retard induites calculées ou par des cas de force majeure intervenus dans l'exécution des prestations relatives aux marchés.

Pour ce qui concerne les intérêts moratoires, au 31 décembre 2024, il a été émis **07 avis favorables** pour le paiement d'intérêts moratoires correspondant à un montant de **45,35 millions FCFA**. A la même date en 2023, 10 avis favorables avaient été émis pour le paiement d'intérêts moratoires d'un montant de 97,93 millions FCFA.

Les recours au paiement d'intérêts moratoires sont motivés essentiellement par le retard de paiement des avances de démarrage, des acomptes intermédiaires et des factures définitives.

## VI. SITUATION D'EXECUTION DU PLAN DE DEBLOCAGE DE FONDS

L'analyse de la situation d'exécution du Plan de déblocage de fonds (PDF) des ministères et des institutions au 31 décembre 2024 est faite sur la base des objectifs de l'exercice 2024, par nature des dépenses d'une part et par programme d'autre part.

### VI.1. SITUATION D'EXECUTION PAR NATURES DE DEPENSES

Au 31 décembre 2024, le total des débloqués s'élève à **1 575,07 milliards FCFA**, sur des prévisions de **1 578,88 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **99,76%**, proche de l'objectif de **100%**. Ce taux est en hausse par rapport à celui de 94,68% enregistré en 2023 (avec un montant débloqué de 1 324,68 milliards FCFA sur des prévisions de 1 399,15 milliards FCFA), marquant une progression de 5,08 points.

Par nature de dépenses, les taux d'exécution sont les suivants :

- 100% pour les dépenses de personnel ;
- 99,97% pour les acquisitions de biens et services ;
- 99,87% pour les transferts courants ;
- 99,48% pour les dépenses d'investissement exécutées par l'État.

Le tableau suivant fournit le détail de la mise en œuvre du PDF au 31 décembre 2024

**Tableau 10 : Situation d'exécution du PDF, par grandes natures de dépenses, à fin décembre 2024 (en milliers FCFA)**

NATURES DE DEPENSES	Montant total Déblocage prévu en 2024 {1}	Montant total débloqué {2}	Taux d'exécution global {3=2/1}	Ecart- prévisions et réalisations {4=1-2}
Dépenses de personnel	366 390 959 275	366 390 959 275	100,00	0
Dépenses d'acquisition de biens et services	237 863 680 442	237 801 625 392	99,97	62 055 050
Dépenses de transferts courants	335 599 158 264	335 161 537 060	99,87	437 621 204
Investissements exécutés par l'Etat	639 030 907 478	635 720 834 478	99,48	3 310 073 000
<b>Total général</b>	<b>1 578 884 705 459</b>	<b>1 575 074 956 205</b>	<b>99,76</b>	<b>3 809 749 254</b>

**Source** : DG-CMEF

## VI.2. SITUATION D'EXECUTION DU PDF PAR MINISTERE ET INSTITUTION

L'analyse de la situation indique pour l'ensemble des ministères et institutions et par rapport aux prévisions à fin décembre 2024, un taux d'exécution global de **99,76%**. Sur trente-sept (37) ministères et institutions :

- 26 ministères et institutions ont un taux de déblocage de 100%, ce qui représente un poids de 84,14% des déblocages effectués.
- 11 ministères et institutions ont des taux d'exécution compris entre 90% et 100%, soit un poids de 15,86% de l'ensemble des déblocages effectués ;

il faut donc noter que globalement l'exécution du PDF est très satisfaisante pour l'ensemble des ministères et institutions.

La situation d'exécution du PDF au 31 décembre 2024 est consignée dans ***l'annexe 15***.

## VI.3. SITUATION D'EXECUTION DU PDF PAR PROGRAMME

La présente situation concerne cent trente (130) programmes budgétaires des ministères et institutions. A la date du 31 décembre 2024, la situation d'exécution du plan de déblocage de fonds par programme, base prévisions annuelles corrigées, se présente comme suit :

- 106 programmes ont atteint l'objectif de déblocage de 100% en fin d'exercice. Avec un volume débloqué de 1 325,25 milliards FCFA, ces programmes représentent 84,14% du montant total débloqué ;
- 23 programmes, avec un poids de 15,51% des déblocages effectifs annuels de 244,45 milliards FCFA, affichent des taux de déblocage compris entre 90% et 100% ;
- le programme « 098- Transports et météorologie » d'un montant débloqué de 5,37 milliards FCFA, affiche le taux le plus bas (62,27%) avec un poids de 0,34% des déblocages effectifs.

Le détail de la situation de déblocage par programmes est consigné dans ***l'annexe 16***.

## VI.4. DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS DE DEBLOCAGE DES FONDS

Au titre des difficultés rencontrées, il ressort entre autres :

- les modifications tardives et/ou récurrentes des plans de déblocage de fonds en vue de prendre en compte les modifications budgétaires intervenues au cours de l'année ;
- la justification tardive des précédents déblocages de fonds qui conditionne l'exécution des lignes concernées au titre de l'exercice 2024 ;
- la mauvaise qualité des pièces justificatives ;
- le non-respect de la nomenclature budgétaire qui engendre des réaménagements fréquents.

## VII. EVOLUTION DU DELAI DE PAIEMENT DE LA DEPENSE PUBLIQUE

Le délai de paiement s'entend de la période qui va de la délivrance par le gestionnaire de crédits du reçu de demande de liquidation au règlement de la dépense par le comptable public. C'est un indicateur qui témoigne de la bonne performance administrative et économique d'un pays. Réduire davantage ce délai constitue une préoccupation constante de notre administration.

De ce fait, il a été décidé de la création des unités de vérifications auprès de tous les ministères et institutions afin de réduire les délais de paiement, de mieux accompagner l'exécution du budget de l'Etat en mode programme et partant, de faciliter l'application du principe d'ordonnancement multiple.

Le référentiel des délais de paiement en matière d'exécution des dépenses publiques a été actualisé et les délais de paiement sont suivis auprès desdits ministères et institutions. Les délais sont également calculés sur les dépenses exécutées sous la forme de crédits délégués au niveau déconcentré.

Par ailleurs, les dossiers qui font l'objet de suivi, ne concernent que ceux de la procédure normale d'exécution des dépenses publiques.

### VII.1. DELAI DE PAIEMENT AU NIVEAU CENTRAL

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024, **1 897 mandats** de l'année 2024 ont été payés pour un montant de **44,02 milliards FCFA**. Le délai moyen de paiement de ces dossiers est de **61 jours** pour une norme référentielle de 47 jours.

### VII.2. DELAI DE PAIEMENT AU NIVEAU DECONCENTRE

A fin décembre 2024, **5 381 mandats** de l'année 2024 ont été payés sur les crédits délégués pour un montant de **9,53 milliards FCFA**. Le délai moyen de paiement de ces dossiers est de **78 jours** pour une norme référentielle de 47 jours.

Dans l'ensemble, on note un non-respect des délais de paiement au 31 décembre 2024 tant au niveau central que déconcentré. Cette situation serait essentiellement due au basculement dans le logiciel SI-N@folo et à l'instabilité du réseau.

Dans le cadre de l'amélioration des délais de paiement, il est prévu la poursuite des réformes entreprises, notamment celles budgétaires et comptables engagées et le processus de digitalisation des procédures à travers la stabilisation des outils.

## VIII. GESTION DE LA TRESORERIE DE L'ETAT

La gestion de la trésorerie de l'Etat a pour objectif principal de permettre à l'Etat et ses démembrements d'honorer tous les engagements financiers échus à bonne date.

La présente partie donne un aperçu de la situation de la trésorerie sur les encaissements, les décaissements, les disponibilités de trésorerie, les instances de paiement ainsi que des difficultés.

### VIII.1. SITUATION DES ENCAISSEMENTS

Au 31 décembre 2024, au total **3 919,20 milliards FCFA** ont été encaissés sur des comptes de disponibilités des comptes directs du Trésor, contre 3 709,98 milliards FCFA en 2023, soit une progression de 5,64%

Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2024, l'Etat a émis 19 titres publics pour un montant net de **1 039,49 milliards FCFA**, représentant 26,52% des encaissements de la période. Cela montre l'importance des titres publics dans le financement de la trésorerie de l'Etat. Toutefois, il est crucial de privilégier la mobilisation des ressources internes pour mieux financer cette trésorerie.

Concernant les financements extérieurs, l'État a encaissé 38,84 milliards FCFA du FMI dans le cadre de la facilité élargie de crédit et 29,11 milliards FCFA de la Banque Mondiale pour des paiements effectués dans des secteurs spécifiques.

### VIII.2. SITUATION DES DECAISSEMENTS

Au 31 décembre 2024, le montant total des décaissements effectués par le Trésor Public se chiffre à **3 814,86 milliards FCFA**. A la même période en 2023, les décaissements se situaient à 3 751,46 milliards FCFA, soit un taux de progression annuel de 1,69%.

### VIII.3. SOLDE DES OPERATIONS D'ENCAISSEMENTS ET DE DECAISSEMENTS

Sur la période sous revue, en rapprochant les encaissements des décaissements, il se dégage un solde créditeur de **104,34 milliards FCFA**. Ce solde traduit une couverture suffisante des décaissements par les encaissements de période.

### VIII.4. EVOLUTION DES INSTANCES DE PAIEMENT

Les dépenses en instance de paiement au niveau des principaux postes comptables au 31 décembre 2024, se chiffrent à **131,17 milliards FCFA**.

### VIII.5. SITUATION DES DISPONIBILITES DE TRESORERIE

Au 31 décembre 2024, les disponibilités totales au Trésor se chiffrent à **151,47 milliards FCFA** contre 67,15 milliards FCFA au 31 décembre 2023, soit un taux annuel en hausse de 121,58%.

### VIII.6. PRINCIPALES DIFFICULTES

Les facteurs qui rendent la trésorerie de l'Etat inconfortable au 31 décembre 2024 sont entre autres :

- la difficulté d'accès à l'endettement d'où les résultats mitigés des émissions de titres publics sur le marché financier sous régional ;
- des retards dans le nivellement des soldes des comptes en banques commerciales vers le compte unique du trésor.

## IX. ANALYSE DES PRINCIPAUX SOLDES ET INDICATEURS DE PERFORMANCES DE LA GESTION BUDGETAIRE

Une analyse des principaux soldes et indicateurs issus de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024 permettra d'apprécier la performance des mesures entreprises par les autorités en matière de gouvernance budgétaire et économique et de prendre des mesures anticipatives pour l'exercice 2025.

### IX.1. SOLDES BUDGETAIRES

Au 31 décembre 2024, l'exécution du budget général de l'Etat dégage une épargne budgétaire<sup>5</sup> de **347,96 milliards FCFA** et un solde budgétaire global<sup>6</sup> déficitaire de **843,46 milliards FCFA** (hors recouvrement des recettes destinées au CAS « Remboursement crédits TVA » d'un montant de 125 milliards FCFA) pour des soldes prévisionnels respectifs de 509,69 milliards FCFA et -675,48 milliards FCFA.

L'épargne budgétaire s'est améliorée par rapport au niveau constaté à fin septembre 2024. En d'autres termes, les ressources propres du budget de l'Etat ont permis à cette date de faire face aux charges de fonctionnement de l'administration publique.

A la même période en 2023, le solde budgétaire global était déficitaire (-784,36 milliards FCFA) et l'épargne budgétaire positive (322,22 milliards FCFA).

Tableau 11 : Situation des soldes au 31 décembre 2024 (en milliards FCFA)

NATURE	2024			
	PREVISIONS LFI	PREVISIONS LFR	PREVISIONS LFR ajustées (clôture)	EXECUTION (Hors recettes destinées pour alimenter les crédits CAS)
	a	b	c	d
<b>RESSOURCES TOTALES (A)=B+C</b>	3 019,11	3 030,65	3 030,65	2 822,67
RECETTES ORDINAIRES (B)	2 791,79	2 851,05	2 851,05	2 644,18
RECETTE EXTRAORDINAIRE(C)	227,32	179,59	179,59	178,49
<b>DEPENSES TOTALES (D)=E+F</b>	3 694,59	3 706,12	3 706,12	3 666,13
DEPENSES ORDINAIRES(E)	2 282,11	2 306,60	2 290,54	2 296,22
DEPENSES EN CAPITAL(F)	1 412,49	1 399,53	1 415,59	1 369,91
<b>EPARGNE BUDGETAIRE(G)= B-E</b>	509,68	544,46	560,52	347,96
<b>solde Budgétaire Global(H)=A-D</b>	-675,48	-675,48	-675,48	-843,46

Source : DGB

<sup>5</sup> L'épargne budgétaire est la différence entre les ressources ordinaires et les dépenses ordinaires de l'Etat.

<sup>6</sup> Le solde budgétaire global est la différence entre les ressources totales et les charges totales de l'Etat.

## IX.2. AGREGATS DU TOFE

Les montants de quelques agrégats du TOFE, y compris FSP, ressortent comme suit :

- les **recettes propres de l'Etat** ont atteint un niveau de 2 904,90 milliards FCFA à fin décembre 2024 contre 2 543,69 milliards FCFA à la même période de 2023, soit une augmentation de 361,21 milliards FCFA (+14,20%). Cette performance est expliquée par la hausse des recettes fiscales de 329,69 milliards FCFA (+14,68%) et des recettes non fiscales de 31,53 milliards FCFA (+10,59%) ;
- le **déficit global base engagement** est ressorti à 816,54 milliards FCFA à fin décembre 2024 contre un déficit de 831,42 milliards FCFA à fin décembre 2023, soit une amélioration de 14,88 milliards FCFA ;
- le **financement intérieur net de l'Etat** est ressorti à 437,81 milliards FCFA à fin décembre 2024. A fin décembre 2023, il se situait à 351,18 milliards FCFA ;
- le **ratio "masse salariale/recettes fiscales"** s'est établi à 45,5% pour un ratio prévisionnel base LFR de 49,4%. Il ressort en effet que les charges de personnel s'élèvent à 1 170,85 milliards FCFA pour des recouvrements effectifs au titre des recettes fiscales de 2 575,82 milliards FCFA.

## X. RECOMMANDATIONS

En matière de dépenses, il s'agira de poursuivre les actions visant l'efficacité de la dépense budgétaire axée sur le financement des priorités du Gouvernement. A cet effet, il est recommandé aux ordonnateurs de prendre en charge en priorité les dépenses engagées non mandatées des budgets 2024 et antérieurs sur le budget 2025 avant tout engagement de nouvelles dépenses.

## CONCLUSION

La situation d'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024 au 31 décembre s'avère satisfaisante, en dépit de la situation socio-économique et sécuritaire difficile. Les observations suivantes peuvent être relevées :

- un niveau de réalisation des recettes de 93,41% pour un objectif annuel de 3 155,65 milliards FCFA ;
- un niveau d'exécution des dépenses de 98,92% sur des prévisions révisées de 3 706,12 milliards FCFA ;
- une épargne budgétaire de 347,96 milliards FCFA et un solde global budgétaire déficitaire de 843,46 milliards FCFA ;
- un fléchissement des montants et des nombres des requêtes de remises de pénalités de retard (passant de 82 à 37) et de paiement des intérêts moratoires (passant de 10 à 07) entre 2023 et 2024.

**ANNEXES**

**Annexe 1: Situation d'exécution des Crédits de paiement par ministère et institution hors financements extérieurs au 31 décembre 2024 (en FCFA)**

MINISTRES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ANNULATION CP	OUVERTURE CP	CP_CORRIGE	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISES		LIQUIDES		ORDONNANCES	
						Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
						a	b	c	d	e	f	g=f/e	h
01 Présidence du Faso	59 565 641 000	172 650 950 000	53 797 000	0	172 597 153 000	172 256 100 223	99,80	172 256 100 223	99,80	171 669 695 270	99,46	171 669 695 270	99,46
02 Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	968 762 000	897 606 000	2 781 000	0	894 825 000	894 419 049	99,95	894 419 049	99,95	590 569 049	66,00	590 569 049	66,00
03 Primature	9 781 371 000	7 245 827 000	642 486 000	0	6 603 341 000	6 524 886 016	98,81	6 518 854 016	98,72	6 191 238 029	93,76	6 191 238 029	93,76
04 Parlement	19 570 857 000	14 998 000 000	6 200 000	0	14 991 800 000	14 991 800 000	100,00	14 991 800 000	100,00	14 991 800 000	100,00	14 991 800 000	100,00
05 Conseil Economique et Social	795 144 000	348 067 000	348 067 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
09 Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	73 421 350 000	59 188 924 000	3 029 098 000	0	56 159 826 000	55 763 800 849	99,29	55 381 776 775	98,61	46 307 708 864	82,46	46 307 708 864	82,46
10 Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des relations avec les institutions	16 216 880 000	14 326 569 000	701 508 000	0	13 625 061 000	13 545 867 961	99,42	13 545 242 962	99,41	12 896 896 822	94,66	12 896 896 822	94,66
11 Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	358 420 802 000	316 512 802 000	0	0	316 512 802 000	316 512 799 360	100,00	316 512 799 360	100,00	316 512 739 495	100,00	316 512 739 495	100,00
12 Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	25 652 151 000	23 326 192 000	1 457 365 000	0	21 868 827 000	21 717 410 336	99,31	21 717 410 336	99,31	21 712 057 736	99,28	21 877 178 751	100,04
13 Ministère de la Sécurité	0	15 546 738 000	5 898 662 000	0	9 648 076 000	9 521 693 940	98,69	9 521 693 940	98,69	9 501 193 940	98,48	9 501 193 940	98,48
14 Ministère de l'Economie et des Finances	120 239 740 000	99 258 977 000	8 903 902 000	0	90 355 075 000	89 942 843 769	99,54	89 942 843 769	99,54	89 936 874 567	99,54	89 936 874 567	99,54
17 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	14 713 981 000	13 374 693 000	35 686 000	0	13 339 007 000	13 335 299 703	99,97	13 335 299 703	99,97	13 332 132 453	99,95	13 332 132 453	99,95
18 Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	17 490 824 000	15 130 333 000	308 594 000	0	14 821 739 000	14 683 519 627	99,07	14 682 846 277	99,06	14 492 719 030	97,78	14 492 719 030	97,78
20 Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	20 787 421 000	18 543 571 000	294 103 000	1 500 000 000	19 749 468 000	19 694 969 230	99,72	19 691 103 730	99,70	19 683 951 757	99,67	19 683 951 757	99,67
21 Ministère de la Santé	175 497 004 000	161 816 841 000	1 225 122 000	0	160 591 719 000	160 349 896 549	99,85	160 347 996 549	99,85	160 061 193 149	99,67	160 061 193 149	99,67
22 Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	40 055 952 000	38 624 900 000	11 939 143 000	0	26 685 757 000	26 581 387 881	99,61	26 574 643 381	99,58	26 513 892 238	99,36	26 513 892 238	99,36
23 Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	102 834 414 000	111 282 634 000	8 338 213 000	0	102 944 421 000	102 549 032 352	99,62	102 284 215 564	99,36	101 706 728 129	98,80	101 706 328 129	98,80
24 Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	93 140 439 000	90 860 209 000	5 503 810 000	0	85 356 399 000	85 091 338 753	99,69	85 082 243 852	99,68	82 494 498 843	96,65	82 494 498 843	96,65
25 Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	15 798 951 000	29 909 945 000	15 127 776 000	0	14 782 169 000	14 754 133 767	99,81	14 750 213 277	99,78	14 727 792 947	99,63	14 727 792 947	99,63
26 Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	10 569 087 000	9 811 226 000	292 129 000	0	9 519 097 000	9 426 878 756	99,03	9 426 878 756	99,03	8 588 175 952	90,22	8 588 175 952	90,22
27 Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	59 934 621 000	69 950 826 000	5 077 952 000	0	64 872 874 000	64 747 830 377	99,81	64 742 956 435	99,80	62 606 802 831	96,51	62 611 002 831	96,51
30 Ministère des Infrastructures	66 843 864 000	60 882 283 000	20 377 259 000	0	40 505 024 000	40 490 050 619	99,96	40 481 506 949	99,94	40 426 917 931	99,81	40 426 917 931	99,81
31 Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	4 069 165 000	2 812 379 000	1 173 447 000	0	1 638 932 000	1 637 169 751	99,89	1 637 169 751	99,89	1 637 169 751	99,89	1 637 169 751	99,89
32 Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	12 943 076 000	9 851 775 000	110 693 000	0	9 741 082 000	6 382 524 921	65,52	6 353 996 379	65,23	6 342 339 779	65,11	6 342 339 779	65,11
37 Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	0	126 132 000	0	0	126 132 000	126 132 000	100,00	126 132 000	100,00	126 132 000	100,00	126 132 000	100,00
38 Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	3 722 329 000	2 933 434 000	578 528 000	0	2 354 906 000	2 340 158 216	99,37	2 340 158 216	99,37	1 886 979 329	80,13	1 886 979 329	80,13
42 Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	46 527 758 000	43 229 502 000	4 978 939 000	0	38 250 563 000	37 046 507 239	96,85	37 029 452 239	96,81	35 759 419 632	93,49	35 753 933 632	93,47
50 Grande Chancellerie	836 657 000	590 035 000	10 000 000	0	580 035 000	580 035 000	100,00	580 035 000	100,00	580 035 000	100,00	580 035 000	100,00
51 Conseil Supérieur de la Communication	696 198 000	601 485 000	16 210 000	0	585 275 000	573 138 859	97,93	571 703 759	97,68	571 407 509	97,63	571 407 509	97,63
52 Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	2 379 966 000	2 072 960 000	58 641 000	0	2 014 319 000	2 010 305 632	99,80	2 010 305 632	99,80	1 990 523 519	98,82	1 990 523 519	98,82
54 Conseil Constitutionnel	449 529 000	384 999 000	10 622 000	0	374 377 000	372 095 773	99,39	372 095 773	99,39	370 945 520	99,08	370 945 520	99,08
55 Conseil d'Etat	355 593 000	355 593 000	0	0	355 593 000	355 593 000	100,00	355 593 000	100,00	355 593 000	100,00	355 593 000	100,00
56 Cour des Comptes	832 045 000	832 045 000	0	0	832 045 000	832 045 000	100,00	832 045 000	100,00	832 045 000	100,00	832 045 000	100,00
57 Cour de Cassation	743 159 000	732 699 000	4 731 000	0	727 968 000	726 616 873	99,81	726 616 873	99,81	718 192 139	98,66	718 192 139	98,66
58 Commission Electorale Nationale Indépendante	506 973 000	491 630 000	0	0	491 630 000	491 630 000	100,00	491 630 000	100,00	491 630 000	100,00	491 630 000	100,00
59 Commission de l'Informatique et des Libertés	857 062 000	799 460 000	0	0	799 460 000	799 459 500	100,00	799 459 500	100,00	799 459 500	100,00	799 459 500	100,00
60 Médiateur du Faso	742 378 000	568 032 000	483 470 000	0	84 562 000	74 691 562	88,33	74 691 562	88,33	74 691 562	88,33	74 691 562	88,33
61 Commission Nationale des Droits Humains	492 234 000	336 664 000	0	0	336 664 000	336 664 000	100,00	336 664 000	100,00	336 664 000	100,00	336 664 000	100,00
98 Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	37 723 567 000	16 680 591 000	0	0	16 680 591 000	16 680 562 755	100,00	16 680 562 755	100,00	16 680 562 755	100,00	16 680 562 755	100,00
99 Dépenses Communes Interministérielles	398 547 999 000	398 368 297 000	96 258 103 000	128 704 824 000	430 815 018 000	409 659 893 471	95,09	409 659 893 471	95,09	409 621 347 659	95,08	409 621 347 659	95,08
<b>Total général</b>	<b>1 814 724 944 000</b>	<b>1 826 255 825 000</b>	<b>193 247 037 000</b>	<b>130 204 824 000</b>	<b>1 763 213 612 000</b>	<b>1 734 401 182 669</b>	<b>98,37</b>	<b>1 733 661 049 813</b>	<b>98,32</b>	<b>1 714 120 716 686</b>	<b>97,22</b>	<b>1 714 284 151 701</b>	<b>97,22</b>

Source : SI-N@folo

**Annexe 2: Situation d'exécution des dépenses de personnel par ministère et institution au 31 décembre 2024**

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ANNULLATION CP	OUVERTURE CP	CP_CORRIGE	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISES		LIQUIDES		ORDONNANCES	
	a	b	c	e	f	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
						h	i-h/f	j	k-j/f	l	m-l/j	n	o-n/f
01-Présidence du Faso	5 617 774 000	5 617 774 000	994 757 000	261 608 000	4 884 625 000	4 955 936 110	101,46	4 955 936 110	101,46	4 954 621 692	101,43	4 954 621 692	101,43
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	661 368 000	661 368 000	15 351 000	85 218 000	731 235 000	731 230 634	100,00	731 230 634	100,00	731 230 634	100,00	731 230 634	100,00
03-Primature	1 575 924 000	1 575 924 000	281 789 000	296 779 000	1 590 914 000	1 590 880 789	100,00	1 590 880 789	100,00	1 590 878 340	100,00	1 590 878 340	100,00
05-Conseil Economique et Social	203 916 000	203 916 000	30 867 000	5 422 000	178 471 000	178 467 883	100,00	178 467 883	100,00	178 467 883	100,00	178 467 883	100,00
09-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	106 519 937 000	106 519 937 000	18 725 301 000	17 503 953 000	105 298 589 000	105 347 820 684	100,05	105 338 400 639	100,04	105 292 571 305	99,99	105 292 571 305	99,99
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des relations avec les institutions	26 643 950 000	26 643 950 000	3 534 709 000	3 699 453 000	26 808 694 000	26 787 405 533	99,92	26 786 798 840	99,92	26 785 493 286	99,91	26 785 493 286	99,91
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	262 341 491 000	262 341 491 000	181 242 000	120 275 000	262 280 524 000	262 280 519 276	100,00	262 280 519 276	100,00	262 278 822 954	100,00	262 278 822 954	100,00
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	28 767 846 000	28 767 846 000	484 039 000	393 069 000	28 676 876 000	28 717 555 610	100,14	28 717 555 610	100,14	28 676 133 881	100,00	28 676 874 737	100,00
14-Ministère de l'Economie et des Finances	43 491 026 000	43 491 026 000	8 608 016 000	8 919 000	34 891 929 000	34 898 440 258	100,02	34 898 440 258	100,02	34 891 920 590	100,00	34 891 920 590	100,00
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3 734 619 000	3 734 619 000	313 689 000	119 534 000	3 540 464 000	3 540 473 400	100,00	3 540 473 400	100,00	3 540 453 835	100,00	3 540 453 835	100,00
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	5 466 363 000	5 466 363 000	1 561 453 000	898 886 000	4 803 796 000	4 804 832 393	100,02	4 803 788 057	100,00	4 803 788 057	100,00	4 803 788 057	100,00
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	6 335 255 000	6 335 255 000	2 855 580 000	1 738 140 000	5 217 815 000	5 218 060 146	100,00	5 218 060 146	100,00	5 217 804 902	100,00	5 217 804 902	100,00
21-Ministère de la Santé	150 210 777 000	150 210 777 000	37 515 704 000	10 122 306 000	122 817 379 000	122 824 952 300	100,01	122 824 952 300	100,01	122 817 371 341	100,00	122 817 371 341	100,00
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	9 907 030 000	9 907 030 000	7 863 518 000	3 094 600 000	5 138 112 000	7 130 461 587	138,78	7 130 461 587	138,78	7 121 527 827	138,60	7 121 527 827	138,60
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	472 266 253 000	472 266 253 000	167 704 435 000	191 775 757 000	496 337 575 000	494 939 054 695	99,72	494 934 175 138	99,72	494 370 400 809	99,60	494 354 145 788	99,60
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	10 337 455 000	10 337 455 000	1 712 837 000	4 868 983 000	13 493 601 000	13 495 735 037	100,02	13 495 735 037	100,02	13 493 591 646	100,00	13 493 591 646	100,00
25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	2 541 580 000	2 541 580 000	1 200 806 000	1 060 318 000	2 401 092 000	2 407 174 778	100,25	2 407 174 778	100,25	2 401 084 058	100,00	2 401 084 058	100,00
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	2 010 277 000	2 010 277 000	586 670 000	487 810 000	1 911 417 000	1 915 930 991	100,24	1 915 930 991	100,24	1 911 408 780	100,00	1 911 408 780	100,00
27-Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	20 906 093 000	20 906 093 000	9 797 862 000	6 873 326 000	17 981 557 000	18 069 088 766	100,49	18 068 702 785	100,48	17 981 542 910	100,00	17 981 542 910	100,00
30-Ministère des Infrastructures	2 875 150 000	2 875 150 000	1 004 305 000	1 225 658 000	3 096 503 000	3 096 497 631	100,00	3 096 497 631	100,00	3 096 497 631	100,00	3 096 497 631	100,00
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	1 986 815 000	1 986 815 000	596 066 000	239 336 000	1 630 085 000	1 630 078 531	100,00	1 630 078 531	100,00	1 630 078 531	100,00	1 630 078 531	100,00
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1 697 323 000	1 697 323 000	261 947 000	582 688 000	2 018 064 000	2 024 224 280	100,31	2 024 224 280	100,31	2 018 058 612	100,00	2 018 058 612	100,00
38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	2 631 618 000	2 631 618 000	813 377 000	658 164 000	2 476 405 000	2 481 385 434	100,20	2 481 385 434	100,20	2 481 156 861	100,19	2 476 394 793	100,00
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	18 487 700 000	18 487 700 000	7 839 963 000	6 862 393 000	17 510 130 000	17 526 635 994	100,09	17 526 635 994	100,09	17 510 113 081	100,00	17 510 113 081	100,00
50-Grande Chancellerie	174 902 000	174 902 000	9 355 000	50 588 000	216 135 000	216 979 961	100,39	216 979 961	100,39	216 132 940	100,00	216 132 940	100,00
51-Conseil Supérieur de la Communication	423 356 000	423 356 000	11 393 000	64 346 000	476 309 000	476 401 244	100,02	476 401 244	100,02	476 306 674	100,00	476 306 674	100,00
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1 030 949 000	1 030 949 000	243 805 000	0	787 144 000	787 142 784	100,00	787 142 784	100,00	787 142 784	100,00	787 142 784	100,00
54-Conseil Constitutionnel	502 479 000	502 479 000	26 277 000	595 000	476 797 000	476 794 537	100,00	476 794 537	100,00	476 794 537	100,00	476 794 537	100,00
55-Conseil d'Etat	781 303 000	781 303 000	69 771 000	47 522 000	759 054 000	761 784 702	100,36	761 784 702	100,36	759 052 223	100,00	759 052 223	100,00
56-Cour des Comptes	1 216 265 000	1 216 265 000	45 919 000	70 237 000	1 240 583 000	1 240 579 920	100,00	1 240 579 920	100,00	1 240 579 920	100,00	1 240 579 920	100,00
57-Cour de Cassation	1 197 598 000	1 197 598 000	703 254 000	527 942 000	1 022 286 000	1 022 283 464	100,00	1 022 283 464	100,00	1 022 283 464	100,00	1 022 283 464	100,00
61-Commission Nationale des Droits Humains	121 448 000	121 448 000	42 270 000	46 000	79 224 000	79 220 786	100,00	79 220 786	100,00	79 220 786	100,00	79 220 786	100,00
99-Dépenses Communes Interministérielles	9 550 493 000	9 550 493 000	2 946 215 000	0	6 604 278 000	15 000 000	0,23	15 000 000	0,23	15 000 000	0,23	15 000 000	0,23
<b>Total général</b>	<b>1 202 216 333 000</b>	<b>1 202 216 333 000</b>	<b>278 582 542 000</b>	<b>253 743 871 000</b>	<b>1 177 377 662 000</b>	<b>1 171 669 030 138</b>	<b>99,52</b>	<b>1 171 652 693 526</b>	<b>99,51</b>	<b>1 170 847 532 774</b>	<b>99,45</b>	<b>1 170 827 256 541</b>	<b>99,44</b>

Source : SIGASPE et SI-N@folo

**Annexe 3: Situation d'exécution des dépenses d'acquisition des biens et services par ministère et institution au 31 décembre 2024 (En FCFA)**

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ANNULATION CP	OUVERTURE CP	CP_CORRIGE	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISES		LIQUIDES		ORDONNANCES	
						Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d	e	f	g=f/e	h	i=h/e	j	k=j/h	l	m=l/e
01-Présidence du Faso	6 440 476 000	6 108 015 000	52 318 000	0	6 055 697 000	5 714 644 648	94,37	5 714 644 648	94,37	5 128 239 695	84,68	5 128 239 695	84,68
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	648 762 000	577 606 000	2 781 000	0	574 825 000	574 430 049	99,93	574 430 049	99,93	574 430 049	99,93	574 430 049	99,93
03-Primature	2 278 411 000	2 121 732 006	219 608 000	0	1 902 124 006	1 876 110 879	98,63	1 876 110 879	98,63	1 842 488 855	96,86	1 842 488 855	96,86
05-Conseil Economique et Social	651 978 000	343 427 000	343 427 000	0	0	0		0		0		0	
09-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	13 796 212 000	12 215 921 000	425 231 000	0	11 790 690 000	11 501 921 009	97,55	11 454 036 945	97,14	11 330 048 107	96,09	11 330 048 107	96,09
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des relations avec les institutions	5 429 603 000	5 471 876 170	342 831 000	0	5 129 045 170	5 068 306 806	98,82	5 067 681 807	98,80	5 066 534 169	98,78	5 066 534 169	98,78
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	25 242 042 000	25 242 042 000	0	0	25 242 042 000	25 242 039 360	100,00	25 242 039 360	100,00	25 241 979 495	100,00	25 241 979 495	100,00
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	21 661 794 000	19 805 476 000	204 895 000	0	19 600 581 000	19 454 486 150	99,25	19 454 486 150	99,25	19 449 133 550	99,23	19 616 054 565	100,08
13-Ministère de la Sécurité	0	1 065 658 000	769 933 000	0	295 725 000	240 342 900	81,27	240 342 900	81,27	238 842 900	80,77	238 842 900	80,77
14-Ministère de l'Economie et des Finances	36 029 519 000	33 358 120 240	2 916 000 000	0	30 442 120 240	30 045 656 787	98,70	30 045 656 787	98,70	30 039 687 585	98,68	30 039 687 585	98,68
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	5 943 838 000	4 713 061 892	13 700 000	0	4 699 361 892	4 695 656 492	99,92	4 695 656 492	99,92	4 692 489 242	99,85	4 692 489 242	99,85
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	2 726 501 000	2 519 080 000	94 603 000	0	2 424 477 000	2 405 940 179	99,24	2 405 266 829	99,21	2 381 844 955	98,24	2 381 844 955	98,24
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	8 254 930 000	5 944 088 000	144 017 000	1 500 000 000	7 300 071 000	7 251 825 680	99,34	7 247 960 180	99,29	7 240 808 207	99,19	7 240 808 207	99,19
21-Ministère de la Santé	26 418 322 000	24 734 243 048	1 028 400 000	0	23 705 843 048	23 639 220 282	99,72	23 637 320 282	99,71	23 578 730 585	99,46	23 578 730 585	99,46
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	2 730 677 000	1 964 244 591	219 993 000	0	1 744 251 591	1 726 452 125	98,98	1 722 569 125	98,76	1 688 027 384	96,78	1 688 027 384	96,78
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	33 671 339 000	48 238 579 704	2 702 622 000	0	45 535 957 704	45 303 153 312	99,49	45 277 605 224	99,43	45 144 634 256	99,14	45 144 234 256	99,14
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	2 769 625 000	2 713 991 000	133 949 000	0	2 580 042 000	2 496 259 496	96,75	2 495 582 096	96,73	2 466 191 310	95,59	2 466 191 310	95,59
25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	620 537 000	671 103 000	56 265 000	0	614 838 000	599 615 566	97,52	595 695 076	96,89	573 278 746	93,24	573 278 746	93,24
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	758 777 000	774 951 000	206 852 000	0	568 099 000	483 465 781	85,10	483 465 781	85,10	481 618 781	84,78	481 618 781	84,78
27-Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	2 188 956 000	1 983 272 000	101 933 000	0	1 881 339 000	1 851 702 890	98,42	1 850 827 890	98,38	1 803 417 060	95,86	1 803 417 060	95,86
30-Ministère des Infrastructures	1 876 080 000	1 842 857 000	56 158 000	0	1 786 699 000	1 772 614 053	99,21	1 764 070 383	98,73	1 749 292 403	97,91	1 749 292 403	97,91
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	2 163 056 000	1 216 454 000	470 624 000	0	745 830 000	745 072 493	99,90	745 072 493	99,90	745 072 493	99,90	745 072 493	99,90
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1 005 118 000	829 615 000	110 693 000	0	718 922 000	677 697 407	94,27	675 697 407	93,99	664 040 807	92,37	664 040 807	92,37
37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	0	126 132 000	0	0	126 132 000	126 132 000	100,00	126 132 000	100,00	126 132 000	100,00	126 132 000	100,00
38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	1 146 602 000	1 146 602 000	355 645 000	0	790 957 000	778 267 224	98,40	778 267 224	98,40	748 354 499	94,61	748 354 499	94,61
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	2 381 534 000	2 271 891 000	136 782 000	0	2 135 109 000	2 079 053 100	97,37	2 078 223 100	97,34	2 048 995 101	95,97	2 043 995 101	95,73
50-Grande Chancellerie	836 657 000	526 035 000	10 000 000	0	516 035 000	516 035 000	100,00	516 035 000	100,00	516 035 000	100,00	516 035 000	100,00
51-Conseil Supérieur de la Communication	558 824 000	464 111 000	16 210 000	0	447 901 000	435 764 859	97,29	434 329 759	96,97	434 033 509	96,90	434 033 509	96,90
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	2 269 766 000	2 018 785 000	58 641 000	0	1 960 144 000	1 956 130 632	99,80	1 956 130 632	99,80	1 936 348 519	98,79	1 936 348 519	98,79
54-Conseil Constitutionnel	432 235 000	372 702 000	10 622 000	0	362 080 000	359 873 773	99,39	359 873 773	99,39	358 723 520	99,07	358 723 520	99,07
55-Conseil d'Etat	316 373 000	316 373 000	0	0	316 373 000	316 373 000	100,00	316 373 000	100,00	316 373 000	100,00	316 373 000	100,00
56-Cour des Comptes	803 545 000	803 545 000	0	0	803 545 000	803 545 000	100,00	803 545 000	100,00	803 545 000	100,00	803 545 000	100,00
57-Cour de Cassation	343 145 000	335 685 000	4 731 000	0	330 954 000	329 616 873	99,60	329 616 873	99,60	321 192 139	97,05	321 192 139	97,05
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	257 872 000	242 529 000	0	0	242 529 000	242 529 000	100,00	242 529 000	100,00	242 529 000	100,00	242 529 000	100,00
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	597 575 000	540 973 000	0	0	540 973 000	540 972 500	100,00	540 972 500	100,00	540 972 500	100,00	540 972 500	100,00
60-Médiateur du Faso	302 783 000	178 908 000	169 038 000	0	9 870 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
61-Commission Nationale des Droits Humains	338 481 000	238 273 000	0	0	238 273 000	238 273 000	100,00	238 273 000	100,00	238 273 000	100,00	238 273 000	100,00
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	4 975 976 000	2 910 893 000	0	0	2 910 893 000	2 910 864 968	100,00	2 910 864 968	100,00	2 910 864 968	100,00	2 910 864 968	100,00
99-Dépenses Communes Interministérielles	17 107 654 000	20 339 966 000	3 070 847 000	0	17 269 119 000	17 179 855 259	99,48	17 179 855 259	99,48	17 143 088 983	99,27	17 143 088 983	99,27
<b>Total général</b>	<b>235 975 575 000</b>	<b>237 288 816 651</b>	<b>14 449 349 000</b>	<b>1 500 000 000</b>	<b>224 339 467 651</b>	<b>222 179 900 532</b>	<b>99,04</b>	<b>222 077 239 871</b>	<b>98,99</b>	<b>220 806 291 372</b>	<b>98,43</b>	<b>220 967 812 387</b>	<b>98,50</b>

Source : SI-N@fobo

**Annexe 4: Situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution au 31 décembre 2024 (En FCFA)**

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ANNULATION CP	OUVERTURE CP	CP_CORRIGE	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISES		LIQUIDES		ORDONNANCES	
	a	b	c	d	e	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
						f	g=f/e	h	i=h/e	j	k=j/h	l	m=l/e
01-Présidence de Faso	16 503 903 000	16 092 262 000	1 479 000	0	16 090 783 000	16 090 783 000	100,00	16 090 783 000	100,00	16 090 783 000	100,00	16 090 783 000	100,00
03-Primature	5 402 960 000	4 226 033 968	216 668 000	0	4 009 365 968	3 960 479 294	98,78	3 954 447 294	98,63	3 921 513 331	97,81	3 921 513 331	97,81
04-Parlement	10 070 857 000	10 070 857 000	0	0	10 070 857 000	10 070 857 000	100,00	10 070 857 000	100,00	10 070 857 000	100,00	10 070 857 000	100,00
05-Conseil Economique et Social	4 640 000	4 640 000	4 640 000	0	0	0		0		0		0	
09-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	16 687 512 000	16 686 361 000	499 731 000	0		16 102 347 274		16 102 347 274		15 893 045 477		15 893 045 477	
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des relations avec les institutions	2 256 962 000	1 791 931 830	16 500 000	0	1 775 431 830	1 773 231 354	99,88	1 773 231 354	99,88	1 772 852 175	99,85	1 772 852 175	99,85
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	16 442 643 000	16 442 643 000	0	0	16 442 643 000	16 442 643 000	100,00	16 442 643 000	100,00	16 442 643 000	100,00	16 442 643 000	100,00
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	2 430 357 000	1 983 849 000	1 247 470 000	0	736 379 000	736 379 000	100,00	736 379 000	100,00	736 379 000	100,00	734 579 000	99,76
13-Ministère de la Sécurité	0	29 761 000	13 427 000	0	16 334 000	16 171 000	99,00	16 171 000	99,00	16 171 000	99,00	16 171 000	99,00
14-Ministère de l'Economie et des Finances	57 837 370 000	42 696 005 760	2 782 906 000	0	39 913 099 760	39 913 085 859	100,00	39 913 085 859	100,00	39 913 085 859	100,00	39 913 085 859	100,00
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	6 893 744 000	7 063 802 108	0	0	7 063 802 108	7 063 802 108	100,00	7 063 802 108	100,00	7 063 802 108	100,00	7 063 802 108	100,00
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	10 508 926 000	9 255 038 000	150 000 000	0	9 105 038 000	8 986 252 298	98,70	8 986 252 298	98,70	8 985 723 141	98,69	8 985 723 141	98,69
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	9 245 659 000	9 544 644 000	18 387 000	0	9 526 257 000	9 525 994 200	100,00	9 525 994 200	100,00	9 525 994 200	100,00	9 525 994 200	100,00
21-Ministère de la Santé	74 787 357 000	72 378 841 000	44 874 000	0	72 333 967 000	72 155 517 032	99,75	72 155 517 032	99,75	72 152 815 617	99,75	72 152 815 617	99,75
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	11 266 740 000	11 021 965 151	65 263 000	0	10 956 702 151	10 852 185 557	99,05	10 852 185 557	99,05	10 852 185 557	99,05	10 852 185 557	99,05
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	50 077 805 000	50 095 350 589	1 799 409 000	0	48 295 941 589	48 194 827 136	99,79	47 979 140 736	99,34	47 814 781 146	99,00	47 814 781 146	99,00
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	76 342 427 000	75 778 855 000	868 715 000	0	74 910 140 000	74 910 139 658	100,00	74 910 139 658	100,00	74 909 139 658	100,00	74 909 139 658	100,00
25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	13 265 366 000	12 921 494 000	22 349 000	0	12 899 145 000	12 887 510 100	99,91	12 887 510 100	99,91	12 887 506 100	99,91	12 887 506 100	99,91
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	6 325 277 000	5 708 290 000	11 625 000	0	5 696 665 000	5 696 664 000	100,00	5 696 664 000	100,00	5 696 664 000	100,00	5 696 664 000	100,00
27-Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	4 602 841 000	4 092 045 000	708 200 000	0	3 383 845 000	3 383 844 292	100,00	3 383 844 292	100,00	3 204 699 660	94,71	3 204 699 660	94,71
30-Ministère des Infrastructures	567 114 000	567 114 000	0	0	567 114 000	566 414 000	99,88	566 414 000	99,88	566 414 000	99,88	566 414 000	99,88
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	472 308 000	472 308 000	0	0	472 308 000	472 308 000	100,00	472 308 000	100,00	472 308 000	100,00	472 308 000	100,00
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1 310 423 000	934 423 000	0	0	934 423 000	884 423 000	94,65	884 423 000	94,65	884 423 000	94,65	884 423 000	94,65
38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	200 000 000	200 000 000	0	0	200 000 000	200 000 000	100,00	200 000 000	100,00	197 500 000	98,75	197 500 000	98,75
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	4 447 922 000	4 180 747 000	96 014 000	0	4 084 733 000	4 082 102 000	99,94	4 082 102 000	99,94	4 081 402 000	99,92	4 081 402 000	99,92
51-Conseil Supérieur de la Communication	137 374 000	137 374 000	0	0	137 374 000	137 374 000	100,00	137 374 000	100,00	137 374 000	100,00	137 374 000	100,00
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	10 200 000	10 200 000	0	0	10 200 000	10 200 000	100,00	10 200 000	100,00	10 200 000	100,00	10 200 000	100,00
54-Conseil Constitutionnel	2 294 000	2 297 000	0	0	2 297 000	2 297 000	100,00	2 297 000	100,00	2 297 000	100,00	2 297 000	100,00
55-Conseil d'Etat	1 220 000	1 220 000	0	0	1 220 000	1 220 000	100,00	1 220 000	100,00	1 220 000	100,00	1 220 000	100,00
56-Cour des Comptes	8 500 000	8 500 000	0	0	8 500 000	8 500 000	100,00	8 500 000	100,00	8 500 000	100,00	8 500 000	100,00
57-Cour de Cassation	205 014 000	202 014 000	0	0	202 014 000	202 000 000	99,99	202 000 000	99,99	202 000 000	99,99	202 000 000	99,99
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	249 101 000	249 101 000	0	0	249 101 000	249 101 000	100,00	249 101 000	100,00	249 101 000	100,00	249 101 000	100,00
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	94 487 000	93 487 000	0	0	93 487 000	93 487 000	100,00	93 487 000	100,00	93 487 000	100,00	93 487 000	100,00
60-Médiateur de Faso	419 595 000	389 124 000	314 432 000	0	74 692 000	74 691 562	100,00	74 691 562	100,00	74 691 562	100,00	74 691 562	100,00
61-Commission Nationale des Droits Humains	153 753 000	98 391 000	0	0	98 391 000	98 391 000	100,00	98 391 000	100,00	98 391 000	100,00	98 391 000	100,00
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	19 077 893 000	100 000 000	0	0	100 000 000	100 000 000	100,00	100 000 000	100,00	100 000 000	100,00	100 000 000	100,00
99-Dépenses Communes Interministérielles	131 837 925 000	196 892 925 000	19 226 624 000	50 000 000 000	227 666 301 000	227 224 877 279	99,81	227 224 877 279	99,81	227 223 097 743	99,81	227 223 097 743	99,81
<b>Total général</b>	<b>550 148 469 000</b>	<b>572 423 894 406</b>	<b>28 108 713 000</b>	<b>50 000 000 000</b>	<b>578 128 551 406</b>	<b>593 170 099 003</b>	<b>102,60</b>	<b>592 948 380 603</b>	<b>102,56</b>	<b>592 353 047 334</b>	<b>102,46</b>	<b>592 351 247 334</b>	<b>102,46</b>

Source : SI-N@folo

**Annexe 5: Situation d'exécution des dépenses d'investissement exécuté par l'Etat, par ministère et institution au 31 décembre 2024 (En FCFA)**

MINISTERES ET INSTITUTIONS	AE_INT	AE_AJUST	ANNULLATION AE	OUVREURE AE	AE_CORRIGE	CP_INT	CP_AJUST*	ANNULLATION CP	OUVREURE CP	CP_CORRIGE	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISES		LIQUIDES		ORDONNANCES		
	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	
	k	l=k/j	m	n=m/j	o	p=o/m	q	r=q/j											
01-Présidence du Faso	30 621 262 000	131 450 673 000	0	0	131 450 673 000	36 621 262 000	150 450 673 000	0	0	150 450 673 000	100,00	150 450 673 000	100,00	150 450 673 000	100,00	150 450 673 000	100,00	150 450 673 000	100,00
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	320 000 000	320 000 000	0	0	320 000 000	320 000 000	320 000 000	0	0	320 000 000	100,00	319 989 000	100,00	319 989 000	100,00	16 139 000	5,04	16 139 000	5,04
03-Présidence	2 100 000 000	805 000 000	191 300 000	0	613 700 000	2 100 000 000	898 061 026	206 210 000	0	691 851 026	688 295 843	99,49	688 295 843	99,49	427 355 843	61,75	427 355 843	61,75	
04-Parlement	0	0	0	0	0	9 500 000 000	4 927 143 000	6 200 000	0	4 920 943 000	4 920 943 000	100,00	4 920 943 000	100,00	4 920 943 000	100,00	4 920 943 000	100,00	
05-Conseil Economique et Social	158 526 000	0	0	0	0	158 526 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
09-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	34 102 429 000	22 758 081 000	1 827 797 000	0	20 930 284 000	42 937 626 000	30 286 642 000	2 104 136 000	0	28 182 506 000	28 159 532 566	99,92	27 825 392 566	98,73	19 084 615 280	67,72	19 084 615 280	67,72	
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des relations avec les institutions	10 990 502 000	10 920 367 000	337 517 000	0	10 582 850 000	8 530 315 000	7 062 761 000	342 177 000	0	6 720 584 000	6 704 339 801	99,76	6 704 339 801	99,76	6 057 510 478	90,13	6 057 510 478	90,13	
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	236 986 117 000	195 078 117 000	0	0	195 078 117 000	316 736 117 000	274 828 117 000	0	195 078 117 000	274 828 117 000	100,00	274 828 117 000	100,00	274 828 117 000	100,00	274 828 117 000	100,00		
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkina de l'Extérieur	1 560 000 000	1 531 867 000	0	0	1 531 867 000	1 560 000 000	1 536 867 000	5 000 000	0	1 531 867 000	1 526 545 186	99,65	1 526 545 186	99,65	1 526 545 186	99,65	1 526 545 186	99,65	
13-Ministère de la Sécurité	0	12 835 157 000	4 175 661 000	0	8 659 496 000	0	14 451 319 000	5 115 302 000	0	9 336 017 000	9 265 180 040	99,24	9 265 180 040	99,24	9 246 180 040	99,04	9 246 180 040	99,04	
14-Ministère de l'Economie et des Finances	19 688 568 000	17 088 568 000	2 747 594 000	0	14 340 974 000	26 372 851 000	23 204 851 000	3 204 996 000	0	19 999 855 000	19 984 101 123	99,92	19 984 101 123	99,92	19 984 101 123	99,92	19 984 101 123	99,92	
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1 726 399 000	1 522 862 000	21 986 000	0	1 500 876 000	1 876 399 000	1 597 829 000	21 986 000	0	1 575 843 000	1 575 841 103	100,00	1 575 841 103	100,00	1 575 841 103	100,00	1 575 841 103	100,00	
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	4 040 846 000	4 040 846 000	63 991 000	0	3 976 855 000	4 255 397 000	3 356 215 000	63 991 000	0	3 292 224 000	3 291 327 150	99,97	3 291 327 150	99,97	3 125 150 934	94,93	3 125 150 934	94,93	
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	3 197 350 000	2 758 119 000	35 173 000	0	2 722 946 000	3 286 832 000	3 054 839 000	131 699 000	0	2 923 140 000	2 917 149 350	99,80	2 917 149 350	99,80	2 917 149 350	99,80	2 917 149 350	99,80	
21-Ministère de la Santé	16 600 955 000	11 290 155 000	0	0	11 290 155 000	74 291 325 000	64 793 756 952	15 048 000	0	64 551 908 952	64 555 159 235	100,01	64 555 159 235	100,01	64 319 646 947	99,66	64 319 646 947	99,66	
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	2 400 000 000	2 029 684 000	260 629 000	0	1 769 055 000	26 058 335 000	25 630 690 258	11 653 807 000	0	13 984 803 258	14 002 750 199	100,13	13 999 888 699	100,11	13 973 679 297	99,92	13 973 679 297	99,92	
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	22 117 800 000	15 555 803 000	3 075 057 000	0	12 480 746 000	19 085 270 000	12 948 703 707	3 836 182 000	0	9 112 521 707	9 051 051 904	99,33	9 027 469 604	99,07	8 747 312 727	95,89	8 747 312 727	95,89	
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	5 019 477 000	4 827 745 000	1 246 511 212	0	3 581 233 788	14 028 387 000	12 367 363 000	4 501 146 000	0	7 866 217 000	7 684 939 599	97,70	7 676 522 098	97,59	5 119 167 875	65,08	5 119 167 875	65,08	
25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	1 885 448 000	16 289 748 000	15 011 030 000	0	1 278 718 000	1 933 048 000	16 317 348 000	15 049 162 000	0	1 268 186 000	1 267 008 101	99,91	1 267 008 101	99,91	1 267 008 101	99,91	1 267 008 101	99,91	
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	1 900 671 000	8 952 000	0	0	8 952 000	3 485 933 000	3 327 985 000	73 652 000	0	3 354 333 000	3 246 748 975	99,77	3 246 748 975	99,77	2 409 893 171	74,05	2 409 893 171	74,05	
27-Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	18 429 947 000	28 342 112 000	2 231 662 000	0	26 110 450 000	53 142 824 000	63 875 309 000	4 169 047 000	0	59 706 462 000	59 512 283 195	99,67	59 508 284 253	99,67	57 598 686 111	96,47	57 602 886 111	96,48	
30-Ministère des Infrastructures	17 306 482 000	12 221 147 000	9 019 558 000	0	3 201 589 000	64 400 670 000	58 472 312 000	20 321 101 000	0	38 151 211 000	38 151 022 566	100,00	38 151 022 566	100,00	38 111 211 528	99,90	38 111 211 528	99,90	
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	1 332 551 000	830 911 000	702 823 000	0	128 088 000	1 433 801 000	1 123 617 000	702 823 000	0	420 794 000	419 789 258	99,76	419 789 258	99,76	419 789 258	99,76	419 789 258	99,76	
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	8 255 528 000	7 707 590 872	0	0	7 707 590 872	10 627 535 000	8 087 737 000	0	7 707 737 000	4 820 404 514	59,60	4 793 875 972	59,27	4 793 875 972	59,27	4 793 875 972	59,27		
38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	2 103 180 000	1 314 285 000	213 375 000	0	1 100 910 000	2 375 727 000	1 586 832 000	222 883 000	0	1 363 949 000	1 361 890 992	99,95	1 361 890 992	99,95	941 124 830	69,00	941 124 830	69,00	
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	27 973 300 000	30 439 990 000	4 947 853 804	0	25 492 136 196	39 698 302 000	36 776 864 000	4 743 859 000	0	32 033 005 000	30 885 352 139	96,42	30 869 027 139	96,37	29 629 022 531	92,50	29 628 536 531	92,49	
50-Grande Chancellerie	0	0	0	0	0	0	64 000 000	0	0	64 000 000	100,00	64 000 000	100,00	64 000 000	100,00	64 000 000	100,00		
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	100 000 000	43 975 000	0	0	43 975 000	100 000 000	43 975 000	0	0	43 975 000	100,00	43 975 000	100,00	43 975 000	100,00	43 975 000	100,00		
54-Conseil Constitutionnel	10 000 000	5 000 000	0	0	5 000 000	15 000 000	10 000 000	0	0	10 000 000	9 925 000	99,25	9 925 000	99,25	9 925 000	99,25	9 925 000	99,25	
55-Conseil d'Etat	38 000 000	38 000 000	0	0	38 000 000	38 000 000	38 000 000	0	0	38 000 000	100,00	38 000 000	100,00	38 000 000	100,00	38 000 000	100,00		
56-Cour des Comptes	20 000 000	20 000 000	0	0	20 000 000	20 000 000	20 000 000	0	0	20 000 000	100,00	20 000 000	100,00	20 000 000	100,00	20 000 000	100,00		
57-Cour de Cassation	195 000 000	195 000 000	0	0	195 000 000	195 000 000	195 000 000	0	0	195 000 000	100,00	195 000 000	100,00	195 000 000	100,00	195 000 000	100,00		
58-Commission de l'Informatique et des Libertés	115 000 000	115 000 000	0	0	115 000 000	165 000 000	165 000 000	0	0	165 000 000	100,00	165 000 000	100,00	165 000 000	100,00	165 000 000	100,00		
60-Médiateur du Faso	20 000 000	0	0	0	0	20 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	12 738 900 000	12 738 900 000	0	0	12 738 900 000	13 669 698 000	13 669 698 000	0	0	13 669 698 000	100,00	13 669 697 787	100,00	13 669 697 787	100,00	13 669 697 787	100,00		
99-Dépenses Communes Interministérielles	750 000 000	750 000 000	359 121 000	0	390 879 000	238 602 420 000	169 235 406 000	73 898 548 000	29 720 676 000	125 057 534 000	104 534 153 870	83,59	104 534 153 870	83,59	104 534 153 870	83,59	104 534 153 870	83,59	
<b>Total général</b>	<b>484 784 238 000</b>	<b>545 873 654 872</b>	<b>46 468 639 016</b>	<b>0</b>	<b>499 405 015 856</b>	<b>1 017 600 900 000</b>	<b>1 004 643 113 943</b>	<b>150 225 835 000</b>	<b>29 720 676 000</b>	<b>883 837 954 943</b>	<b>858 330 176 071</b>	<b>97,11</b>	<b>857 314 422 276</b>	<b>97,07</b>	<b>840 240 370 917</b>	<b>95,07</b>	<b>840 244 084 917</b>	<b>95,07</b>	

Source : SI-N@folo

**Annexe 6 : Situation d'exécution des Crédits de paiement par ministère et institution et par programme budgétaire, hors charges dette, dépenses de personnel, et financements extérieurs au 31 décembre 2024 (en FCFA)**

MINISTÈRES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ANNULATION CP	OUVERTURE CP	CP_CORRIGE	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISES		LIQUIDES		ORDONNANCES	
						Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
						f	g=/e	h	i=h/e	j	k=j/h	l	m=l/e
a	b	c	d	e	f	g=/e	h	i=h/e	j	k=j/h	l	m=l/e	
01 Présidence du Faso	59 565 641 000	172 650 950 000	53 797 000	0	172 597 153 000	172 256 100 223	99,80	172 256 100 223	99,80	171 669 695 270	99,46	171 669 695 270	99,46
001 Pilotage de l'action présidentielle	54 914 162 000	167 999 471 000	52 318 000	0	167 947 153 000	167 606 100 223	99,80	167 606 100 223	99,80	167 019 695 270	99,45	167 019 695 270	99,45
002 Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action publique	451 479 000	451 479 000	1 479 000	0	450 000 000	450 000 000	100,00	450 000 000	100,00	450 000 000	100,00	450 000 000	100,00
003 Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	4 200 000 000	4 200 000 000	0	0	4 200 000 000	4 200 000 000	100,00	4 200 000 000	100,00	4 200 000 000	100,00	4 200 000 000	100,00
02 Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	968 762 000	897 606 000	2 781 000	0	894 825 000	894 419 049	99,95	894 419 049	99,95	590 569 049	66,00	590 569 049	66,00
004 Organisation du travail gouvernemental	968 762 000	897 606 000	2 781 000	0	894 825 000	894 419 049	99,95	894 419 049	99,95	590 569 049	66,00	590 569 049	66,00
03 Primature	9 781 371 000	7 245 827 000	642 486 000	0	6 603 341 000	6 524 886 016	98,81	6 518 854 016	98,72	6 191 238 029	93,76	6 191 238 029	93,76
005 Soutien à l'action de la Primature	3 988 411 000	2 950 473 000	399 988 000	0	2 550 485 000	2 496 335 813	97,88	2 496 335 813	97,88	2 186 363 184	85,72	2 186 363 184	85,72
006 Appui à la gouvernance	1 262 514 000	1 210 624 000	165 699 000	0	1 044 925 000	1 036 108 253	99,16	1 031 451 253	98,71	1 030 706 758	98,64	1 030 706 758	98,64
007 Pilotage des projets stratégiques	1 038 746 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
008 Promotion du capital humain	3 491 700 000	3 084 730 000	76 799 000	0	3 007 931 000	2 992 441 950	99,49	2 991 066 950	99,44	2 974 168 087	98,88	2 974 168 087	98,88
04 Parlement	19 570 857 000	14 998 000 000	6 200 000	0	14 991 800 000	14 991 800 000	100,00	14 991 800 000	100,00	14 991 800 000	100,00	14 991 800 000	100,00
134 Fonction parlementaire	19 570 857 000	14 998 000 000	6 200 000	0	14 991 800 000	14 991 800 000	100,00	14 991 800 000	100,00	14 991 800 000	100,00	14 991 800 000	100,00
05 Conseil Economique et Social	795 144 000	348 067 000	348 067 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
009 Conseil Economique et Social	795 144 000	348 067 000	348 067 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
09 Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	73 421 350 000	59 188 924 000	3 029 098 000	0	56 159 826 000	55 763 800 849	99,29	55 381 776 775	98,61	46 307 708 864	82,46	46 307 708 864	82,46
010 Sureté de l'Etat	3 218 057 000	2 218 057 000	0	0	2 218 057 000	2 218 057 000	100,00	2 218 057 000	100,00	2 218 057 000	100,00	2 218 057 000	100,00
011 Administration du territoire	4 174 696 000	3 767 376 000	380 899 000	0	3 386 477 000	3 308 688 480	97,70	3 307 563 480	97,67	3 269 532 721	96,55	3 269 532 721	96,55
012 Sécurité intérieure	47 999 721 000	33 762 717 000	202 744 000	0	33 559 973 000	33 277 708 465	99,00	33 184 414 455	98,88	24 519 244 420	73,06	24 519 244 420	73,06
013 Protection Civile	3 929 837 000	3 620 960 000	158 695 000	0	3 462 265 000	3 378 886 693	97,59	3 378 886 693	97,59	3 098 795 698	89,50	3 098 795 698	89,50
014 Décentralisation	10 743 085 000	10 573 083 000	84 634 000	0	10 488 449 000	10 485 079 302	99,97	10 485 079 302	99,97	10 463 303 334	99,76	10 463 303 334	99,76
015 Etat civil	294 629 000	292 629 000	28 999 000	0	263 630 000	218 238 446	82,78	218 238 446	82,78	180 890 126	68,62	180 890 126	68,62
016 Pilotage et soutien des services du MATD	3 061 325 000	2 646 311 000	259 713 000	0	2 386 598 000	2 239 825 228	93,85	2 205 424 164	92,41	2 201 535 565	92,25	2 201 535 565	92,25
018 Transports et météorologie	0	1 772 536 000	1 740 151 000	0	32 385 000	29 920 235	92,39	27 116 235	83,73	1 000 000	3,09	1 000 000	3,09
019 Mobilité et sécurité routière	0	535 255 000	173 263 000	0	361 992 000	357 397 000	98,73	356 997 000	98,62	355 350 000	98,17	355 350 000	98,17
10 Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des relations avec les institutions	16 216 880 000	14 326 569 000	701 508 000	0	13 625 061 000	13 545 867 961	99,42	13 545 242 962	99,41	12 896 896 822	94,66	12 896 896 822	94,66
017 Administration judiciaire	6 145 169 000	5 060 380 000	247 220 000	0	4 813 160 000	4 788 513 040	99,49	4 788 463 040	99,49	4 139 847 889	86,01	4 139 847 889	86,01
018 Administration pénitentiaire	7 910 396 000	7 275 478 000	231 731 000	0	7 043 747 000	7 025 283 068	99,74	7 024 758 069	99,73	7 008 225 767	99,50	7 008 225 767	99,50
019 Droits humains	432 252 000	423 892 000	22 369 000	0	401 523 000	393 084 467	97,90	393 034 467	97,89	426 306 288	106,17	426 306 288	106,17
020 Civisme et citoyenneté	392 573 000	365 348 000	65 348 000	0	300 000 000	291 292 204	97,10	291 292 204	97,10	289 633 273	96,54	289 633 273	96,54
021 Pilotage et soutien	1 236 490 000	1 107 323 000	123 942 000	0	983 381 000	965 872 182	98,22	965 872 182	98,22	951 060 605	96,71	951 060 605	96,71
124 Relations avec le Parlement	100 000 000	94 148 000	10 898 000	0	83 250 000	81 823 000	98,29	81 823 000	98,29	81 823 000	98,29	81 823 000	98,29
11 Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	358 420 802 000	316 512 802 000	0	0	316 512 802 000	316 512 799 360	100,00	316 512 799 360	100,00	316 512 739 495	100,00	316 512 739 495	100,00
022 Défense	195 004 455 000	193 866 455 000	0	0	193 866 455 000	193 866 455 000	100,00	193 866 455 000	100,00	193 866 455 000	100,00	193 866 455 000	100,00
023 Préparation et emploi des forces	48 820 403 000	48 820 403 000	0	0	48 820 403 000	48 820 403 000	100,00	48 820 403 000	100,00	48 820 403 000	100,00	48 820 403 000	100,00
024 Equipement des forces	22 881 801 000	22 881 801 000	0	0	22 881 801 000	22 881 801 000	100,00	22 881 801 000	100,00	22 881 801 000	100,00	22 881 801 000	100,00
025 Appui à la sécurité publique et à la protection civile	6 489 102 000	6 489 102 000	0	0	6 489 102 000	6 489 102 000	100,00	6 489 102 000	100,00	6 489 102 000	100,00	6 489 102 000	100,00
026 Renforcement du lien Armée-Nation	1 782 053 000	1 782 053 000	0	0	1 782 053 000	1 782 053 000	100,00	1 782 053 000	100,00	1 782 053 000	100,00	1 782 053 000	100,00
027 Pilotage et soutien	83 442 988 000	42 672 988 000	0	0	42 672 988 000	42 672 985 360	100,00	42 672 985 360	100,00	42 672 925 495	100,00	42 672 925 495	100,00
12 Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	25 652 151 000	23 326 192 000	1 457 365 000	0	21 868 827 000	21 717 410 336	99,31	21 717 410 336	99,31	21 712 057 756	99,28	21 877 178 515	100,04
028 Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	19 788 402 000	18 593 537 000	43 408 000	0	18 550 129 000	18 515 818 752	99,82	18 515 818 752	99,82	18 515 818 752	99,82	18 543 018 752	99,96
029 Intégration africaine	1 828 507 000	1 644 371 000	1 221 285 000	0	423 086 000	407 343 300	96,28	407 343 300	96,28	407 343 300	96,28	407 343 300	96,28
030 Pilotage et soutien aux services du Ministère	3 118 370 000	2 342 842 000	112 958 000	0	2 229 884 000	2 137 951 659	95,88	2 137 951 659	95,88	2 132 599 059	95,64	2 212 520 074	99,22
137 Gestion des Burkinabé de l'extérieur	916 872 000	745 442 000	79 714 000	0	665 728 000	656 296 625	98,58	656 296 625	98,58	656 296 625	98,58	714 296 625	107,30

Rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat, exercice 2024, au 31 décembre

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ANNULATION CP	OUVERTURE CP	CP_CORRIGE	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISES		LIQUIDES		ORDONNANCES	
						Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
						f	g=f/e	h	i=h/e	j	k=j/h	l	m=l/e
a	b	c	d	e	f	g=f/e	h	i=h/e	j	k=j/h	l	m=l/e	
<b>13 Ministère de la Sécurité</b>	0	15 546 738 000	5 898 662 000	0	9 648 076 000	9 521 693 940	98,69	9 521 693 940	98,69	9 501 193 940	98,48	9 501 193 940	98,48
010 Sureté de l'Etat	0	1 000 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000	100,00	1 000 000 000	100,00	1 000 000 000	100,00	1 000 000 000	100,00
012 Sécurité intérieure	0	14 460 963 000	5 840 110 000	0	8 620 853 000	8 514 005 940	98,76	8 514 005 940	98,76	8 495 005 940	98,54	8 495 005 940	98,54
139 Pilotage et soutien des services du Ministère de la Sécurité	0	85 775 000	58 552 000	0	27 223 000	7 688 000	28,24	7 688 000	28,24	6 188 000	22,73	6 188 000	22,73
<b>14 Ministère de l'Economie et des Finances</b>	120 239 740 000	99 258 977 000	8 903 902 000	0	90 355 075 000	89 942 843 769	99,54	89 942 843 769	99,54	89 936 874 567	99,54	89 936 874 567	99,54
032 Pilotage de l'Economie et du développement	53 910 682 000	37 563 580 000	1 275 375 000	0	36 288 205 000	36 282 878 410	99,99	36 282 878 410	99,99	36 282 878 210	99,99	36 282 878 210	99,99
033 Mobilisation des ressources	24 133 476 000	22 267 902 000	3 177 861 000	0	19 090 041 000	19 101 935 172	100,06	19 101 935 172	100,06	19 101 935 172	100,06	19 101 935 172	100,06
034 Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	3 849 952 000	2 906 183 000	872 368 000	0	2 033 815 000	2 008 838 932	98,77	2 008 838 932	98,77	2 008 238 930	98,74	2 008 238 930	98,74
036 Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	2 676 285 000	2 346 211 000	423 254 000	0	1 922 957 000	1 921 957 000	99,95	1 921 957 000	99,95	1 916 588 000	99,67	1 916 588 000	99,67
038 Pilotage et soutien des services du ministère	35 669 345 000	34 175 101 000	3 155 044 000	0	31 020 057 000	30 627 234 255	98,73	30 627 234 255	98,73	30 627 234 255	98,73	30 627 234 255	98,73
<b>17 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale</b>	14 713 981 000	13 374 693 000	35 686 000	0	13 339 007 000	13 335 299 703	99,97	13 335 299 703	99,97	13 332 132 453	99,95	13 332 132 453	99,95
042 Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	8 162 215 000	7 574 896 000	17 591 000	0	7 557 305 000	7 554 063 427	99,96	7 554 063 427	99,96	7 552 173 177	99,93	7 552 173 177	99,93
043 Réforme de l'administration	225 000 000	175 000 000	0	0	175 000 000	175 000 000	100,00	175 000 000	100,00	175 000 000	100,00	175 000 000	100,00
044 Travail décent	5 246 529 000	4 652 547 000	18 095 000	0	4 634 452 000	4 634 050 489	99,99	4 634 050 489	99,99	4 632 773 489	99,96	4 632 773 489	99,96
045 Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	1 080 237 000	972 250 000	0	0	972 250 000	972 185 787	99,99	972 185 787	99,99	972 185 787	99,99	972 185 787	99,99
<b>18 Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme</b>	17 490 824 000	15 130 333 000	308 594 000	0	14 821 739 000	14 683 519 627	99,07	14 682 846 277	99,06	14 492 719 030	97,78	14 492 719 030	97,78
039 Culture	3 218 500 000	2 366 493 000	1 500 000	0	2 364 993 000	2 363 138 700	99,92	2 363 138 700	99,92	2 362 638 700	99,90	2 362 638 700	99,90
040 Tourisme	2 009 418 000	1 787 168 000	63 991 000	0	1 723 177 000	1 721 054 596	99,88	1 721 054 596	99,88	1 559 678 380	90,51	1 559 678 380	90,51
046 Communication	10 076 267 000	8 862 886 000	159 460 000	0	8 703 426 000	8 696 148 896	99,92	8 696 148 896	99,92	8 693 237 576	99,88	8 693 237 576	99,88
047 Pilotage et soutien	2 186 639 000	2 113 786 000	83 643 000	0	2 030 143 000	1 902 504 085	93,71	1 902 504 085	93,71	1 877 164 374	92,46	1 877 164 374	92,46
<b>20 Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi</b>	20 787 421 000	18 543 571 000	294 103 000	1 500 000 000	19 749 468 000	19 694 969 230	99,72	19 691 103 730	99,70	19 683 951 757	99,67	19 683 951 757	99,67
052 Sport et activités physiques	9 033 194 000	8 660 525 000	99 452 000	1 500 000 000	10 061 073 000	10 048 530 364	99,88	10 048 530 364	99,87	10 047 682 614	99,87	10 047 682 614	99,87
053 Loisirs	186 452 000	170 282 000	0	0	170 282 000	150 155 268	88,18	147 095 768	86,38	145 136 531	85,23	145 136 531	85,23
054 Pilotage et soutien des services du MSL	2 213 608 000	2 138 686 000	157 076 000	0	1 981 610 000	1 971 890 067	99,51	1 971 890 067	99,51	1 968 145 081	99,32	1 968 145 081	99,32
101 Jeunesse	1 210 995 000	1 108 956 000	2 000 000	0	1 106 956 000	1 102 345 388	99,58	1 101 935 388	99,55	1 101 935 388	99,55	1 101 935 388	99,55
102 Formation professionnelle	5 918 116 000	4 692 538 000	0	0	4 692 538 000	4 688 982 647	99,92	4 688 736 647	99,92	4 688 426 647	99,91	4 688 426 647	99,91
103 Promotion de l'emploi	2 225 056 000	1 772 584 000	35 575 000	0	1 737 009 000	1 733 065 496	99,77	1 733 065 496	99,77	1 732 625 496	99,75	1 732 625 496	99,75
<b>21 Ministère de la Santé</b>	175 497 004 000	161 816 841 000	1 225 122 000	0	160 591 719 000	160 349 896 549	99,85	160 347 996 549	99,85	160 061 193 149	99,67	160 061 193 149	99,67
055 Offre de soin	56 704 249 000	47 480 629 000	42 000 000	0	47 438 629 000	47 328 955 119	99,77	47 328 955 119	99,77	47 235 271 326	99,57	47 235 271 326	99,57
056 Santé publique	38 467 501 000	35 473 048 000	63 999 000	0	35 409 049 000	35 346 285 881	99,82	35 344 385 881	99,82	35 316 854 617	99,74	35 316 854 617	99,74
057 Pilotage et soutien aux services de la Santé	58 838 264 000	58 355 696 000	864 642 000	0	57 491 054 000	57 320 895 608	99,70	57 320 895 608	99,70	57 289 837 175	99,65	57 289 837 175	99,65
146 Accès aux produits de santé	21 486 990 000	20 507 468 000	254 481 000	0	20 252 987 000	20 353 759 941	100,50	20 353 759 941	100,50	20 219 230 031	99,83	20 219 230 031	99,83
<b>22 Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale</b>	40 055 952 000	38 624 900 000	11 939 143 000	0	26 685 757 000	26 581 387 881	99,61	26 574 643 381	99,58	26 513 892 238	99,36	26 513 892 238	99,36
048 Femme et du genre	432 888 000	386 118 000	58 136 000	0	327 982 000	324 297 831	98,88	322 966 831	98,47	319 012 879	97,27	319 012 879	97,27
049 Enfance et famille	2 687 481 000	2 412 446 238	69 368 000	0	2 343 078 238	2 230 024 301	95,17	2 228 073 301	95,09	2 225 490 549	94,08	2 225 490 549	94,08
050 Solidarité nationale et gestion des catastrophes	34 984 827 000	34 161 182 762	11 718 932 000	0	22 442 250 762	22 458 098 386	100,07	22 454 635 886	100,06	22 413 367 124	99,87	22 413 367 124	99,87
051 Pilotage et soutien des services du Ministère	1 950 756 000	1 665 153 000	92 707 000	0	1 572 446 000	1 568 967 363	99,78	1 568 967 363	99,78	1 556 021 686	98,96	1 556 021 686	98,96
<b>23 Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales</b>	102 834 414 000	111 282 634 000	8 338 213 000	0	102 944 421 000	102 549 032 352	99,62	102 284 215 564	99,36	101 706 728 129	98,80	101 706 728 129	98,80
058 Accès à l'éducation formelle	42 177 876 000	54 253 921 000	4 897 374 000	0	49 356 547 000	49 301 963 481	99,89	49 086 277 081	99,45	48 794 013 720	98,86	48 794 013 720	98,86
059 Qualité de l'éducation formelle	48 532 155 000	46 257 313 000	2 389 648 000	0	43 867 665 000	43 767 442 918	99,77	43 741 941 948	99,71	43 573 063 285	99,33	43 573 063 285	99,33
060 Accès et qualité de l'éducation non formelle	3 025 000 000	2 766 047 000	59 252 000	0	2 706 795 000	2 668 569 279	98,59	2 668 569 279	98,59	2 668 569 279	98,59	2 668 569 279	98,59
061 Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	9 099 383 000	8 005 353 000	991 939 000	0	7 013 414 000	6 811 056 674	97,11	6 787 427 256	96,78	6 671 081 845	95,12	6 671 081 845	95,12
<b>24 Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation</b>	93 140 439 000	90 860 209 000	5 593 810 000	0	85 356 399 000	85 091 338 753	99,69	85 082 243 852	99,68	82 494 498 843	96,65	82 494 498 843	96,65
062 Enseignement supérieur	41 932 527 000	41 370 393 000	3 505 761 000	0	37 864 632 000	37 973 507 656	100,29	37 973 507 656	100,29	37 343 932 387	98,62	37 343 932 387	98,62
063 Fourniture des services sociaux aux étudiants	34 104 727 000	34 104 727 000	566 000 000	0	33 538 727 000	33 537 444 000	100,00	33 537 444 000	100,00	32 326 892 496	96,39	32 326 892 496	96,39
064 Recherche scientifique et technologique	10 154 196 000	9 911 285 000	446 730 000	0	9 464 555 000	9 364 476 641	98,94	9 364 476 641	98,94	8 694 037 192	91,86	8 694 037 192	91,86
065 Pilotage et soutien aux services du MESRSI	6 346 511 000	4 995 996 000	967 095 000	0	4 028 901 000	3 903 208 858	96,88	3 898 531 457	96,76	3 868 490 670	96,02	3 868 490 670	96,02
066 Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	602 478 000	477 808 000	18 224 000	0	459 584 000	312 701 598	68,04	308 284 098	67,08	261 146 098	56,82	261 146 098	56,82

Rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat, exercice 2024, au 31 décembre

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ANNULATION CP	OUVERTURE CP	CP_CORRIGE	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISES		LIQUIDES		ORDONNANCES	
						Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
						a	b	c	d	e	f	g=f/e	h
<b>25 Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat</b>	15 798 951 000	29 909 945 000	15 127 776 000	0	14 782 169 000	14 754 133 767	99,81	14 750 213 277	99,78	14 727 792 947	99,63	14 727 792 947	99,63
067 Industrie	713 157 000	481 608 000	13 037 000	0	468 571 000	468 964 346	100,08	468 964 346	100,08	455 510 634	97,21	455 510 634	97,21
068 Commerce	11 082 333 000	25 812 428 000	15 029 470 000	0	10 782 958 000	10 771 311 070	99,89	10 771 311 070	99,89	10 771 307 070	99,89	10 771 307 070	99,89
069 Artisanat	1 838 935 000	1 701 335 000	27 600 000	0	1 673 735 000	1 670 020 262	99,78	1 670 020 262	99,78	1 670 002 051	99,78	1 670 002 051	99,78
070 Secteur privé	1 524 263 000	1 395 147 000	29 041 000	0	1 366 106 000	1 366 104 556	100,00	1 365 297 556	99,94	1 365 297 556	99,94	1 365 297 556	99,94
071 Pilotage et soutien	640 263 000	519 427 000	28 628 000	0	490 799 000	477 733 533	97,34	474 620 043	96,70	465 675 636	94,88	465 675 636	94,88
<b>26 Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières</b>	10 569 087 000	9 811 226 000	292 129 000	0	9 519 097 000	9 426 878 756	99,03	9 426 878 756	99,03	8 588 175 952	90,22	8 588 175 952	90,22
072 Mines	3 738 633 000	3 638 951 000	39 576 000	0	3 599 375 000	3 579 798 000	99,46	3 579 798 000	99,46	3 578 430 000	99,42	3 578 430 000	99,42
073 Energie	5 620 014 000	5 053 760 000	125 134 000	0	4 928 626 000	4 909 236 521	99,61	4 909 236 521	99,61	4 072 380 717	82,63	4 072 380 717	82,63
074 Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	387 481 000	353 091 000	91 570 000	0	261 521 000	211 560 638	80,90	211 560 638	80,90	211 081 638	80,71	211 081 638	80,71
138 Carrières	822 959 000	765 424 000	35 849 000	0	729 575 000	726 283 597	99,55	726 283 597	99,55	726 283 597	99,55	726 283 597	99,55
<b>27 Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques</b>	59 934 621 000	69 950 826 000	4 979 180 000	0	64 971 646 000	64 747 830 377	99,66	64 742 956 435	99,65	62 606 802 831	96,36	62 611 002 831	96,37
075 Aménagements hydro-agricoles et irrigations	14 404 513 000	30 276 513 000	1 145 837 000	0	29 130 676 000	29 134 896 044	100,01	29 134 896 044	100,01	28 150 422 003	96,63	28 150 422 003	96,63
076 Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	11 235 281 000	10 235 536 000	891 017 000	0	9 344 519 000	9 330 416 079	99,85	9 330 416 079	99,85	9 324 104 479	99,78	9 324 104 479	99,78
077 Economie agricole	2 067 933 000	1 297 933 000	416 825 000	0	881 108 000	870 434 399	98,79	866 435 457	98,33	866 435 457	98,33	866 435 457	98,33
078 Développement durable des productions agricoles	16 235 442 000	14 032 149 000	1 080 561 000	0	12 951 588 000	12 817 939 970	98,97	12 817 939 970	98,97	12 425 354 439	95,94	12 425 354 439	95,97
079 Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	3 117 681 000	2 658 755 000	130 479 000	0	2 528 276 000	2 518 307 375	99,61	2 518 307 375	99,61	2 498 468 015	98,82	2 498 468 015	98,82
080 Pilotage et soutien	6 434 476 000	5 443 937 000	391 354 000	0	5 052 583 000	5 056 155 327	100,07	5 055 280 327	100,05	4 772 348 455	94,45	4 772 348 455	94,45
081 Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	645 410 000	573 110 000	40 569 000	0	532 541 000	507 246 833	95,25	507 246 833	95,25	505 455 173	94,91	505 455 173	94,91
082 Productivité et compétitivité des productions animales	4 191 357 000	3 958 924 000	738 637 000	0	3 220 287 000	3 170 529 781	98,45	3 170 529 781	98,45	2 737 419 441	85,01	2 737 419 441	85,01
083 Santé animale et santé publique vétérinaire	1 265 719 000	1 150 219 000	35 830 000	0	1 114 389 000	1 123 412 618	100,81	1 123 412 618	100,81	1 110 553 418	99,66	1 110 553 418	99,66
084 Développement des productions halieutiques et aquacoles	336 809 000	323 750 000	108 071 000	0	215 679 000	218 491 951	101,30	218 491 951	101,30	216 241 951	100,26	216 241 951	100,26
<b>30 Ministère des Infrastructures</b>	66 843 864 000	60 882 283 000	20 377 259 000	0	40 505 024 000	40 490 050 619	99,96	40 481 506 949	99,94	40 426 917 931	99,81	40 426 917 931	99,81
091 Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	15 530 284 000	14 836 807 000	12 756 130 000	0	2 080 677 000	2 068 394 474	99,41	2 059 850 804	99,00	2 055 468 824	98,79	2 055 468 824	98,79
092 Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	44 709 609 000	42 917 406 000	7 207 688 000	0	35 709 718 000	35 709 677 087	100,00	35 709 677 087	100,00	35 669 866 125	99,89	35 669 866 125	99,89
093 Développement de réseau de pistes rurales	4 124 076 000	998 175 000	355 986 000	0	642 189 000	642 180 246	100,00	642 180 246	100,00	640 868 010	99,79	640 868 010	99,79
094 Pilotage et soutien	2 479 895 000	2 129 895 000	57 455 000	0	2 072 440 000	2 069 798 812	99,87	2 069 798 812	99,87	2 060 714 972	99,43	2 060 714 972	99,43
<b>31 Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques</b>	4 069 165 000	2 812 379 000	1 173 447 000	0	1 638 932 000	1 637 169 751	99,89	1 637 169 751	99,89	1 637 169 751	99,89	1 637 169 751	99,89
095 Développement d'infrastructures de communications électroniques	1 304 009 000	977 865 000	704 383 000	0	273 482 000	272 081 258	99,49	272 081 258	99,49	272 081 258	99,49	272 081 258	99,49
096 Appui au sous-secteur postal	1 963 495 000	1 043 134 000	446 671 000	0	596 463 000	596 461 493	100,00	596 461 493	100,00	596 461 493	100,00	596 461 493	100,00
097 Pilotage et soutien aux structures du MDENP	136 542 000	127 010 000	21 051 000	0	105 959 000	105 599 000	99,66	105 599 000	99,66	105 599 000	99,66	105 599 000	99,66
136 Transformation et écosystème numérique	665 119 000	664 370 000	1 342 000	0	663 028 000	663 028 000	100,00	663 028 000	100,00	663 028 000	100,00	663 028 000	100,00
<b>32 Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière</b>	12 943 076 000	9 851 775 000	110 693 000	0	9 741 082 000	6 382 524 921	65,52	6 353 996 379	65,23	6 342 339 779	65,11	6 342 339 779	65,11
098 Transports et météorologie	10 797 958 000	8 772 185 000	56 773 000	0	8 715 412 000	5 457 454 617	62,62	5 456 954 617	62,61	5 456 954 617	62,61	5 456 954 617	62,61
099 Mobilité et sécurité routière	1 480 500 000	567 031 000	31 176 000	0	535 855 000	464 495 061	86,68	437 966 519	81,73	436 966 599	81,55	436 966 599	81,55
100 Pilotage et soutien des services du MTMUSR	664 618 000	512 559 000	22 744 000	0	489 815 000	460 575 243	94,03	459 075 243	93,72	448 418 563	91,55	448 418 563	91,55
<b>37 Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique</b>	0	126 132 000	0	0	126 132 000	126 132 000	100,00	126 132 000	100,00	126 132 000	100,00	126 132 000	100,00
104 Pilotage et soutien des services du Ministère	0	126 132 000	0	0	126 132 000	126 132 000	100,00	126 132 000	100,00	126 132 000	100,00	126 132 000	100,00
<b>38 Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat</b>	3 722 329 000	2 933 434 000	578 528 000	0	2 354 906 000	2 340 158 216	99,37	2 340 158 216	99,37	1 886 979 329	80,13	1 886 979 329	80,13
105 Planification et aménagement urbain	1 472 834 000	683 939 000	348 750 000	0	335 189 000	333 398 781	99,47	333 398 781	99,47	317 770 781	94,80	317 770 781	94,80
106 Architecture et construction	872 508 000	872 508 000	158 646 000	0	713 862 000	712 248 837	99,77	712 248 837	99,77	558 746 857	78,27	558 746 857	78,27
107 Accès aux logements décents	975 727 000	975 727 000	21 193 000	0	954 534 000	952 478 192	99,78	952 478 192	99,78	684 299 010	71,69	684 299 010	71,69
108 Pilotage et soutien aux service du MUH	401 260 000	401 260 000	49 939 000	0	351 321 000	342 032 406	97,36	342 032 406	97,36	326 162 681	92,84	326 162 681	92,84

MINISTÈRES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ANNULATION CP	OUVERTURE CP	CP_CORRIGE	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISES		LIQUIDES		ORDONNANCES	
						Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d	e	f	g=f/e	h	i=h/e	j	k=j/h	l	m=l/e
42 Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	46 527 758 000	43 229 502 000	4 976 655 000	0	38 252 847 000	37 046 507 239	96,85	37 029 452 239	96,80	35 759 419 632	93,48	35 753 933 632	93,47
086 Gestion durable des ressources forestières et fauniques	9 571 931 000	9 474 331 000	807 109 000	0	8 667 222 000	8 611 632 118	99,36	8 611 532 118	99,36	8 161 405 953	94,16	8 161 405 953	94,16
087 Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	638 803 000	554 799 000	25 018 000	0	529 781 000	522 666 507	98,66	522 666 507	98,66	520 498 436	98,25	520 498 436	98,25
088 Gouvernance environnementale et développement durable	495 911 000	493 261 000	153 500 000	0	339 761 000	323 496 168	95,21	323 496 168	95,21	322 896 168	95,04	322 896 168	95,04
089 Economie verte et changement climatique	480 536 000	417 625 000	75 229 000	0	342 396 000	324 837 786	94,87	324 107 786	94,66	321 483 317	93,89	316 483 317	92,43
109 Aménagements hydrauliques	12 051 182 000	11 650 699 000	357 304 000	0	11 293 395 000	10 961 464 105	97,06	10 961 464 105	97,06	10 968 255 365	97,12	10 968 255 365	97,12
110 Gestion intégrée des ressources en eau	3 044 072 000	2 699 162 000	493 807 000	0	2 205 355 000	2 205 792 186	100,02	2 205 792 186	100,02	2 205 292 186	100,00	2 205 292 186	100,00
111 Approvisionnement en eau potable	10 108 876 000	8 770 476 000	1 380 189 000	0	7 390 287 000	6 802 437 118	92,05	6 802 437 118	92,05	6 236 389 960	84,39	6 236 389 960	84,39
112 Assainissement des eaux usées et excréta	5 923 380 000	5 410 099 000	1 409 564 000	0	4 000 535 000	3 865 568 180	96,63	3 849 343 180	96,22	3 620 056 598	90,49	3 619 570 598	90,48
113 Pilotage et soutien	4 213 067 000	3 759 050 000	274 935 000	0	3 484 115 000	3 428 613 071	98,41	3 428 613 071	98,41	3 403 141 649	97,68	3 403 141 649	97,68
50 Grande Chancellerie	836 657 000	590 035 000	10 000 000	0	580 035 000	580 035 000	100,00	580 035 000	100,00	580 035 000	100,00	580 035 000	100,00
114 Ordres burkinabè	836 657 000	590 035 000	10 000 000	0	580 035 000	580 035 000	100,00	580 035 000	100,00	580 035 000	100,00	580 035 000	100,00
51 Conseil Supérieur de la Communication	696 198 000	601 485 000	16 210 000	0	585 275 000	573 138 859	97,93	571 703 759	97,68	571 407 509	97,63	571 407 509	97,63
115 Régulation du secteur de la communication	696 198 000	601 485 000	16 210 000	0	585 275 000	573 138 859	97,93	571 703 759	97,68	571 407 509	97,63	571 407 509	97,63
52 Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	2 379 966 000	2 072 960 000	58 641 000	0	2 014 319 000	2 010 305 632	99,80	2 010 305 632	99,80	1 990 523 519	98,82	1 990 523 519	98,82
116 Contrôle d'Etat	2 379 966 000	2 072 960 000	58 641 000	0	2 014 319 000	2 010 305 632	99,80	2 010 305 632	99,80	1 990 523 519	98,82	1 990 523 519	98,82
54 Conseil Constitutionnel	449 529 000	384 999 000	10 622 000	0	374 377 000	372 095 773	99,39	372 095 773	99,39	370 945 520	99,08	370 945 520	99,08
117 Coordination des actions du Conseil constitutionnel	449 529 000	384 999 000	10 622 000	0	374 377 000	372 095 773	99,39	372 095 773	99,39	370 945 520	99,08	370 945 520	99,08
55 Conseil d'Etat	355 593 000	355 593 000	0	0	355 593 000	355 593 000	100,00	355 593 000	100,00	355 593 000	100,00	355 593 000	100,00
118 Juridiction supérieure de l'ordre administratif	355 593 000	355 593 000	0	0	355 593 000	355 593 000	100,00	355 593 000	100,00	355 593 000	100,00	355 593 000	100,00
56 Cour des Comptes	832 045 000	832 045 000	0	0	832 045 000	832 045 000	100,00	832 045 000	100,00	832 045 000	100,00	832 045 000	100,00
119 Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	832 045 000	832 045 000	0	0	832 045 000	832 045 000	100,00	832 045 000	100,00	832 045 000	100,00	832 045 000	100,00
57 Cour de Cassation	743 159 000	732 699 000	4 731 000	0	727 968 000	726 616 873	99,81	726 616 873	99,81	718 192 139	98,66	718 192 139	98,66
120 Régulation performante du droit et unification efficace de la jurisprudence dans l'ordre judiciaire	743 159 000	732 699 000	4 731 000	0	727 968 000	726 616 873	99,81	726 616 873	99,81	718 192 139	98,66	718 192 139	98,66
58 Commission Electorale Nationale Indépendante	506 973 000	491 630 000	0	0	491 630 000	491 630 000	100,00	491 630 000	100,00	491 630 000	100,00	491 630 000	100,00
121 Elections	506 973 000	491 630 000	0	0	491 630 000	491 630 000	100,00	491 630 000	100,00	491 630 000	100,00	491 630 000	100,00
59 Commission de l'Informatique et des Libertés	857 062 000	799 460 000	0	0	799 460 000	799 459 500	100,00	799 459 500	100,00	799 459 500	100,00	799 459 500	100,00
122 Protection des données à caractère personnel	857 062 000	799 460 000	0	0	799 460 000	799 459 500	100,00	799 459 500	100,00	799 459 500	100,00	799 459 500	100,00
60 Médiateur du Faso	742 378 000	568 032 000	483 470 000	0	84 562 000	74 691 562	88,33	74 691 562	88,33	74 691 562	88,33	74 691 562	88,33
123 Médiateur du Faso	742 378 000	568 032 000	483 470 000	0	84 562 000	74 691 562	88,33	74 691 562	88,33	74 691 562	88,33	74 691 562	88,33
61 Commission Nationale des Droits Humains	492 234 000	336 664 000	0	0	336 664 000	336 664 000	100,00	336 664 000	100,00	336 664 000	100,00	336 664 000	100,00
147 Défense des Droits Humains	492 234 000	336 664 000	0	0	336 664 000	336 664 000	100,00	336 664 000	100,00	336 664 000	100,00	336 664 000	100,00
98 Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	37 723 567 000	16 680 591 000	0	0	16 680 591 000	16 680 562 755	100,00	16 680 562 755	100,00	16 680 562 755	100,00	16 680 562 755	100,00
135 Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	37 723 567 000	16 680 591 000	0	0	16 680 591 000	16 680 562 755	100,00	16 680 562 755	100,00	16 680 562 755	100,00	16 680 562 755	100,00
99 Dépenses Communes Interministérielles	398 547 999 000	398 368 297 000	96 359 159 000	128 704 824 000	430 713 962 000	409 659 893 471	95,11	409 659 893 471	95,11	409 621 347 659	95,10	409 621 347 659	95,10
133 Dépenses communes interministérielles	398 547 999 000	398 368 297 000	96 359 159 000	128 704 824 000	430 713 962 000	409 659 893 471	95,11	409 659 893 471	95,11	409 621 347 659	95,10	409 621 347 659	95,10
<b>Total général</b>	<b>1 814 724 944 000</b>	<b>1 826 355 825 000</b>	<b>193 247 037 000</b>	<b>130 204 824 000</b>	<b>1 763 213 612 000</b>	<b>1 734 401 182 669</b>	<b>98,37</b>	<b>1 733 661 049 813</b>	<b>98,32</b>	<b>1 714 120 716 686</b>	<b>97,22</b>	<b>1 714 284 151 701</b>	<b>97,22</b>

Source : SI-N@folo, SIGASPE et SYGADE

**Annexe 7: Situation d'exécution des autorisations d'engagement par ministères et institutions et par programmes budgétaires, hors financements extérieurs au 31 décembre 2024 (en FCFA)**

SECTIONS-PROGRAMME	AE INIT	AE AJUSTEES	ANNUALTION AE	OUVERTURE AE	AE CORRIGÉES	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISES	
	a	b	c	d	e	Montant	Taux	Montant	Taux
						f	g=f/e	h	i=h/e
<b>01 Présidence du Faso</b>	<b>30 621 262 000</b>	<b>131 450 673 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>131 450 673 000</b>	<b>28 950 672 575</b>	<b>22,02</b>	<b>28 950 672 575</b>	<b>22,02</b>
001 Pilotage de l'action présidentielle	30 621 262 000	131 450 673 000	0	0	131 450 673 000	28 950 672 575	22,02	28 950 672 575	22,02
<b>02 Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres</b>	<b>320 000 000</b>	<b>320 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>320 000 000</b>	<b>319 989 000</b>	<b>100,00</b>	<b>319 989 000</b>	<b>100,00</b>
004 Organisation du travail gouvernemental	320 000 000	320 000 000	0	0	320 000 000	319 989 000	100,00	319 989 000	100,00
<b>03 Primature</b>	<b>2 100 000 000</b>	<b>805 000 000</b>	<b>191 300 000</b>	<b>0</b>	<b>613 700 000</b>	<b>589 075 907</b>	<b>95,99</b>	<b>589 075 907</b>	<b>95,99</b>
005 Soutien à l'action de la Primature	1 625 000 000	725 000 000	166 912 000	0	558 088 000	533 464 438	95,59	533 464 438	95,59
008 Promotion du capital humain	475 000 000	80 000 000	24 388 000	0	55 612 000	55 611 469	100,00	55 611 469	100,00
<b>05 Conseil Economique et Social</b>	<b>138 526 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
009 Conseil Economique et Social	138 526 000	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>09 Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité</b>	<b>34 102 429 000</b>	<b>22 758 081 000</b>	<b>1 827 797 000</b>	<b>0</b>	<b>20 930 284 000</b>	<b>20 887 624 188</b>	<b>99,80</b>	<b>20 553 484 178</b>	<b>98,20</b>
010 Sureté de l'Etat	1 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
011 Administration du territoire	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
012 Sécurité intérieure	31 616 929 000	19 929 759 000	100 000 000	0	19 829 759 000	19 824 751 887	99,97	19 490 611 877	98,29
013 Protection Civile	1 200 000 000	1 050 000 000	7 400 000	0	1 042 600 000	1 042 441 301	99,98	1 042 441 301	99,98
015 Etat civil	30 560 000	30 560 000	10 320 000	0	20 240 000	0	0,00	0	0,00
016 Pilotage et soutien des services du MATD	54 940 000	54 940 000	17 255 000	0	37 685 000	20 431 000	54,22	20 431 000	54,22
098 Transports et météorologie	0	1 692 822 000	1 692 822 000	0	0	0	0	0	0
<b>10 Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des relations avec les institutions</b>	<b>10 990 502 000</b>	<b>10 920 367 000</b>	<b>337 517 000</b>	<b>0</b>	<b>10 582 850 000</b>	<b>3 414 760 616</b>	<b>32,27</b>	<b>3 414 760 616</b>	<b>32,27</b>
017 Administration judiciaire	8 241 964 000	8 206 897 000	76 238 000	0	8 130 659 000	1 387 698 498	17,07	1 387 698 498	17,07
018 Administration pénitentiaire	2 668 538 000	2 636 620 000	201 929 000	0	2 434 691 000	1 950 885 268	80,13	1 950 885 268	80,13
019 Droits humains	25 000 000	25 000 000	7 500 000	0	17 500 000	24 926 850	142,44	24 926 850	142,44
020 Civisme et citoyenneté	25 000 000	25 000 000	25 000 000	0	0	24 500 000	0	24 500 000	0
021 Pilotage et soutien	30 000 000	26 850 000	26 850 000	0	0	26 750 000	0	26 750 000	0
<b>11 Ministère de la Défense et des Anciens Combattants</b>	<b>236 986 117 000</b>	<b>195 078 117 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>195 078 117 000</b>	<b>195 078 117 000</b>	<b>100,00</b>	<b>195 078 117 000</b>	<b>100,00</b>
022 Défense	115 248 205 000	114 110 205 000	0	0	114 110 205 000	114 110 205 000	100,00	114 110 205 000	100,00
023 Préparation et emploi des forces	25 055 930 000	25 055 930 000	0	0	25 055 930 000	25 055 930 000	100,00	25 055 930 000	100,00
024 Equipement des forces	22 759 062 000	22 759 062 000	0	0	22 759 062 000	22 759 062 000	100,00	22 759 062 000	100,00
025 Appui à la sécurité publique et à la protection civile	3 135 808 000	3 135 808 000	0	0	3 135 808 000	3 135 808 000	100,00	3 135 808 000	100,00
026 Renforcement du lien Armée-Nation	325 211 000	325 211 000	0	0	325 211 000	325 211 000	100,00	325 211 000	100,00
027 Pilotage et soutien	70 461 901 000	29 691 901 000	0	0	29 691 901 000	29 691 901 000	100,00	29 691 901 000	100,00
<b>12 Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur</b>	<b>1 560 000 000</b>	<b>1 531 867 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 531 867 000</b>	<b>1 325 878 086</b>	<b>86,55</b>	<b>1 325 878 086</b>	<b>86,55</b>
028 Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	1 560 000 000	1 531 867 000	0	0	1 531 867 000	1 325 878 086	86,55	1 325 878 086	86,55
<b>13 Ministère de la Sécurité</b>	<b>0</b>	<b>12 835 157 000</b>	<b>4 175 661 000</b>	<b>0</b>	<b>8 659 496 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
010 Sureté de l'Etat	0	1 000 000 000	0	0	1 000 000 000	0	0,00	0	0,00
012 Sécurité intérieure	0	11 817 903 000	4 159 406 000	0	7 658 497 000	0	0,00	0	0,00
139 Pilotage et soutien des services du Ministère de la Sécurité	0	17 254 000	16 255 000	0	999 000	0	0,00	0	0,00
<b>14 Ministère de l'Economie et des Finances</b>	<b>19 688 568 000</b>	<b>17 088 568 000</b>	<b>2 747 594 000</b>	<b>0</b>	<b>14 340 974 000</b>	<b>12 229 306 122</b>	<b>85,28</b>	<b>12 229 306 122</b>	<b>85,28</b>
032 Pilotage de l'Economie et du développement	4 648 568 000	2 398 568 000	836 710 000	0	1 561 858 000	1 128 568 000	72,26	1 128 568 000	72,26
033 Mobilisation des ressources	13 800 000 000	13 700 000 000	1 448 613 000	0	12 251 387 000	10 807 772 068	88,22	10 807 772 068	88,22
038 Pilotage et soutien des services du ministère	1 240 000 000	990 000 000	462 271 000	0	527 729 000	292 966 054	55,51	292 966 054	55,51
<b>17 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale</b>	<b>1 726 399 000</b>	<b>1 522 862 000</b>	<b>21 986 000</b>	<b>0</b>	<b>1 500 876 000</b>	<b>1 461 973 949</b>	<b>97,41</b>	<b>1 461 973 949</b>	<b>97,41</b>
042 Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	1 050 000 000	1 032 917 000	3 891 000	0	1 029 026 000	1 029 025 613	100,00	1 029 025 613	100,00
044 Travail décent	676 399 000	489 945 000	18 095 000	0	471 850 000	432 948 336	91,76	432 948 336	91,76
<b>18 Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme</b>	<b>4 040 846 000</b>	<b>4 040 846 000</b>	<b>63 991 000</b>	<b>0</b>	<b>3 976 855 000</b>	<b>3 112 854 216</b>	<b>78,27</b>	<b>3 112 854 216</b>	<b>78,27</b>
039 Culture	864 000 000	835 225 200	0	0	835 225 200	0	0,00	0	0,00
040 Tourisme	925 168 000	925 168 000	63 991 000	0	861 177 000	861 176 216	100,00	861 176 216	100,00
046 Communication	2 251 678 000	2 251 678 000	0	0	2 251 678 000	2 251 678 000	100,00	2 251 678 000	100,00
047 Pilotage et soutien	0	28 774 800	0	0	28 774 800	0	0,00	0	0,00
<b>20 Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi</b>	<b>3 197 350 000</b>	<b>2 758 119 000</b>	<b>35 173 000</b>	<b>0</b>	<b>2 722 946 000</b>	<b>329 032 385</b>	<b>12,08</b>	<b>329 032 385</b>	<b>12,08</b>
052 Sport et activités physiques	2 356 119 000	2 261 119 000	73 000	0	2 261 046 000	0	0,00	0	0,00
054 Pilotage et soutien des services du MSL	200 000 000	200 000 000	35 100 000	0	164 900 000	104 032 385	63,09	104 032 385	63,09
101 Jeunesse	180 000 000	180 000 000	0	0	180 000 000	180 000 000	100,00	180 000 000	100,00
102 Formation professionnelle	416 231 000	72 000 000	0	0	72 000 000	0	0,00	0	0,00
103 Promotion de l'emploi	45 000 000	45 000 000	0	0	45 000 000	45 000 000	100,00	45 000 000	100,00
<b>21 Ministère de la Santé</b>	<b>16 600 955 000</b>	<b>11 290 155 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11 290 155 000</b>	<b>8 513 087 161</b>	<b>75,40</b>	<b>8 513 087 161</b>	<b>75,40</b>
055 Offre de soin	15 654 903 000	10 512 651 000	0	0	10 512 651 000	7 735 599 636	73,58	7 735 599 636	73,58
056 Santé publique	907 052 000	765 514 000	0	0	765 514 000	765 497 525	100,00	765 497 525	100,00
057 Pilotage et soutien aux services de la Santé	39 000 000	11 990 000	0	0	11 990 000	11 990 000	100,00	11 990 000	100,00
<b>22 Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale</b>	<b>2 400 000 000</b>	<b>2 029 684 000</b>	<b>260 629 000</b>	<b>0</b>	<b>1 769 055 000</b>	<b>1 832 401 621</b>	<b>103,58</b>	<b>1 832 401 621</b>	<b>103,58</b>
050 Solidarité nationale et gestion des catastrophes	2 400 000 000	2 029 684 000	260 629 000	0	1 769 055 000	1 832 401 621	103,58	1 832 401 621	103,58
<b>23 Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales</b>	<b>22 117 800 000</b>	<b>15 555 803 000</b>	<b>3 075 057 000</b>	<b>0</b>	<b>12 480 746 000</b>	<b>6 145 975 169</b>	<b>49,24</b>	<b>6 122 392 869</b>	<b>49,05</b>
058 Accès à l'éducation formelle	13 602 800 000	8 516 264 000	2 372 356 000	0	6 143 908 000	3 171 033 748	51,61	3 171 033 748	51,61
059 Qualité de l'éducation formelle	6 748 000 000	5 772 539 000	466 781 000	0	5 305 758 000	2 135 189 207	40,24	2 129 481 407	40,14
060 Accès et qualité de l'éducation non formelle	200 000 000	200 000 000	17 500 000	0	182 500 000	25 471 400	13,96	25 471 400	13,96
061 Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	1 567 000 000	1 067 000 000	218 420 000	0	848 580 000	814 280 814	95,96	796 406 314	93,85

Rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat, exercice 2024, au 31 décembre

SECTIONS-PROGRAMME	AE INIT	AE AJUSTEES	ANNUALION AE	OUVERTURE AE	AE CORRIGEES	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISES	
	a	b	c	d	e	Montant	Taux	Montant	Taux
						f	g=f/e	h	i=h/e
<b>24 Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation</b>	<b>5 019 477 000</b>	<b>4 827 745 000</b>	<b>1 246 511 212</b>	<b>0</b>	<b>3 581 233 788</b>	<b>2 409 932 416</b>	<b>67,29</b>	<b>2 405 514 916</b>	<b>67,17</b>
062 Enseignement supérieur	1 760 000 000	2 674 282 000	870 380 212	0	1 803 901 788	1 727 210 956	95,75	1 727 210 956	95,75
064 Recherche scientifique et technologique	2 193 902 000	1 880 142 000	376 131 000	0	1 504 011 000	546 240 000	36,32	546 240 000	36,32
065 Pilotage et soutien aux services du MESRSI	774 825 000	22 977 000	0	0	22 977 000	22 976 960	100,00	22 976 960	100,00
066 Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	290 750 000	250 344 000	0	0	250 344 000	113 504 500	45,34	109 087 000	43,57
<b>25 Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat</b>	<b>1 885 448 000</b>	<b>16 289 748 000</b>	<b>15 011 030 000</b>	<b>0</b>	<b>1 278 718 000</b>	<b>1 223 808 302</b>	<b>95,71</b>	<b>1 223 808 302</b>	<b>95,71</b>
067 Industrie	425 000 000	239 300 000	8 537 000	0	230 763 000	187 562 840	81,28	187 562 840	81,28
068 Commerce	225 000 000	15 000 000 000	15 000 000 000	0	0	0	0	0	0
069 Artisanat	1 150 448 000	1 014 948 000	0	0	1 014 948 000	1 013 771 552	99,88	1 013 771 552	99,88
071 Pilotage et soutien	85 000 000	35 500 000	2 493 000	0	33 007 000	22 473 910	68,09	22 473 910	68,09
<b>26 Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières</b>	<b>1 900 671 000</b>	<b>8 952 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8 952 000</b>	<b>8 951 244</b>	<b>99,99</b>	<b>8 951 244</b>	<b>99,99</b>
073 Energie	1 900 671 000	8 952 000	0	0	8 952 000	8 951 244	99,99	8 951 244	99,99
<b>27 Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques</b>	<b>18 429 947 000</b>	<b>28 342 112 000</b>	<b>2 231 662 000</b>	<b>0</b>	<b>26 110 450 000</b>	<b>26 343 895 737</b>	<b>100,89</b>	<b>26 343 895 737</b>	<b>100,89</b>
075 Aménagements hydro-agricoles et irrigations	9 972 700 000	22 972 700 000	890 239 000	0	22 082 461 000	22 157 875 578	100,34	22 157 875 578	100,34
076 Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	1 371 799 000	986 792 000	382 878 000	0	603 914 000	602 913 570	99,83	602 913 570	99,83
077 Economie agricole	500 990 000	295 990 000	210 990 000	0	85 000 000	4 481 500	5,27	4 481 500	5,27
078 Développement durable des productions agricoles	2 865 200 000	1 169 500 000	483 664 000	0	685 836 000	927 558 073	135,24	927 558 073	135,24
079 Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	781 840 000	509 397 000	37 198 000	0	472 199 000	378 566 500	80,17	378 566 500	80,17
080 Pilotage et soutien	495 239 000	201 286 000	0	0	201 286 000	196 115 075	97,43	196 115 075	97,43
081 Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	156 050 000	148 750 000	0	0	148 750 000	124 022 706	83,38	124 022 706	83,38
082 Productivité et compétitivité des productions animales	1 573 129 000	1 412 697 000	226 693 000	0	1 186 004 000	1 345 724 810	113,47	1 345 724 810	113,47
083 Santé animale et santé publique vétérinaire	538 000 000	470 000 000	0	0	470 000 000	448 896 185	95,51	448 896 185	95,51
084 Développement des productions halieutiques et aquacoles	175 000 000	175 000 000	0	0	175 000 000	157 741 740	90,14	157 741 740	90,14
<b>30 Ministère des Infrastructures</b>	<b>17 306 482 000</b>	<b>12 221 147 000</b>	<b>9 019 558 000</b>	<b>0</b>	<b>3 201 589 000</b>	<b>360 832 400</b>	<b>11,27</b>	<b>360 832 400</b>	<b>11,27</b>
091 Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	8 667 934 000	8 667 934 000	7 359 704 000	0	1 308 230 000	350 000 000	26,75	350 000 000	26,75
092 Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	4 509 548 000	3 304 990 000	1 637 631 000	0	1 667 359 000	0	0,00	0	0,00
093 Développement de réseau de pistes rurales	3 564 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
094 Pilotage et soutien	565 000 000	248 223 000	22 223 000	0	226 000 000	10 832 400	4,79	10 832 400	4,79
<b>31 Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques</b>	<b>1 332 551 000</b>	<b>830 911 000</b>	<b>702 823 000</b>	<b>0</b>	<b>128 088 000</b>	<b>334 096 715</b>	<b>260,83</b>	<b>334 096 715</b>	<b>260,83</b>
095 Développement d'infrastructures de communications électroniques	1 275 951 000	774 311 000	702 823 000	0	71 488 000	277 496 715	388,17	277 496 715	388,17
136 Transformation et écosystème numérique	56 600 000	56 600 000	0	0	56 600 000	56 600 000	100,00	56 600 000	100,00
<b>32 Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière</b>	<b>8 255 528 000</b>	<b>7 707 590 872</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 707 590 872</b>	<b>4 440 258 542</b>	<b>57,61</b>	<b>4 413 730 000</b>	<b>57,26</b>
098 Transports et météorologie	7 666 528 000	7 666 528 000	0	0	7 666 528 000	4 413 730 000	57,57	4 413 730 000	57,57
099 Mobilité et sécurité routière	589 000 000	41 062 872	0	0	41 062 872	26 528 542	64,60	0	0,00
<b>38 Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat</b>	<b>2 103 180 000</b>	<b>1 314 285 000</b>	<b>213 375 000</b>	<b>0</b>	<b>1 100 910 000</b>	<b>1 050 956 462</b>	<b>95,46</b>	<b>1 050 956 462</b>	<b>95,46</b>
105 Planification et aménagement urbain	1 000 000 000	211 105 000	199 681 000	0	11 424 000	0	0,00	0	0,00
106 Architecture et construction	400 000 000	400 000 000	2 009 000	0	397 991 000	397 990 400	100,00	397 990 400	100,00
107 Accès aux logements décentés	703 180 000	703 180 000	11 685 000	0	691 495 000	652 966 062	94,43	652 966 062	94,43
<b>42 Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement</b>	<b>27 973 300 000</b>	<b>30 439 990 000</b>	<b>4 947 853 804</b>	<b>0</b>	<b>25 492 136 196</b>	<b>23 062 043 124</b>	<b>90,47</b>	<b>23 045 818 124</b>	<b>90,40</b>
086 Gestion durable des ressources forestières et fauniques	2 441 000 000	2 436 000 000	754 640 000	0	1 681 360 000	1 951 572 786	116,07	1 951 572 786	116,07
087 Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	75 000 000	42 000 000	10 000 000	0	32 000 000	9 953 300	31,10	9 953 300	31,10
088 Gouvernance environnementale et développement durable	144 775 000	144 775 000	110 000 000	0	34 775 000	17 408 900	50,06	17 408 900	50,06
089 Economie verte et changement climatique	50 000 000	50 000 000	44 159 000	0	5 841 000	38 764 364	663,66	38 764 364	663,66
109 Aménagements hydrauliques	11 016 000 000	15 724 760 000	1 962 191 000	0	13 762 569 000	13 021 390 913	94,61	13 021 390 913	94,61
110 Gestion intégrée des ressources en eau	969 912 000	705 012 000	51 874 000	0	653 138 000	219 620 700	33,63	219 620 700	33,63
111 Approvisionnement en eau potable	8 119 388 000	6 790 176 000	907 635 804	0	5 882 540 196	5 350 487 107	90,96	5 350 487 107	90,96
112 Assainissement des eaux usées et excréta	4 754 725 000	4 404 281 000	1 066 689 000	0	3 337 592 000	2 351 405 754	70,45	2 335 180 754	69,97
113 Pilotage et soutien	402 500 000	142 986 000	40 665 000	0	102 321 000	101 439 300	99,14	101 439 300	99,14
<b>52 Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption</b>	<b>100 000 000</b>	<b>43 975 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>43 975 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
116 Contrôle d'Etat	100 000 000	43 975 000	0	0	43 975 000	0	0,00	0	0,00
<b>54 Conseil Constitutionnel</b>	<b>10 000 000</b>	<b>5 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 000 000</b>	<b>4 950 000</b>	<b>99,00</b>	<b>4 950 000</b>	<b>99,00</b>
117 Coordination des actions du Conseil constitutionnel	10 000 000	5 000 000	0	0	5 000 000	4 950 000	99,00	4 950 000	99,00
<b>55 Conseil d'Etat</b>	<b>38 000 000</b>	<b>38 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>38 000 000</b>	<b>38 000 000</b>	<b>100,00</b>	<b>38 000 000</b>	<b>100,00</b>
118 Juridiction supérieure de l'ordre administratif	38 000 000	38 000 000	0	0	38 000 000	38 000 000	100,00	38 000 000	100,00
<b>56 Cour des Comptes</b>	<b>20 000 000</b>	<b>20 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20 000 000</b>	<b>20 000 000</b>	<b>100,00</b>	<b>20 000 000</b>	<b>100,00</b>
119 Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	20 000 000	20 000 000	0	0	20 000 000	20 000 000	100,00	20 000 000	100,00
<b>57 Cour de Cassation</b>	<b>195 000 000</b>	<b>195 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>195 000 000</b>	<b>195 000 000</b>	<b>100,00</b>	<b>195 000 000</b>	<b>100,00</b>
120 Régulation performante du droit et unification efficace de la jurisprudence dans l'ordre judiciaire	195 000 000	195 000 000	0	0	195 000 000	195 000 000	100,00	195 000 000	100,00
<b>59 Commission de l'Informatique et des Libertés</b>	<b>115 000 000</b>	<b>115 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>115 000 000</b>	<b>115 000 000</b>	<b>100,00</b>	<b>115 000 000</b>	<b>100,00</b>
122 Protection des données à caractère personnel	115 000 000	115 000 000	0	0	115 000 000	115 000 000	100,00	115 000 000	100,00
<b>60 Médiateur du Faso</b>	<b>20 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
123 Médiateur du Faso	20 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>98 Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales</b>	<b>12 738 900 000</b>	<b>12 738 900 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>12 738 900 000</b>	<b>12 738 899 879</b>	<b>100,00</b>	<b>12 738 899 879</b>	<b>100,00</b>
135 Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	12 738 900 000	12 738 900 000	0	0	12 738 900 000	12 738 899 879	100,00	12 738 899 879	100,00
<b>99 Dépenses Communes Interministérielles</b>	<b>10 750 000 000</b>	<b>10 750 000 000</b>	<b>359 121 000</b>	<b>48 984 148 000</b>	<b>59 375 027 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
133 Dépenses communes interministérielles	10 750 000 000	10 750 000 000	359 121 000	48 984 148 000	59 375 027 000	0	0,00	0	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>494 784 238 000</b>	<b>555 873 654 872</b>	<b>46 468 639 016</b>	<b>48 984 148 000</b>	<b>558 389 163 856</b>	<b>356 537 372 816</b>	<b>63,85</b>	<b>356 132 479 464</b>	<b>63,78</b>

Source : SI-N@folo

### Annexe 8: Situation d'exécution des CP des crédits délégués au 31 décembre 2024 (en FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ANNULATION CP	OUVERTURE CP	CP_CORRIGE	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISES		LIQUIDES		ORDONNANCES	
						Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
						a	b	c	d	e	f	g=f/e	h
09 Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	1 620 975 000	1 461 961 000	14 154 000	0	1 447 807 000	1 385 897 732	95,72	1 381 568 732	95,42	1 375 160 981	94,98	1 375 160 981	94,98
10 Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des relations avec les institutions	1 158 535 000	1 096 165 000	61 467 000	0	1 034 698 000	1 001 928 886	96,83	1 001 303 887	96,77	993 004 486	95,97	993 004 486	95,97
13 Ministère de la Sécurité	0	49 260 000	2 000 000	0	47 260 000	38 497 000	81,46	38 497 000	81,46	38 497 000	81,46	38 497 000	81,46
14 Ministère de l'Economie et des Finances	822 034 000	772 302 000	9 888 000	0	762 414 000	753 807 237	98,87	753 807 237	98,87	753 207 035	98,79	753 207 035	98,79
17 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	252 210 000	244 012 512	1 200 000	0	242 812 512	240 521 011	99,06	240 521 011	99,06	237 353 761	97,75	237 353 761	97,75
18 Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	312 750 000	312 750 000	9 460 000	0	303 290 000	292 780 248	96,53	292 106 896	96,31	288 495 576	95,12	288 495 576	95,12
20 Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	269 570 000	269 570 000	0	0	269 570 000	239 452 138	88,83	235 568 638	87,39	232 179 651	86,13	232 179 651	86,13
21 Ministère de la Santé	9 438 849 000	3 417 114 977	59 011 000	0	3 358 103 977	3 288 720 897	97,93	3 286 820 897	97,88	3 235 592 543	96,35	3 235 592 543	96,35
22 Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	300 424 000	284 281 000	0	0	284 281 000	266 147 039	93,62	263 595 039	92,72	258 407 681	90,90	258 407 681	90,90
23 Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	33 966 749 000	45 615 214 267	884 056 000	0	44 731 158 267	44 602 539 623	99,71	44 593 156 925	99,69	44 522 393 139	99,53	44 521 993 139	99,53
24 Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	132 405 000	108 435 000	1 000 000	0	107 435 000	100 396 352	93,45	99 718 952	92,82	99 718 307	92,82	99 718 307	92,82
25 Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	248 448 000	95 197 980	1 500 000	0	93 697 980	87 828 691	93,74	87 528 691	93,42	86 053 691	91,84	86 053 691	91,84
26 Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	255 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
27 Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	553 052 000	442 619 000	2 288 000	0	440 331 000	425 727 565	96,68	424 852 565	96,48	415 782 235	94,42	415 782 235	94,42
30 Ministère des Infrastructures	300 142 000	304 170 100	6 776 000	0	297 394 100	285 122 079	95,87	276 578 409	93,00	274 069 679	92,16	274 069 679	92,16
32 Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	133 000 000	105 594 000	0	0	105 594 000	104 652 418	99,11	104 152 418	98,63	103 152 498	97,69	103 152 498	97,69
38 Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	161 034 000	211 034 000	1 600 000	0	209 434 000	205 739 019	98,24	205 739 019	98,24	203 131 519	96,99	203 131 519	96,99
42 Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	8 044 507 000	9 768 308 025	1 069 588 000	0	8 698 720 025	8 596 029 698	98,82	8 578 074 698	98,62	7 937 342 431	91,25	7 936 856 431	91,24
51 Conseil Supérieur de la Communication	16 341 000	11 076 000	0	0	11 076 000	10 871 700	98,16	9 436 600	85,20	9 140 350	82,52	9 140 350	82,52
<b>Total général</b>	<b>57 986 025 000</b>	<b>64 569 064 861</b>	<b>2 123 988 000</b>	<b>0</b>	<b>62 445 076 861</b>	<b>61 926 659 333</b>	<b>99,17</b>	<b>61 873 945 614</b>	<b>99,09</b>	<b>61 062 682 563</b>	<b>97,79</b>	<b>61 061 796 563</b>	<b>97,78</b>

Source : SI-N@folo

### Annexe 9 : Situation d'exécution des Crédits de paiement des dépenses sociales au 31 décembre 2024 (en FCFA).

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISES		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
			c	d=c/b	e	f=e/b	g	h=g/e	i	j=i/b
01-Présidence du Faso	3 269 100 000	5 129 028 950	5 129 028 950	100,00	5 129 028 950	100,00	5 129 028 950	100,00	5 129 028 950	100,00
03-Prématuration	622 000 000	610 030 000	542 130 481	88,87	540 755 481	88,64	523 856 618	85,87	523 856 618	85,87
09-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	31 268 000	566 523 000	380 584 340	67,18	380 184 340	67,11	378 537 340	66,82	378 537 340	66,82
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des relations avec les institutions	5 654 267 000	3 640 997 000	3 500 588 951	96,14	3 500 188 952	96,13	3 484 369 050	95,70	3 484 369 050	95,70
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	193 111 000	193 111 000	193 111 000	100,00	193 111 000	100,00	193 111 000	100,00	193 111 000	100,00
14-Ministère de l'Economie et des Finances	1 277 874 000	1 277 874 000	1 256 403 835	98,32	1 256 403 835	98,32	1 256 403 835	98,32	1 256 403 835	98,32
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	5 246 529 000	4 652 547 000	4 634 050 489	99,60	4 634 050 489	99,60	4 632 773 489	99,57	4 632 773 489	99,57
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	12 500 000	10 250 000	10 244 000	99,94	10 244 000	99,94	10 244 000	99,94	10 244 000	99,94
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	9 124 690 000	7 368 506 000	7 320 821 531	99,35	7 320 165 531	99,34	7 319 415 531	99,33	7 319 415 531	99,33
21-Ministère de la Santé	116 519 242 000	103 339 084 000	102 906 939 941	99,58	102 905 039 941	99,58	102 649 294 974	99,33	102 649 294 974	99,33
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	38 100 196 000	36 955 997 000	25 008 670 518	67,67	25 001 926 018	67,65	24 954 120 552	67,52	24 954 120 552	67,52
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	93 355 031 000	102 914 090 000	95 419 054 353	92,72	95 177 866 983	92,48	94 716 724 959	92,03	94 716 324 959	92,03
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	76 037 254 000	75 475 120 000	71 510 951 656	94,75	71 510 951 656	94,75	69 670 824 883	92,31	69 670 824 883	92,31
25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	2 192 638 000	2 008 863 288	1 965 156 756	97,82	1 965 156 756	97,82	1 965 138 545	97,82	1 965 138 545	97,82
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	5 540 783 000	4 984 882 000	4 860 978 521	97,51	4 860 978 521	97,51	4 024 122 717	80,73	4 024 122 717	80,73
27-Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	51 295 865 000	49 965 273 526	45 367 309 412	90,80	45 363 310 470	90,79	43 518 083 738	87,10	43 522 283 738	87,11
30-Ministère des Infrastructures	6 894 532 000	3 093 924 000	1 501 495 021	48,53	1 492 951 351	48,25	1 487 257 135	48,07	1 487 257 135	48,07
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1 480 500 000	567 031 000	464 495 061	81,92	437 966 519	77,24	436 966 599	77,06	436 966 599	77,06
38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	675 727 000	675 727 000	656 983 770	97,23	656 983 770	97,23	401 037 098	59,35	401 037 098	59,35
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	40 121 607 000	37 485 429 764	31 900 419 168	85,10	31 883 364 168	85,06	30 642 232 366	81,74	30 636 746 366	81,73
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	37 723 567 000	16 680 591 000	16 680 562 755	100,00	16 680 562 755	100,00	16 680 562 755	100,00	16 680 562 755	100,00
<b>Total général</b>	<b>495 368 281 000</b>	<b>457 594 879 528</b>	<b>421 209 980 509</b>	<b>92,05</b>	<b>420 901 191 486</b>	<b>91,98</b>	<b>414 074 106 134</b>	<b>90,49</b>	<b>414 072 420 134</b>	<b>90,49</b>

Source : SI-N@folo

**Annexe 10 : Situation des consommations d'eau de 2023 et 2024 à fin décembre (en FCFA)**

N° SECTION	MINISTERES ET INSTITUTIONS	TOTAL	TOTAL
		A fin décembre 2023	A fin décembre 2024
1	Présidence du Faso	1 321 850 087	1 473 849 915
2	Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	5 702 493	6 830 870
3	Primature	39 605 993	25 798 880
4	Assemblée Législative de Transition	33 309 200	31 277 198
5	Conseil Economique et Social	10 575 419	18 552 724
	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	335 538 349	246 875 776 (de janvier à juillet)
9	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	-	107 910 020 (d'août à décembre)
10	Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions, Garde des Sceaux	582 084 515	581 522 471
11	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	2 895 085 719	2 326 270 977
12	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur	10 853 033	7 087 487
13	Ministère de la Sécurité	-	80 099 951 (d'août à décembre)
14	Ministère de l'Economie et des Finances	355 388 530	322 462 710
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	18 623 007	13 362 528
18	Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme	135 231 481	168 101 728
20	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	43 731 553	56 391 024
21	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	1 457 090 094	1 527 641 598
22	Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	91 067 933	95 397 704
23	Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	157 557 565	172 800 942
24	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	274 538 882	251 853 023
25	Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	39 271 963	38 756 623
26	Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	5 413 904	17 356 032
27	Ministère de l'Agriculture des Ressources Animales et Halieutiques	115 735 318	117 503 530
30	Ministère des Infrastructures	41 877 136	52 755 826
31	Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques	9 032 737	4 010 735
32	Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	63 280 400	41 453 107 (de janvier à juillet)
38	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	10 029 592	16 306 198
42	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	299 638 336	308 634 865
50	Grande Chancellerie	7 897 735	640 295
51	Conseil Supérieur de la Communication	8 180 765	5 538 869
52	Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption	3 743 105	2 563 248
54	Conseil Constitutionnel	1 082 794	1 097 396
55	Conseil d'Etat	0	0
56	Cour des Comptes	4 340 037	3 860 830
57	Cour de Cassation	5 952 063	5 417 082
58	Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)	7 842 424	6 083 194
59	Commission Informatique et des Libertés	1 190 324	2 662 520
60	Médiateur du Faso	4 324 519	6 472 212
99	Dépenses Communes Interministérielles (HOTELS ADMINISTRATIFS)	36 406 452	47 858 677
	<b>TOTAUX</b>	<b>8 433 073 457</b>	<b>8 193 058 765</b>

Source : DGAIE

**Annexe 11 : Situation des consommations d'électricité de 2023 et 2024 à fin décembre (en FCFA)**

N° SECTION	MINISTERES ET INSTITUTIONS	TOTAL	TOTAL
		A fin décembre 2023	A fin décembre 2024
1	Présidence du Faso	742 764 153	713 677 459
2	Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	34 481 794	33 277 038
3	Primature	162 387 139	151 067 532
4	Assemblée Législative de Transition	122 066 660	150 322 947
5	Conseil Economique et Social	30 514 055	19 995 856
	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	1 855 924 890	1 004 856 538 (de janvier à juin)
9	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	-	518 873 582 (de juillet à décembre)
10	Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions, Garde des Sceaux	730 652 082	710 275 616
11	Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	3 060 512 672	3 587 136 113
12	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur	119 913 873	108 301 975
13	Ministère de la Sécurité	-	675 144 133 (de juillet à décembre)
14	Ministère de l'Economie et des Finances	2 590 401 793	2 647 406 288
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	168 789 847	131 498 984
18	Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme	729 493 527	743 613 069
20	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	238 338 185	186 421 351
21	Ministère de la Santé	5 867 713 000	6 132 994 961
22	Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	243 540 398	260 054 016
23	Ministère de l' Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	997 217 728	1 026 187 198
24	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	875 212 563	856 054 064
25	Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	79 777 148	80 989 002
26	Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	112 718 641	82 727 207
27	Ministère de l'Agriculture des Ressources Animales et Halieutiques	989 253 368	1 077 541 210
30	Ministère des Infrastructures	495 422 738	523 878 522
31	Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques	251 581 206	290 627 330
32	Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	123 000 260	55 852 242 (de janvier à juin)
38	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	44 856 645	48 542 808
42	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	452 525 991	387 998 893
50	Grande Chancellerie	21 646 234	15 257 534
51	Conseil Supérieur de la Communication	47 629 410	33 260 835
52	Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption	82 805 264	51 388 663
54	Conseil Constitutionnel	21 369 370	18 933 687
55	Conseil d'Etat	0	0
56	Cour des Comptes	30 498 587	31 321 198
57	Cour de Cassation	41 687 789	33 921 957
58	Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)	0	0
59	Commission Informatique et des Libertés	19 641 710	17 307 262
60	Médiateur du Faso	27 033 929	17 929 790
99	Dépenses Communes Interministérielles (HOTELS ADMINISTRATIFS)	423 994 693	353 604 380
<b>TOTAUX</b>		<b>21 835 367 342</b>	<b>22 778 241 240</b>

Source : DGAIE

**Annexe 12 : Situation des consommations de téléphone de 2023 et 2024 à fin décembre (en FCFA)**

N° SECTION	MINISTERES ET INSTITUTIONS	TOTAL	TOTAL
		A fin décembre 2023	A fin décembre 2024
1	Présidence du Faso	697 091 042	739 886 125
2	Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	2 304 521	1 806 611
3	Primature	63 853 724	61 367 645
4	Assemblée Législative de Transition	91 313 289	93 837 346
5	Conseil Economique et Social	4 297 148	1 239 102
	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	738 171 397	246 684 484 (de janvier à juillet)
9	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	-	15 167 759 (d'août à décembre)
10	Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions, Garde des Sceaux	78 208 564	64 804 123
11	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	1 026 837 871	986 679 036
12	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur	145 403 103	128 701 895
13	Ministère de la Sécurité	-	171 443 012 (d'août à décembre)
14	Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	1 113 323 576	1 039 505 049
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	83 204 134	141 016 653
18	Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme	60 964 966	43 103 030
20	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	10 448 527	5 406 141
21	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	154 054 189	128 772 133
22	Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	35 467 627	24 138 660
23	Ministère de l' Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	47 193 816	32 977 878
24	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	39 621 133	19 850 442
25	Ministère du Développement industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	13 438 224	9 586 338
26	Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	49 784 115	63 061 839
27	Ministère de l'Agriculture des Ressources Animales et Halieutiques	145 880 786	115 656 969
30	Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	54 603 430	47 029 926
31	Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques	318 384 164	276 535 547
32	Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	5 530 680	3 017 897 (de janvier à juillet)
38	Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	1 765 087	1 636 373
42	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	58 829 724	39 584 974
50	Grande Chancellerie	2 233 690	1 720 563
51	Conseil Supérieur de la Communication	16 406 351	16 873 886
52	Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption	15 240 456	13 554 920
54	Conseil Constitutionnel	443 209	629 889
55	Conseil d'Etat	1 421 910	617 370
56	Cour des Comptes	762 061	574 644
57	Cour de Cassation	0	0
58	Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)	26 267 802	24 757 250
59	Commission Informatique et des Libertés	4 568 004	3 938 128
60	Médiateur du Faso	16 795 756	5 414 300
61	Commission Nationale des Droits Humains	2 080 333	2 071 123
99	Dépenses Communes Interministérielles (HOTELS ADMINISTRATIFS)	812 850 680	836 673 824
	<b>TOTAUX</b>	<b>5 939 045 089</b>	<b>5 409 322 884</b>

Source : DGAIE

**Annexe 13 : Situation des lignes téléphoniques fixes résiliées par ministère au 31 décembre 2024 (en nombre)**

N° D'ORDRE	MINISTERES/INSTITUTIONS	NOMBRE DE LIGNES TELEPHONIQUES RESILIEES
1	Primature	23
2	Grande chancellerie	4
3	Mediateur du faso	14
4	Cours des comptes	4
5	Conseil constitutionnel	1
6	Conseil d'Etat	3
7	Commission Electorale Nationale Indépendante	5
8	SG du gouvernement	32
9	Conseil Economique et Social	16
10	Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	14
11	Ministère de la communication, de la culture, des Arts et du Tourisme	77
12	Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	1
13	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	130
14	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Exterieur	39
15	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	140
16	Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique	529
17	Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques	131
18	Ministère des Sports, de la jeunesse et de l'Emploi	80
19	Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	1153
20	Ministère de la justice et des Droits Humains, chargé des relations avec les institutions	168
21	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	319
22	Ministère de la Solidarité, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	169
23	Ministère du Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	110
24	Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	110
25	Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	85
26	Ministère de l'Education nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales	284
27	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.	296
28	Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	38
29	Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	626
30	Présidence du Faso	287
TOTAL		4888

Source : DGAIE

**Annexe 14 : Situation de mobilisation des ressources du Fonds de Soutien Patriotique au 31 décembre 2024 (en FCFA)**

N°	MODES DE CONTRIBUTION	TOTAL ENCAISSEMENT ANTERIEURS AU 01 OCT 2024 (3)	ENCAISSEMENT DE LA PERIODE DU 01 OCT AU 31 DEC 2024			TOTAL ENCAISSEMENT AU 31 DECEMBRE 2024 (7 = 3+4+5+6)	PART CONTRIBUTIVE
			COMPTE TRESOR 443590001597 (4)	ORANGE MONEY (5)	MOOV MONEY (6)		
	<b>RECOUVREMENT DGI</b>	<b>85 566 152 863</b>	<b>22 659 889 419</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>108 226 042 282</b>	<b>61,60%</b>
	<b>PRELEVEMENTS (taxes)</b>	<b>66 074 395 399</b>	<b>15 891 876 426</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>81 966 271 825</b>	<b>46,66%</b>
	Prélèvement BRAKINA/SODIBO	42 641 761 200	14 377 810 600			57 019 571 800	32,46%
	Prélèvement LIBS BRASSERIE	798 314 000	231 544 000			1 029 858 000	0,59%
	Prélèvement DAFANI	308 304 300	272 556 800			580 860 900	0,33%
	Prélèvement MABUCIG	1 258 937 750	378 607 900			1 637 545 250	0,93%
	Prélèvement TWELLIUM Industries	488 848 265	140 967 654			629 815 919	0,36%
	Prélèvement AFRIDIA Industries	89 225 400	69 416 100			158 641 500	0,09%
	Prélèvement Africa Food and Drink Industry	692 385 605	266 257 400			958 643 005	0,55%
	Cessions de terrains hors lotissement	0	0			0	0,00%
	Contribution spéciale sur les bénéfices des entreprises	19 796 618 879	154 716 572			19 951 335 451	11,36%
	<b>RETENUES OBLIGATOIRES 1% SUR SALAIRE</b>	<b>2 621 670 141</b>	<b>1 151 924 259</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 773 594 400</b>	<b>2,15%</b>
	SALAIRES TRAVAILLEURS DU PRIVE	2 621 670 141	1 151 924 259			3 773 594 400	2,15%
	<b>TELEPHONE/TV</b>	<b>16 870 087 323</b>	<b>5 616 088 734</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>22 486 176 057</b>	<b>12,80%</b>
	Prélèvement TELMOB	3 860 061 692	1 151 905 416			5 011 967 108	2,85%
	Prélèvement TELECEL	1 320 815 718	530 208 419			1 851 024 137	1,05%
	Prélèvement ORANGE	9 430 844 097	3 362 109 203			12 792 953 300	7,28%
	Prélèvement CANAL PLUS	2 258 365 816	571 865 696			2 830 231 512	1,61%
	<b>RECOUVREMENT DGD</b>	<b>9 220 745 584</b>	<b>3 537 524 700</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12 758 270 284</b>	<b>7,26%</b>
2	Prélèvement produits importés DOUANE	9 220 745 584	3 537 524 700			12 758 270 284	7,26%
	<b>RECOUVREMENT DGTCP</b>	<b>35 541 409 843</b>	<b>19 158 421 070</b>	<b>-</b>	<b>940 833</b>	<b>54 700 771 746</b>	<b>31,14%</b>
	<b>CESSIONS VOLONTAIRES</b>	<b>1 023 563 360</b>	<b>339 083 447</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 362 646 807</b>	<b>0,78%</b>
	SYGASPE	86 636 535	6 408 292			93 044 827	0,05%
	EPE-SE-SEM et assimilés	-	0			-	0,00%
	DACA	936 926 825	332 675 155			1 269 601 980	0,72%
	COLLECTIVITES TERRITORIALES	-	0			-	0,00%
	ALT	0	0			0	0,00%
	<b>RETENUES OBLIGATOIRES</b>	<b>19 583 436 389</b>	<b>5 944 897 773</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>25 528 334 162</b>	<b>14,53%</b>
	SALAIRES SYGASPE	3 665 217 074	1 566 474 385			5 231 691 459	2,98%
	SALAIRES EPE-SE-SEM et assimilés	3 721 085 083	856 160 241			4 577 245 324	2,61%
	SALAIRES COLLECTIVITES TERRITORIALES	1 148 050 723	575 873 048			1 723 923 771	0,98%
	SALAIRES ALT	27 647 871	12 604 993			40 252 864	0,02%
	SALAIRES Autres	136 102 733	0			136 102 733	0,08%
	RETENUES SUR PRIMES DE MOTIVATIONS	10 885 332 905	2 933 785 106			13 819 118 011	7,87%
	<b>AFFECTATIONS DE RESSOURCES SPECIFIQUES</b>	<b>12 346 081 704</b>	<b>11 905 235 910</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>24 251 317 614</b>	<b>13,80%</b>
	Fonds Minières de Développement (FMD)	12 346 081 704	11 905 235 910			24 251 317 614	14%
	LONAB	-	0			-	0,00%
	Fonds d'Accès au Service Universel (FASU)	-	0			-	0,00%
	<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>	<b>2 588 328 390</b>	<b>969 203 940</b>	<b>0</b>	<b>940 833</b>	<b>3 558 473 163</b>	<b>2,03%</b>
	Personnes morales	1 973 245 345	241 647 820			2 214 893 165	1,26%
	Personnes physiques	427 833 948	184 134 677			611 968 625	0,35%
	REVERSEMENT ORANGE MONEY	1 966 685	174 222 473			1 76 189 158	0,10%
	AUTRES CONTRIBUTIONS	62 618 500	166 059 503			228 678 003	0,13%
	ORANGE MONEY	7 015 149	0	0		7 015 149	0,00%
	MOOV MONEY	4 782 964	0		940 833	5 723 797	0,00%
	CONTRIBUTION DE LA DIASPORA	110 865 799	203 139 467			314 005 266	0,18%
	<b>AUTRES SOURCES DE RECOUVREMENT</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>
	<b>DONS ET LEGS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,00%</b>
	<b>DONS FINANCIERS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,00%</b>
	<b>DONS EN NATURE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,00%</b>
	<b>TOUTES AUTRES RESSOURCES AUTORISEES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,00%</b>
	<b>TOTAL DES CONTRIBUTIONS</b>	<b>130 328 308 290</b>	<b>45 355 835 189</b>	<b>0</b>	<b>940 833</b>	<b>175 685 084 312</b>	<b>100,00%</b>

Source : DGTCP

**Annexe 15 : Situation de Situation de la mise en œuvre des plans de déblocage de fonds par ministères et institutions au 31 décembre 2024 (en FCFA)**

MINISTERES ET INSTITUTIONS	Prévisions déblocage {1}	Montant débloqué {2}	Taux d'exécution {3=2/1}	Ecart-prévisions et réalisations {4=1-2}
01- Présidence du Faso	167 921 835 000	167 921 835 000	100	-
02- Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	251 439 344	251 439 344	100	-
03- Primature	3 935 481 764	3 935 481 764	100	-
04- Parlement	14 991 800 000	14 991 800 000	100	-
09- Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	38 183 663 400	34 880 565 400	91,35	3 303 098 000
10- Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	2 731 268 175	2 725 823 175	99,8	5 445 000
11- Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	721 765 197 159	721 765 197 159	100	-
12- Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	18 243 405 272	18 232 290 222	99,94	11 115 050
13- Ministère de la Sécurité	9 183 137 540	9 183 137 540	100	-
14- Ministère de l'Economie et des Finances	77 653 065 186	77 653 065 186	100	-
17- Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	7 063 802 108	7 063 802 108	100	-
18- Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	12 128 019 008	12 127 489 851	100	529 157
20- Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	14 912 208 950	14 907 508 950	99,97	4 700 000
21- Ministère de la Santé	242 166 885 197	242 006 183 782	99,93	160 701 415
22- Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	24 329 436 093	24 329 436 093	100	-
23- Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	37 029 717 500	36 969 807 500	99,84	59 910 000
24- Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	76 922 963 583	76 907 688 583	99,98	15 275 000
25- Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	12 857 595 698	12 857 595 698	100	-
26- Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	7 303 729 900	7 283 729 900	99,73	20 000 000
27- Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	32 415 420 637	32 200 276 005	99,34	215 144 632
30- Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	35 497 204 000	35 497 204 000	100	-
31- Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	684 839 100	684 839 100	100	-
37- Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	126 132 000	126 132 000	100	-
38- Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	246 200 000	243 700 000	98,98	2 500 000
42- Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	13 970 755 869	13 962 424 869	99,94	8 331 000
50- Grande Chancellerie	580 035 000	580 035 000	100	-
51- Conseil Supérieur de la Communication	562 267 159	562 267 159	100	-
52- Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1 451 362 000	1 448 362 000	99,79	3 000 000
54- Conseil Constitutionnel	73 547 000	73 547 000	100	-
55- Conseil d'Etat	355 593 000	355 593 000	100	-
56- Cour des Comptes	832 045 000	832 045 000	100	-
57- Cour de Cassation	645 081 000	645 081 000	100	-
58- Commission Electorale Nationale Indépendante	491 630 000	491 630 000	100	-
59- Commission de l'Informatique et des Libertés	799 459 500	799 459 500	100	-
60- Médiateur du Faso	74 691 562	74 691 562	100	-
61- Commission Nationale des Droits Humains	336 664 000	336 664 000	100	-
98- Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	16 680 562 755	16 680 562 755	100	-
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 578 884 705 459</b>	<b>1 575 074 956 205</b>	<b>99,76</b>	<b>3 809 749 254</b>

Source : DG-CMEF

**Annexe 16 : Situation de Situation de la mise en œuvre des plans de déblocage de fonds par programme budgétaire au 31 décembre 2024 (en FCFA)**

Programme	Prévisions déblocage {1}	Montant débloqué {2}	Taux d'exécution {3=2/1}	Ecart-prévisions et réalisations {4=1-2}
001- Pilotage de l'action présidentielle	163 271 835 000	163 271 835 000	100	-
002- Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action publique	450 000 000	450 000 000	100	-
003- Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	4 200 000 000	4 200 000 000	100	-
004- Organisation du travail gouvernemental	251 439 344	251 439 344	100	-
005- Soutien à l'action de la Primature	420 750 000	420 750 000	100	-
006- Appui à la gouvernance	856 758 000	856 758 000	100	-
008- Promotion du capital humain	2 657 973 764	2 657 973 764	100	-
010- Sureté de l'Etat	3 218 057 000	3 218 057 000	100	-
011- Administration du territoire	1 583 103 600	1 583 103 600	100	-
012- Sécurité intérieure	16 599 637 540	16 599 637 540	100	-
013- Protection Civile	1 610 582 000	1 610 582 000	100	-
014- Décentralisation	10 198 536 800	10 198 536 800	100	-
015- Etat civil	100 000	-	-	100 000
016- Pilotage et soutien des services du MATD	193 772 000	193 772 000	100	-
017- Administration judiciaire	1 429 871 175	1 429 871 175	100	-
018- Administration pénitentiaire	843 860 000	843 860 000	100	-
019- Droits humains	142 670 000	137 225 000	96,18	5 445 000
020- Citoyenneté et paix	38 000 000	38 000 000	100	-
020- Civisme et citoyenneté	52 355 000	52 355 000	100	-
021- Pilotage et soutien	142 689 000	142 689 000	100	-
022- Défense	194 066 455 000	194 066 455 000	100	-
023- Préparation et emploi des forces	223 187 219 000	223 187 219 000	100	-
024- Equipement des forces	23 606 872 000	23 606 872 000	100	-
025- Appui à la sécurité publique et à la protection civile	72 118 956 000	72 118 956 000	100	-
026- Renforcement du lien Armée-Nation	3 121 877 000	3 121 877 000	100	-
027- Pilotage et soutien	55 663 818 159	55 663 818 159	100	-
028- Cooperation bilaterale	114 258 000	114 258 000	100	-
028- Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	17 532 398 272	17 531 283 222	99,99	1 115 050
029- Intégration africaine	150 001 000	150 001 000	100	-
030- Pilotage et soutien aux services du Ministère	436 748 000	436 748 000	100	-
032- Pilotage de l'Economie et du développement	35 843 876 737	35 843 876 737	100	-
033- Mobilisation des ressources	15 352 098 085	15 352 098 085	100	-
034- Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	1 207 328 364	1 207 328 364	100	-
036- Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	1 774 911 000	1 774 911 000	100	-
038- Pilotage et soutien des services du ministère	23 474 851 000	23 474 851 000	100	-
039- Culture	2 275 125 000	2 275 125 000	100	-
040- Tourisme	1 491 250 000	1 491 250 000	100	-
042- Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	2 919 781 000	2 919 781 000	100	-
043- Réforme de l'administration	175 000 000	175 000 000	100	-
044- Travail décent	3 915 021 108	3 915 021 108	100	-
045- Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	54 000 000	54 000 000	100	-
046- Communication	8 114 004 000	8 114 004 000	100	-
047- Pilotage et soutien	247 640 008	247 110 851	99,79	529 157
048- Femme et du genre	190 358 000	190 358 000	100	-
049- Enfance et famille	2 027 693 000	2 027 693 000	100	-
050- Solidarité nationale et gestion des catastrophes	21 161 683 636	21 161 683 636	100	-
050- Solidarité nationale, gestion des catastrophes et crises humanitaires	20 000 000	20 000 000	100	-
051- Pilotage et soutien des services du Ministère	929 701 457	929 701 457	100	-
052- Sport et activités physiques	6 298 632 000	6 298 632 000	100	-
052- sport et loisirs	62 000 000	62 000 000	100	-
053- Loisirs	37 572 000	36 372 000	96,81	1 200 000
054- Pilotage et soutien des services du Ministère	7 751 700	7 751 700	100	-
054- Pilotage et soutien des services du MSL	719 997 500	716 497 500	99,51	3 500 000
055- Offre de soin	117 166 327 628	117 030 626 213	99,88	135 701 415
056- Santé publique	45 123 247 984	45 123 247 984	100	-
057- Pilotage et soutien aux services de la Santé	56 547 316 496	56 522 316 496	99,96	25 000 000
058- Accès à l'éducation formelle	13 049 530 000	13 022 195 000	99,79	27 335 000
059- Qualité de l'éducation formelle	4 908 117 500	4 908 117 500	100	-
060- Accès et qualité de l'éducation non formelle	2 000 000 000	2 000 000 000	100	-
061- Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	558 635 000	526 060 000	94,17	32 575 000
062- Enseignement supérieur	34 367 826 000	34 367 826 000	100	-
063- Fourniture des services sociaux aux étudiants	32 266 484 000	32 266 484 000	100	-
064- Recherche scientifique et technologique	8 390 206 000	8 390 206 000	100	-
065- Pilotage et soutien aux services du MESRSI	1 761 081 583	1 745 806 583	99,13	15 275 000
066- Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	137 366 000	137 366 000	100	-

Rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat, exercice 2024, au 31 décembre

Programme	Prévisions débloqué {1}	Montant débloqué {2}	Taux d'exécution {3=2/1}	Ecart-prévisions et réalisations {4=1-2}
067- Industrie	193 952 000	193 952 000	100	-
068- Commerce	10 730 402 500	10 730 402 500	100	-
069- Artisanat	654 887 000	654 887 000	100	-
070- Secteur privé	1 269 204 198	1 269 204 198	100	-
071- Pilotage et soutien	9 150 000	9 150 000	100	-
072- Mines	3 455 699 000	3 455 699 000	100	-
073- Energie	3 186 804 000	3 166 804 000	99,37	20 000 000
074- Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	22 649 900	22 649 900	100	-
075- Aménagements hydro-agricoles et irrigations	15 906 459 596	15 806 459 596	99,37	100 000 000
076- Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	3 794 092 648	3 787 963 648	99,84	6 129 000
077- Economie agricole	666 112 100	666 112 100	100	-
078- Développement durable des productions agricoles	6 368 027 401	6 332 027 401	99,43	36 000 000
079- Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	1 825 888 440	1 825 888 440	100	-
080- Pilotage et soutien	2 173 799 352	2 100 783 720	96,64	73 015 632
081- Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	274 581 100	274 581 100	100	-
082- Productivité et compétitivité des productions animales	654 943 000	654 943 000	100	-
083- Santé animale et santé publique vétérinaire	712 267 000	712 267 000	100	-
084- Développement des productions halieutiques et aquacoles	39 250 000	39 250 000	100	-
086- Gestion durable des ressources forestières et fauniques	6 446 251 000	6 446 251 000	100	-
087- Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	368 123 000	368 123 000	100	-
088- Gouvernance Environnementale et Changement Climatique	17 275 000	17 275 000	100	-
088- Gouvernance environnementale et développement durable	209 329 000	209 329 000	100	-
089- Economie verte et changement climatique	206 506 000	206 506 000	100	-
091- Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	1 098 977 000	1 098 977 000	100	-
092- Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	33 557 000 000	33 557 000 000	100	-
094- Pilotage et soutien	841 227 000	841 227 000	100	-
095- Développement d'infrastructures de communications électroniques	49 254 100	49 254 100	100	-
097- Pilotage et soutien aux structures du MDENP	5 427 000	5 427 000	100	-
098- Transports et météorologie	8 620 262 000	5 367 464 000	62,27	3 252 798 000
099- Mobilité et sécurité routière	700 000 000	650 000 000	92,86	50 000 000
100- Pilotage et soutien des services du MTMUSR	700 000	500 000	71,43	200 000
101- Jeunesse	882 084 000	882 084 000	100	-
102- Formation professionnelle	4 531 319 000	4 531 319 000	100	-
103- Promotion de l'emploi	1 657 898 000	1 657 898 000	100	-
104- Pilotage et soutien des services du Ministère	126 132 000	126 132 000	100	-
105- Planification et aménagement urbain	118 750 000	118 750 000	100	-
106- Architecture et construction	68 750 000	68 750 000	100	-
108- Pilotage et soutien aux service du MUH	58 700 000	56 200 000	95,74	2 500 000
109- Aménagements hydrauliques	1 940 702 972	1 938 771 972	99,9	1 931 000
110- Gestion intégrée des ressources en eau	1 516 481 897	1 516 481 897	100	-
111- Approvisionnement en eau potable	1 064 798 000	1 064 798 000	100	-
112- Assainissement des eaux usées et excréta	539 805 000	539 805 000	100	-
113- Pilotage et soutien	1 661 484 000	1 655 084 000	99,61	6 400 000
114- Ordres burkinabè	580 035 000	580 035 000	100	-
115- Régulation du secteur de la communication	562 267 159	562 267 159	100	-
116- Contrôle d'Etat	1 451 362 000	1 448 362 000	99,79	3 000 000
117- Coordination des actions du Conseil constitutionnel	73 547 000	73 547 000	100	-
118- Juridiction supérieure de l'ordre administratif	355 593 000	355 593 000	100	-
119- Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	832 045 000	832 045 000	100	-
120- Régulation performante du droit et unification efficace de la jurisprudence dans l'ordre judiciaire	645 081 000	645 081 000	100	-
121- Elections	491 630 000	491 630 000	100	-
122- Protection des données à caractère personnel	799 459 500	799 459 500	100	-
123- Médiateur du Faso	74 691 562	74 691 562	100	-
124- Relations avec le Parlement	72 488 000	72 488 000	100	-
124- Relations avec les Institutions	9 335 000	9 335 000	100	-
134- Fonction parlementaire	14 991 800 000	14 991 800 000	100	-
135- Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	16 680 562 755	16 680 562 755	100	-
136- Transformation et écosystème numérique	630 158 000	630 158 000	100	-
137- Gestion des Burkinabè de l'extérieur	10 000 000	-	-	10 000 000
138- Carrières	638 577 000	638 577 000	100	-
144- Appui à la Formation Professionnelle	714 954 750	714 954 750	100	-
146- Accès aux produits de santé	23 329 993 089	23 329 993 089	100	-
147- Défense des Droits Humains	336 664 000	336 664 000	100	-
155- Fonds de Soutien Patriotique	150 000 000 000	150 000 000 000	100	-
156- Programme pour la Résilience, la Gouvernance Locale et les Services de base	4 642 050 000	4 642 050 000	100	-
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 578 884 705 459</b>	<b>1 575 074 956 205</b>	<b>99,76</b>	<b>3 809 749 254</b>

Source : DG-CMEF